

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE ET DE SCIENCES POLITIQUES

Faculté des lettres et sciences humaines

Université de Sherbrooke

LES FACTEURS DE SOUS-DÉVELOPPEMENT
(OU DE DÉVELOPPEMENT NÉGATIF) AU CONGO-ZAÏRE DE 1960 à 1990.

par

SETULA BARTHÉLEMY KALAKY, 1950-

I-1923

MÉMOIRE PRÉSENTÉ

pour obtenir

LA MAÎTRISE ÈS ARTS (HISTOIRE)

Sherbrooke

Décembre 2001

Composition du Jury

LES FACTEURS DE SOUS-DÉVELOPPEMENT (OU DE DÉVELOPPEMENT NÉGATIF) AU CONGO-ZAÏRE DE 1960 à 1990.

par

SETULA BARTHÉLEMY KALAKY

Ce mémoire a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

M. Jean-René Chotard, directeur
Département d'histoire et de sciences politiques
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

M. Gilles Vandal, lecteur
Département d'histoire et de sciences politiques
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

M. Jean Herman Guay, lecteur
Département d'histoire et de sciences politiques
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

Remerciements

Nous ressentons le besoin d'exprimer notre joie indicible et notre profonde gratitude à l'égard de tous ceux et de toutes celles qui ont contribué à titre scientifique, moral ou matériel à la concrétisation de ce mémoire. Nous ne pouvons manquer de dire merci à notre directeur M. Jean-René Chotard pour l'intérêt qu'il a accordé à ce travail, pour ces précieux et pertinents enseignements. Merci également aux deux évaluateurs, M. Gilles Vandal et M. Jean Herman Guay, qui m'ont permis, par leurs multiples et judicieux conseils de parfaire mon travail.

Nous sommes reconnaissants envers Lucien Laverdière pour nous avoir guidé pendant toutes nos recherches. Nous remercions finalement Médard Tosomba Omalokoho et Lambert Opula Odiho pour leur profond secours.

Résumé

Les trente premières années après l'indépendance du Congo (1960) marquent une détérioration profonde de toutes les institutions congolaises. Les nombreuses richesses que possède le pays, son capital humain et le volume des investissements étrangers n'ont pas permis un décollage économique à ce pays. Le développement d'un pays est fonction des facteurs externes et internes. Notre attention est centrée volontairement sur les facteurs endogènes d'ordre politique, économique et sociologique.

Les secteurs de production les plus importants fonctionnent au ralenti ou pas pour la raison que gouvernants et populations ont créé des pratiques et des manières non conformes au changement, au progrès mais par contre ont marqué à chaque moment un arrêt de développement. Ces facteurs négatifs, la corruption, le vol, le détournement des biens publics, la mauvaise gestion, n'ont jusque là pas retenu l'attention des gouvernants. Les mesures économiques des années 1973-1975 décidées dans la précipitation, l'improvisation et l'incohérence ont, sans aucun doute, aggravé « les crises » au Congo. Il faut aussi reconnaître que l'existence du parti état, le Mouvement populaire de la révolution, le plus important organe du pays, a joué un rôle de grande importance dans la « destruction totale » du pays et de ses populations. Les « traits culturels » sont aussi responsables de la fragilité de structures qui restent impuissantes à repérer les potentiels de développement. Ce cas spécifique du Congo amène à comprendre l'incompatibilité entre les systèmes traditionnels congolais et le modèle d'état occidental.

TABLE DES MATIÈRES

| | Page |
|---|------|
| CHAPITRE I Introduction | 1 |
| Délimitation du sujet..... | 3 |
| Méthodologie..... | 4 |
| Terminologie..... | 4 |
| Problématique..... | 5 |
| Sources..... | 18 |
| CHAPITRE II | |
| Partie 1. Aperçu historique de la transition post coloniale..... | 19 |
| Partie 2. La fragilité et l'éparpillement des élites..... | 28 |
| Partie 3. La corruption..... | 36 |
| Partie 4. La culture des élites..... | 43 |
| CHAPITRE III | |
| Partie 1. Les mesures économiques..... | 49 |
| Partie 2. La déstructuration de l'industrie minière : cas de la Gécamines..... | 58 |
| Partie 3. La politique des grands travaux : le barrage hydroélectrique d'Inga.... | 67 |
| Partie 4. Le devenir de l'agriculture de subsistance..... | 75 |
| Partie 5. Le sous-financement des services : cas de la santé publique..... | 83 |
| Partie 6. Le secteur informel..... | 90 |
| CONCLUSION..... | 96 |
| BIBLIOGRAPHIE | 101 |

LISTE DES ACRONYMES

| | |
|-----------|---|
| ABAKO | Association des Bakongo |
| ANEZA | Association nationale des entreprises du Zaïre |
| AZAP | Agence Zaïre Presse |
| BK | Banque de Kinshasa |
| BM | Banque mondiale |
| INEAC | Institut national d'étude et de recherche agronomique |
| CEE | Communauté économique européenne |
| CCIZ | Centre de commerce international du Zaïre |
| CEMUBAC | Centre médical de l'Université de Bruxelles au Congo |
| COPHAZA | Compagnie pharmaceutique du Zaïre |
| CRISP | Centre de recherche et d'information socio-politique |
| DCMP | Dépôt central de matériel pharmaceutique |
| EAP | École d'apprentissage professionnel |
| FED | Fonds européen de développement |
| FMI | Fonds monétaire international |
| FOMULAC | Fondation médicale de l'Université de Louvain au Congo |
| FOREAMI | Fonds Reine Élisabeth pour l'assistance médicale |
| GÉCAMINES | Générale des carrières et des mines |
| INERA | Institut national d'étude agronomique au Congo |
| INRB | Institut national de recherche bio-médicale |
| IRSAC | Institut de recherche scientifique en Afrique centrale |
| IRS | Institut de recherche scientifique |
| MNC | Mouvement national congolais |
| MPR | Mouvement populaire de la révolution |
| OMS | Organisation mondiale de la santé |
| ONATRA | Office national des transports |
| ONRD | Office national de recherche et de développement |
| ONU | Organisation des Nations Unies |
| PVD | Pays en voie de développement |
| SGA | Société générale d'alimentation |
| SICAI | Société italo-zaïroise de développement industriel |
| SODIMIZA | Société d'exploitation minière et industrielle du Zaïre |
| SOZACOM | Société Zaïroise de commercialisation des minerais |
| STK | Société des transports kinois |
| UMAZ | Usine de matériel agricole du Zaïre |
| UMHK | Union minière du Haut-Katanga |
| UZAM | Usine zaïroise des meubles |

CHAPITRE I - INTRODUCTION

L'histoire africaine est devenue particulièrement intéressante après les grandes guerres lorsque les espoirs de l'histoire économique du monde sont tournés vers l'Afrique connue à travers la colonisation, à sa participation à l'effort des guerres et en fonction de ses richesses naturelles. Les pays d'Afrique noire, exposés au même environnement externe, différents par leurs structures pré-coloniales partent au même moment à la conquête de leur développement. Ils présentent des problèmes semblables et partagent les mêmes structures sociales traditionnelles. Au moment de l'indépendance vers 1960, l'État issu du temps colonial avait un rôle majeur à jouer pour la promotion du développement économique et social. Durant la première décennie, les dirigeants des jeunes nations continuent la mise en valeur de leur pays bénéficiant de l'héritage colonial.

Dès 1962, l'agronome René Dumont avertit que l'Afrique Noire est mal partie. Il prédit des lendemains malheureux pour le développement de l'Afrique. Ses analyses précoces sur le démarrage du développement deux ans après la décolonisation des pays africains furent mal accueillies par ces derniers. En 1980, il récidive et va plus loin : c'est « L'Afrique étranglée ». À l'avis de René Dumont : « Pour ce développement, l'Afrique doit repenser son école, ses cadres, sa structure et se mettre au travail »¹.

En 1986, René Dumont accuse la majorité des dirigeants africains d'avoir d'abord profité des privilèges du pouvoir, la Banque mondiale et le FMI d'acculer ces pays à une austérité payée par les plus pauvres et enfin il accuse tous les responsables d'avoir par leurs politiques, ignoré, ruiné et méprisé les paysans africains². A. Franck Gunder, à son tour parlant de l'Amérique latine, souligne la tendance commune de ces pays, celle du développement du sous-développement³. Les faits, hélas, n'ont cessé de leur donner raison. Aujourd'hui, « les crises » que vit l'Afrique sont une réalité.

1. René DUMONT *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Éd du Seuil, 1962, p177-216

2. René DUMONT : *Pour l'Afrique, j'accuse*, Paris, Éditions du Plon, 1986, 457p.

3. A.Frank GUNDER : *Le développement du sous-développement, l'Amérique latine*, 2^e édition. Paris, François Maspero, 1972, p 399.

À partir du milieu des années soixante-dix, les résultats ont décliné presque constamment. Le niveau de vie dans beaucoup de pays de l'Afrique subsaharienne, est plus bas aujourd'hui qu'il ne l'était au moment de l'indépendance, un bon nombre des améliorations de la qualité de vie qui avaient été obtenues durant les années soixante et soixante-dix a subi une grave érosion, et, depuis les années quatre-vingt, on enregistre presque partout un échec profond, un désinvestissement et une désindustrialisation.

À chaque décennie de nouvelles tentatives et stratégies de développement ont été tentées par les gouvernements locaux et par des organisations internationales. Ces pays se retrouvent paralysés à tout moment et aucun n'a réuni les conditions d'un décollage économique. Les énormes difficultés rencontrées et les blocages semblent de nature permanente. Le lourd fardeau du service de la dette prend toujours une dimension grandissante et inquiétante.

L'absence de stabilité politique, d'équité, de responsabilité et de patriotisme y est pour beaucoup. Les structures fonctionnant à l'échelon local, qui existaient dans beaucoup de pays au moment de l'indépendance ont disparu ou leurs fonctions ont été considérablement réduites. Un quart de la population de l'Afrique continue à survivre grâce à l'aide alimentaire. Cet échec est largement lié, d'une part à la nature même de la classe dirigeante, à la façon dont elle a accédé au pouvoir, aux conditions qu'elle a trouvées à ses débuts, à la mauvaise conception et gestion des priorités. D'autre part Samir Amin souligne le rôle des mécanismes d'extraversion, l'ensemble peu cohérent des techniques et de la planification qui expliquent certains freins au développement (1971, p14). Aujourd'hui, « l'Afrique est en panne » comme Guri (1986, p170) l'a bien observé : une impuissance des investissements à faire apparaître le développement. À la fin du vingtième siècle la problématique démocratique vient s'articuler avec le discours sur le développement. Les dirigeants politiques rencontrent de plus en plus de difficultés à acquérir et à conserver une légitimité, et les gouvernements supportent un fardeau opérationnel qu'ils ne parviennent plus à assumer. Toutefois, on ne peut nier que, dans tout cela, l'État joue un rôle central. Bien que les conditions varient d'une partie du continent à l'autre, c'est un lieu commun de dire que l'État n'a pas réussi à promouvoir le développement en Afrique.

Délimitation du sujet

Le choix de ce sujet est accordé à l'Afrique noire où les conditions de vie se détériorent de jour en jour, sans aucune préoccupation par les responsables des pays. Les trente années qui se sont écoulées depuis l'indépendance du Congo en 1960 jusqu'en 1990, ne sont pas un laps de temps choisi au hasard. Elles constituent une période significative de l'histoire économique du Congo en raison de leur durée mais surtout parce que ces années ont connu une alternance de trois phases, 1960 à 1965 période de l'affirmation radicale de l'indépendance s'accompagnant des rébellions, sécessions et conflits qui ont divisé le Congo sur le plan régional. Il s'ensuit la consolidation de 1965 à 1972 avec les espoirs de construire le pays par le gouvernement Mobutu. À partir de 1973, c'est la rechute, qui a conduit l'économie congolaise nettement en dessous des niveaux auxquels la croissance coloniale l'avait portée.

Cette période peut donc être isolée et faire l'objet d'une analyse qui fait clairement apparaître que le patrimoine productif du pays a été gravement affecté, que les structures socio-économiques ont évolué de manière régressive et qu'au delà de la stagnation en termes quantitatifs de la croissance, il ne s'est pas produit de développement économique. On a donc assisté à la détérioration des institutions du pays.

Originalité du sujet

Elle réside dans le choix des deux dates extrêmes dans l'histoire du Congo : 1960, année de l'indépendance et 1990, année qui marque le départ officiel pour un prétendu processus de démocratisation. Cette période marque trois décennies de l'ère post coloniale. Le processus de la construction de l'état congolais (the state building process) et de son avenir revient d'abord à la grande responsabilité des Congolais eux-mêmes. L'originalité consiste à réunir dans un ensemble aussi exhaustif que possible les facteurs internes politiques, économiques et sociologiques contribuant au sous-développement au Congo. Des facteurs auxquels les Congolais eux-mêmes, responsables politiques et populations, ont participé et mis en place par leurs pratiques.

Méthodologie

L'élaboration de ce travail nous engage à nous servir de trois approches : politique, économique et sociologique. Elles nous permettront d'identifier, apprécier et dénoncer à travers nos lectures, les éléments propres au fonctionnement de différents secteurs productifs de la vie nationale dans le temps, voire dans un espace déterminé. Ces facteurs internes qui composent le développement négatif peuvent être d'ordre moral ou technique. Notre rôle sera à chaque moment de décrire les difficultés qui ont été à la base d'un comportement nuisible au bon déroulement d'une activité publique, tout en devenant un obstacle à l'amélioration de la qualité de vie, devient une culture populaire. Notre travail consiste donc à découvrir les faiblesses des attitudes et comportements des responsables politiques (gestes, rites, attitudes figées) et des populations. Enfin, notre tâche est de décrire le « déroulement des faits humains », à partir des contextes spécifiques pour arriver à comprendre la nature de la persistance du sous-développement au Congo-Zaïre.

Le travail comporte trois chapitres : le premier traite des éléments liés au domaine politique, le second est centré sur les activités économiques et sociales, tandis que le troisième aborde une théorie classique de développement ainsi que le réseau du pouvoir coutumier au Congo. Notre diagnostic sur le développement au Congo intervient dans la conclusion.

Terminologie

La méthode de caractérisation du « sous-développement » a été utilisée par plusieurs auteurs dont les critères ou symptômes choisis se recoupent dans une certaine mesure, mais chaque auteur a souligné les caractéristiques qui lui paraissent les plus graves et les plus pertinentes. Le sociologue Georges Balandier s'est basé sur des critères internes de diffusion de techniques et du volume des richesses, des caractéristiques démographiques, liées à la santé, aux coutumes matrimoniales et aux caractéristiques économiques⁴.

4. Georges BALANDIER (sous la direction de), *Le Tiers-Monde, sous-développement et développement*, Paris, P.U.F, 1956

Le géographe Yves Lacoste a proposé une liste des caractéristiques plus nettement politiques : la négligence et le gaspillage des ressources, l'industrialisation restreinte et incomplète, l'hypertrophie et le parasitisme du secteur tertiaire sans oublier l'ampleur du chômage et du sous emploi⁵.

Avec le rapport Brundtland sont envisagées de nouvelles conditions pour définir le développement, entre autres la prise en considération de l'environnement et l'exploitation des ressources, largement soutenues par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (World Commission, 1987).

Walter Rodney souligne à ce propos :

« On ne peut considérer le développement uniquement comme une question d'ordre économique, mais plutôt comme un processus social dans son ensemble, qui dépend de l'aboutissement des efforts de l'homme aux prises avec son environnement naturel »⁶

Le Rapport de la Commission Sud définit le développement de la façon suivante :

« Le développement est un processus de croissance qui implique une volonté accrue d'autonomie tant individuelle que collective. Il se fonde sur ses ressources propres aussi humaines et matérielles, exploitées pleinement pour la satisfaction de ses propres besoins. Il est axé sur l'accomplissement du potentiel humain et l'amélioration du bien-être économique et social de la collectivité. Il doit être conçu de manière à apporter aux gens ce qu'ils perçoivent comme répondant à leurs besoins économiques et sociaux »⁷.

Les caractéristiques énoncées ont été fortement réduites ou supprimées avec le facteur temps, d'autres se posent de toute autre façon aujourd'hui. Les définitions retenues développement / sous-développement correspondent approximativement aux réalisations ou exigences des états d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine. Notre point de vue est celui de retenir que le développement est un processus d'amélioration des conditions de vie d'une communauté ou d'un groupe social à travers toutes les institutions dans lesquelles évoluent les humains.

5. Yves LACOSTE. *Unité et diversité du Tiers-Monde*. Paris, François Maspero, 1980, Tome 1, p 40

6. Walter RODNEY. *Et l'Europe sous développ l'Afrique*, Paris, éditions caribéennes, 1986, p14

7. *Rapport de la Commission Sud*, Économica, 1990, p11-12.

Problématique

Les théories de développement économique prennent pour référence l'histoire industrielle des pays occidentaux. Cette perspective sur la croissance économique est résumée dans la réflexion de W. Walt Rostow, économiste américain et ancien secrétaire à la Maison blanche⁸. Il identifie cinq phases ou stades qui permirent le développement économique des pays occidentaux : la société traditionnelle, les conditions préalables au démarrage, le démarrage, la marche vers la maturité et enfin l'ère de la consommation de masse. Cette théorie qui est formulée vers les années 1960, au lendemain de l'indépendance africaine, a été suggérée aux jeunes nations. Comment penser que ce qui a été fait en Europe et en Amérique pouvait être reproduit intégralement dans les pays en voie de développement?

D'emblée, il semble problématique de vouloir exporter en Afrique le modèle théorique de Rostow. D'abord parce que chacune des phases du modèle repose sur des bases endogènes à toute société. Lorsqu'on exporte et on applique ce modèle aux pays en voie de développement, ce serait une façon d'altérer l'histoire de ces pays afin que celle-ci soit propice et en correspondance adéquate au contenu de ces phases. Soulignons que les sociétés « traditionnelles » furent différemment forgées par l'homme et chacune selon des conditions historiques et étatiques propres. On se demande alors pourquoi il en serait autrement avec le développement? On a donc tenté d'exporter un modèle qui, en plus de véhiculer le mythe de la croissance, ne repose sur aucune base sociale et culturelle pour permettre son expérience africaine. On remarque que la première et la deuxième phase ne sont réellement pas applicables, ce qui handicape une poursuite de trois autres.

Raymond Aron, ne semble pas être parfaitement d'accord avec Rostow. Pour lui le concept de société traditionnelle est de faible utilité, parce qu'il s'applique à toutes les sociétés non développées, qu'elles soient d'Afrique ou de Chine⁹.

8. W. W. ROSTOW. : *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Seuil, 1963, 252p.

9. Raymond ARON. : *Une histoire du XX^e siècle*. Anthologie, Paris, Plon, 1996, p590-593

Pour Aron, il n'y a pas une cause générale qui condamne les pays en voie de développement à passer, par une phase soviétique, par exemple. Le développement est autre, souligne l'auteur, selon le stade atteint par la science ou la technique. La Grande-Bretagne, en avance pour les trois premières phases, n'a atteint la quatrième et surtout la cinquième phase qu'après la deuxième guerre mondiale, ce qui montre (et probablement W. W. Rostow ne le nierait pas) que le développement n'est pas automatique, qu'il peut être ralenti ou accéléré¹⁰.

Les leçons sur la société industrielle de Raymond Aron sont pertinentes pour savoir quelle théorie (unique ou modèle!) suivre pour le développement économique d'une nation sous-développée. Pour Aron, il convient de se mettre à l'intérieur d'une unité historique définie afin de préciser quelles lois s'appliquent à son économie, car certaines lois sont relatives au développement de toutes les économies, d'autres sont limitées au développement d'économies particulières¹¹. Si le Congo, doit appliquer les « méthodes » de style occidental, celles-ci supposent un gouvernement capable de créer un cadre administratif du développement économique et une classe d'entrepreneurs capable de remplir la fonction que l'état ou le parti remplit dans un pays occidental (Aron prend l'exemple de l'Union soviétique). Il faut tenir compte également la part respective des fonctions de l'état et des initiatives des individus dans le système économique. Ce qui n'est pas facile à réaliser au Congo.

Poursuivant ses leçons, Aron souligne l'importance des objectifs poursuivis : le but principal est-il d'élever le niveau de vie de la population ou l'objectif majeur est-il de renforcer la puissance de la collectivité?

10. Raymond Aron. : *Études sociologiques*, Paris, P.U.F, 1988, p258-259

11. Raymond Aron. : *Dix huit leçons sur la société industrielle*, Paris, Gallimard, 1986, p372

Aron suggère qu'on se réfère à la notion même « économique », pour les « sociétés sous-développées », le terme définit l'activité qui tend à satisfaire les besoins des hommes. Aron souligne les mêmes observations en ce qui concerne un modèle de croissance. Quant à lui, un modèle de croissance que l'on observe dans une société de type soviétique est inconcevable avec un autre style de fonctionnement. Un modèle soviétique de croissance est inconcevable en l'absence d'une économie planifiée avec un pouvoir politiquement absolu. C'est ici qu'il attire l'attention des pays en développement en parlant des facteurs qui influencent la croissance économique et qui diffèrent d'une société à l'autre. Il cite à cet effet, l'attitude proprement économique des hommes, le progrès scientifique, la disponibilité du capital, la richesse de la collectivité et le pouvoir d'achat d'une population¹².

Des experts en développement international ont tenté d'inclure des pays en développement dans une économie de marché dans le but de faire naître la consommation de masse. Guy Noël rapporte à ce sujet :

« Est-ce que cela ne souligne pas la légèreté intellectuelle de tous ceux, à commencer par les économistes des banques de développement, qui ont cru qu'ils avaient trouvé le modèle et qui ont cherché à le mettre en oeuvre, sans vraiment vouloir s'interroger sur les conditions d'application dans des contextes qui n'ont rien à voir, ni de près ni de loin, avec ceux de l'Europe Occidentale et de l'Amérique du Nord »¹³.

Il intervient à ce niveau les stratégies d'industrialisation que dressent les différents modèles de développement et qui sont difficilement applicables dans les PVD. Nous pensons à trois stratégies comme les a énumérées Elsa Assidon¹⁴ : la stratégie de substitution des importations, celle des industries « industrialisantes » et la substitution des exportations.

12. Raymond Aron : Op. cit. p282-284

13. Guy NOËL : *Le développement international et la gestion de projet*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1997, p27

14. Elsa ASSIDON. : *Les théories économiques du développement*, Paris, La découverte, 1992, p2

Dans le cas de la première stratégie, les conditions de l'offre apparaissent à l'expérience, aussi contraignantes ou encore davantage que celles de la demande dans de nombreux pays¹⁵. Les PVD sont incapables de fermer leur marché intérieur à la pénétration étrangère.

La deuxième stratégie, dont la référence est l'expérience soviétique ou algérienne, consiste à l'orientation des investissements vers des industries de transformation tournées vers la consommation¹⁶: agriculture- industrie- agriculture. Le processus d'industrialisation a contribué à la régression générale de l'activité agricole.

Quant à la substitution des exportations, c'est-à-dire remplacer des exportations traditionnelles (produits primaires transformés) par des non traditionnelles (produits semi-manufacturés, produits industriels), cette politique a obtenu du succès que dans quelques pays, en Corée du Sud, au Mexique (1970)¹⁷.

Il revient à dire, en général, comment un milieu social non préparé à un changement qui pourtant, a été conçu et réalisé avec les meilleures intentions, réagit et se défend devant ce qu'il ressent comme une agression et une remise en cause de ses modes de vie.

En ce qui concerne le Congo, il faut souligner que l'année de l'indépendance présentait certes des lacunes qui ne pouvaient permettre aux bons résultats comme Rostow l'avait pensé. Le pays avait très peu de cadres formés, le taux d'analphabétisme était élevé, l'idée de développement ou de changement social était plus attendue du côté de l'état que des populations, si on ne s'en tient qu'à ces facteurs. Cette situation ne s'est pas présentée de la même façon dans les pays industrialisés d'Europe. Tout projet d'intervention, articulé de l'extérieur peut être préalablement perçu de la sorte.

15. Elsa ASSIDON op. cit. p60

16 Ibidem, p61

17. Ibidem, p62

Nous pouvons conclure que tout projet qui véhicule un mythe de croissance passant outre aux éléments culturels et sociaux s'expose à des risques d'échec. On reconnaît les mérites et les avantages de la théorie de croissance économique de Rostow, mais elle a surtout présenté des inconvénients pour le Congo. En tout point de vue, à mon avis, ce sont les objectifs et les moyens dont on dispose, qui comptent pour le développement économique. Il faut des stratégies de développement. Chaque type de société peut retenir une norme de son développement harmonieux. Cependant, ce type de développement doit tenir compte du contexte local.

La solidarité clanique africaine est un obstacle non négligeable au développement en Afrique. Le milieu traditionnel africain accorde une grande importance à la parenté qu'il considère comme la compréhension des phénomènes sociaux. La solidarité clanique s'exprime à travers l'aide familiale qui est effective en tous temps dont l'hospitalité est une forme extérieure qui justifie la fraternité des membres dans leur milieu de vie. Ces formes de vie trouvent leur existence par les liens de filiation, de consanguinité et d'alliance, et ensuite sont liées aux mentalités et aux croyances religieuses. Elles sont des valeurs qu'on rencontre aussi à travers les systèmes fonciers et économiques¹⁸.

L'entraide, les échanges de bien de consommation et des services, la participation aux activités communes sont donc les bases de la solidarité d'un groupe¹⁹. Cette société clanique est appelée à secourir les voisins pendant les circonstances difficiles en cas de maladie, des funérailles ou de mauvaise récolte. Pendant la période de récolte abondante et de pluies, elle participe aux travaux de champs. Les membres de clan qui entretiennent principalement des rapports d'échange sont entourés du concours de toute la collectivité même lorsqu'ils n'en ont pas fait appel. La vie sociale se résumerait à un système d'échange des biens et par là de rapprochement. Cette forme de vie qui bénéficie de la main-d'œuvre clanique comporte aussi des obstacles de caractère sociologique qui ont amené les individus à tirer profit de la présence des traditions.

18. André TESSIER (sous la direction) : *Les peuples du monde : culture et développement*. Paris, Beauchemin, 1999, p145

19. Jean-Yves CALVEZ. *Aspects politiques et sociaux des pays en voie de développement*. Paris, Dalloz, 1971, p194

La petite économie familiale sert à faire vivre aussi les voisins quelque soient les circonstances qui les entourent. Cette mentalité a beaucoup animé le milieu rural africain et est devenue un comportement moral de toute la société. Dans une société d'économie de marché, cette solidarité a constitué un frein au système capitaliste de production. Il est presque impossible à un congolais d'être un commerçant dans son propre village ou dans les environs de celui-ci. La parenté considère comme normal que le vendeur fasse des remises exorbitantes à ses proches, paternels ou maternels, et d'autre part si l'on apprend que le commerçant réalisant de bons bénéfices, constitue un capital important, la parenté vient solliciter des dons et de prêts qu'elle ne remboursera pas. Le capital est considéré comme un bien familial et il serait scandaleux que l'enrichi ne cède pas aux sollicitations²⁰.

En campagne ou en milieu urbain ce comportement ne semble plus s'expliquer : la société est en face de mode de production à rendement de moins en moins communautaire mais de plus en plus personnalisé. À ce propos la solidarité africaine devient un facteur négatif à l'évolution économique courante, il constitue un blocage. L'activité féminine ou le rapport des femmes à la production est la plus importante dans le système traditionnel africain.

Les femmes doivent travailler au service du chef dans le but de chercher une possibilité de statut et des privilèges pour leur mari. Ceci consiste à leur remettre une partie de la production et par le fait même à augmenter le capital des chefs à leur détriment. Ces gestes résiduels de solidarité, en passant par la domination et la subordination sont dénoncés comme « parasitisme » au nom de la rationalité économique²¹. Même en milieux urbains africains, la famille d'un fonctionnaire reste toujours élargie. Elle se compose de tantes, oncles, neveux ou cousins qui doivent être supportés tout au long de leur séjour souvent de longue durée. Le responsable est appelé à nourrir les membres et satisfaire à leurs besoins quotidiens, ce qui confirme le respect des coutumes de l'hospitalité.

20. Pierre GOUROU. : *L'Afrique tropicale : nain ou géant agricole*. Paris, Édit. Flammarion, 1991, p136

21. Colette BRAECKMAN. : *Le dinosaure. Le Zaïre de Mobutu*. Paris, Fayard, 1991, p259-260

Mais le travail est rémunéré sur une base individuelle, ce qui bouleverse l'univers villageois qui a misé plus sur la contribution du groupe. La logique des comportements économiques dans une société traditionnelle n'est pas de même que dans une économie de marché. Nous n'insisterons pas sur les énormes différences dans l'infrastructure technique et économique, ensemble dont la construction est l'objet du développement mais sur les différences dans le mode de pensée, les valeurs, les solidarités dont les transformations constituent ce que nous appelons le changement social. Au contraire des sociétés modernes, hétérogènes, ouvertes, conflictuelles, nos sociétés traditionnelles nous apparaissent comme des sociétés fermées, exclusives, non recevables par rapport aux réalités « historiques » et des nouveautés qu'elles pourraient introduire. Ce n'est pas ce qui efface la société traditionnelle²²

Au niveau des « élites » au sein du gouvernement, on retrouve aussi une forme de solidarité par de regroupements régionaux très prononcés. Cette solidarité est aussi responsable de la fragilité de ce type de société, de sa faible capacité de régénération. La solidarité africaine est une des valeurs incontestables du milieu traditionnel congolais. Aujourd'hui, ce milieu traditionnel a vu certaines de ses valeurs ne plus répondre au rythme de l'économie de marché, de transformation technique et démographique qui accompagne la croissance de la production régionale ou nationale.²³

22. Jean-Yves CALVEZ. *Aspects politiques et sociaux des pays en voie de développement*. Paris, Dalloz, 1971, p109

23. Jean-Yves CALVEZ. Op. cit. p194

Le réseau du pouvoir coutumier n'est-il pas un facteur déterminant autour duquel des élites bloquent des initiatives importantes au développement et imposent leurs idées? Dans les sociétés traditionnelles, les institutions sont comprises comme stables et comme ne devant pas dévier d'un modèle hérité des ancêtres. Les règles sociales sont héritées, et toute la vie sociale est tournée vers un passé qu'il s'agit de reproduire. Ce sont des sociétés qui paraissent archaïques, en comparaison de la modernité qu'a entraînée le développement industriel occidental. Le pouvoir coutumier a pu apparaître comme la seule autorité représentant les ancêtres et capable d'organiser les vivants. Dans ces sociétés à forte cohésion, le chef était désigné par le groupe des anciens au nom des ancêtres et le pouvoir était héréditaire. Dans les sociétés traditionnelles, suivant les mécanismes de la hiérarchie selon l'âge, c'est le chef du clan qui était le vrai et l'unique intermédiaire entre les différents membres de son clan et les membres des autres clans. Cette mentalité impliquait une irresponsabilité collective de tous les autres membres du clan²⁴.

C est lui qui dirigeait et devenait le détenteur du pouvoir «sacré»²⁵. Ce pouvoir politique traditionnel était hostile à la colonisation car elle estimait que celle-ci venait rompre son équilibre, tout à fait durable. Le souci de cet équilibre l'a rendu méfiant à l'égard du développement. En vertu des conditions mêmes de cet équilibre, il était demeuré étranger à l'appétit du développement. Cet équilibre du pouvoir coutumier répond- t-il aux exigences du pouvoir administratif (moderne) au Congo? N'est-il pas un frein à l'efficacité des institutions nouvelles et à la réalisation harmonieuse des projets de développement?

Au Congo, ce pouvoir a émergé en ville avec l'arrivée de Mobutu. Vers les années 1970, Mobutu avait jugé important l'appui des chefs traditionnels en vue de rétablir la confiance du milieu rural détruit par les rébellions. Pour attirer leur sympathie, il s'est fait introniser chef coutumier dans les grandes chefferies où l'autorité était solidement établie et la plus représentative. Mobutu devenait donc le représentant des ancêtres et par surcroît, son pouvoir émanait d'eux.

24. Kalala BWABO. : « À l'heure de la démocratie : se départir d'une mentalité d'irresponsabilité » dans Zaïre-Afrique ,N° 258, Kinshasa, CEPAS, 1991, p413.

25. Uhira SHEBUJA. « L'Afrique face au sacré » dans Zaïre-Afrique, N° 252. Kinshasa, CEPAS, 1991, p112

C'était en réalité une usurpation, un moyen de contrôler les populations en se dotant du pouvoir ancestral « sacré ». Grâce à ce pouvoir sacré, toutes les formes de politesse, de droit d'aînesse, d'initiative et de recours en dernière instance lui étaient reconnues. Il a créé un réseau des communications entre ces chefs géographiquement éloignés les uns des autres. Ces personnes étaient en liaison souvent en vue d'une action clandestine qui consistait à dénoncer les adversaires potentiels.

Dans ses tournées à l'intérieur du pays et lors des rencontres nationales, il leur a accordé une place de choix. Tous ont obtenu des insignes d'honneur et sont devenus membres de l' « Ordre national du Léopard ». Bénéficiant du concours du pouvoir des chefs traditionnels²⁶, il est parvenu à mieux asseoir la dictature dont ils furent parmi les adeptes les plus importants. Tout était conçu dans un cadre administratif reposant sur la coutume : fidélité au représentant des ancêtres, fidélité au village natal.

On peut faire remarquer que cet « équilibre antérieur » n'existe plus aujourd'hui nulle part. Il a subi des modifications, soit par la colonisation, soit par le contact des économies extérieures ou encore soit par l'influence culturelle externe. Mobutu a donc transposé les habitudes, les savoir-faire, les systèmes de valeurs du pouvoir traditionnel au niveau de l'état moderne. Ces comportements sont entrés dans un réseau complexe d'institutions indépendantes ou soumises au contrôle de l'état, qui sont fondés par des relais tels les groupes professionnels, l'affiliation politique, ou clubs.

26 Figurent parmi les chefs coutumiers les plus connus du Congo et qui contrôlent une grande population : MWANT YAV des Lunda (Katanga), le NYIMI des Bakuba, le BALOPWE du Kasai, le KIAMFU PANZU des Bayaka. Dans la province de l'Équateur, Mobutu fut intronisé comme chef coutumier chez les Nbgandi (sa tribu d'origine) et les Nbgaka, deux tribus voisines et concurrentes. Les chefs coutumiers étaient également responsables du parti en ce qui concerne leurs chefferies.

Cette pratique de se faire investir du pouvoir traditionnel avait satisfait les chefs traditionnels qui se voyaient être effacés de l'administration coloniale et post coloniale, Ils espéraient ainsi prendre place dans les assises nationales et bénéficier de certains avantages comme des cadres politiques. Ainsi s'explique au départ le soutien inconditionnel au « nouveau régime » et à Mobutu en qui ils voyaient confondus le rétablissement de la paix et la construction du pays.

Il n'en est pas moins vrai qu'on imagine mal le fonctionnement politique d'un état moderne qui exige une alternance de pouvoir. Ces obstacles à la modernité sont repérables dans les institutions politiques villageoises et elles influent sur les mécanismes administratifs, politiques et économiques. La hiérarchie du pouvoir coutumier s'est trouvée justifiée quand elle aurait dû être mise en question.

La construction du pouvoir africain dans une enveloppe d'apparence occidentale, n'a pas concilié les réseaux traditionnels et une administration moderne. Les objectifs économiques, la politique sociale, les apports extérieurs, sont d'un ensemble vaste qui répond aux exigences évolutives et non statiques comme dans la coutume²⁷. C'est une évolution qui implique aussi une présence des acteurs des différentes disciplines. Lesquelles diffèrent par leur essence de l'environnement traditionnel. L'initiative sacrée est en contradiction avec l'exercice du pouvoir civil et ne peut jouer un rôle dans une optique de changement social. Ce modèle politique contrarie le développement économique.

27. MANWANA MUNGONGO : « Appauvrissement et crise économique de l'Afrique noire : des valeurs et des mentalités de l'élite dirigeante négro- résultat de l'inversion africaine » dans Congo-Afrique, No 336, juin-juillet -août 1999, p352

L'affirmation du « recours à l'authenticité »²⁸ par Mobutu était une façon de maintenir l'identité sociale et culturelle du Congolais, qui a canalisé la force du pouvoir coutumier au bénéfice du chef de l'état. Lorsque Mobutu reçoit les chefs coutumiers, c'est au titre du pouvoir et des honneurs ancestraux qu'il le fait. Assis sur une peau de léopard, tenant la lourde canne sculptée, à double tête d'oiseau, il incarne vigilance, sagesse et terreur pour les opposants²⁹. La place de dominer ou de sacré est présente au cœur même des dispositifs cérémoniels, ce qui lui confère son statut officiel de médiateur. La faiblesse la plus évidente de ce type d'institution ne réside toutefois pas dans l'inadéquation aux conditions du milieu, mais bien plus dans son manque d'autorité. Le recours à l'authenticité, sa philosophie de base, est une affirmation de son pouvoir « au dessus » de tout.

L'usage du pouvoir entouré par le réseau coutumier est resté un frein au développement. Les valeurs villageoises répondent en fait au fonctionnement d'une entité du milieu rural et en fonction d'un public restreint adapté à cet environnement. Au niveau de la nation, et en face de nouveaux facteurs de développement, ces valeurs n'ont plus d'effets.

28. KANGAFU KUTUMBAGANA : *Discours sur l'authenticité* (Essai sur la problématique idéologique), Kinshasa, Les Presses Africaines, 1973, p23-30.

L'authenticité congolaise était définie en ces termes : « être ce que nous sommes et non ce que les autres veulent que nous soyons (...), la source d'inspiration de nos actes, une source que nous avons fait jaillir des traditions de nos ancêtres ».

29. Hervé BOURGES et Claude WAUTHIER. *Les 50 afriques, Tome II*. Paris Éditions du Seuil, 1979, p161

Le 30 juin 1960, le Congo accède à son indépendance politique. Des efforts partiels mais multiples sont faits pour adapter les institutions administratives au processus de développement. Le secteur de l'industrie minière, l'agriculture, la santé publique et l'éducation présentent des perspectives fort intéressantes et encourageantes les dix premières années, au niveau national et international. Mais il est nécessaire de constater qu'après trente ans d'indépendance, on est arrivé à une crise endémique caractérisée par une profonde régression économique. Et pourtant ce ne sont pas les ressources qui manquent ni les hommes compétents. Pourquoi cet affaiblissement continu des institutions? S'agit-il de la faiblesse des institutions politiques ayant entraîné les finances publiques dans le désordre et l'anarchie? Le blocage vient-il de l'environnement international ou bien a-t-il ses racines dans la société congolaise elle-même. Les multiples échecs témoignent que les stratégies de développement sont loin d'être évidentes au Congo. Nous avons choisi volontairement d'examiner et de dénoncer les facteurs internes, des manières et des pratiques incorrectes des « élites » et des populations, qui ont contribué à freiner le développement du Congo.

Sources

Les sources primaires qui ont permis à l'élaboration de cette étude peuvent être classées de la manière suivante :

1. Les revues nationales (de type universitaire) et d'informations sociales Congo-Afrique (culture, économie et société), Afrique chrétienne (développement communautaire et service des missions)
2. Les cahiers (dossiers) des centres de recherche : les dossiers du CRISP,
3. Les actes des colloques (nationaux et internationaux) : Rapports des conférences des associations professionnelles
4. Les annales (gouvernementales) : les annales du Musée du Congo Belge, les publications de la Conférence nationale souveraine du Congo, les publications du Mouvement populaire de la révolution (parti état).
5. Les revues étrangères : Jeune-Afrique, Afrique –Asie, L'Observateur
6. Les documents de l'épiscopat congolais et déclarations des évêques
7. Les rapports des organismes internationaux : ONU, OMS
8. Les journaux (nationaux et étrangers) : Salongo, Elima, Le Monde diplomatique etc.
9. Les travaux des chercheurs indépendants (professeurs, fonctionnaires).
10. Les rapports des Tables de concertation, etc.

Cette étude a bénéficié d'une abondante documentation concernant les ouvrages des auteurs congolais, des africains et des occidentaux qui ont travaillé au Congo ou en Afrique, ou qui ont décrit la situation politique, économique et sociale du Congo.

CHAPITRE II

Partie 1. Aperçu historique de la transition post coloniale

Tout au long de la période coloniale, seules quelques associations des anciens élèves des écoles des missions se livrent à des efforts de réflexion à partir des années 1950. La fin de l'année 1955 se transforme en profond désespoir à la suite du plan de trente ans du professeur Van Bilsen. Un plan qui préconise l'émancipation du Congo jusqu'à l'indépendance par la multiplication des cadres, des élites et l'accroissement régulier de leur rôle au sein d'une nation fédérale en liaison étroite avec la métropole¹.

Les réactions des Congolais ne se font pas attendre. Le 30 juin 1956, un manifeste est publié par le groupe culturel de Conscience africaine. Leurs auteurs sont d'accord avec le professeur Van Bilsen sur les étapes de son plan mais exigent que les élites congolaises soient associées à sa mise en œuvre. Cette prise de position divise les Congolais et engendre les querelles intestines qui vont dominer le débat politique dans la communauté congolaise avant et pendant les premières années de l'indépendance. Un contre manifeste est publié par un autre groupe culturel des évolués de l'Abako, document dans lequel le leader Joseph Kasa-Vubu s'oppose au plan Van Bilsen et réclame les droits dans l'immédiat².

Trois principaux événements extérieurs provoquent en 1958, une prise de conscience pour l'indépendance du Congo. D'abord, l'exposition internationale de Bruxelles où les leaders congolais, d'origines ethniques diverses découvrent l'Europe, côtoient d'autres Africains et confrontent leurs idées. Le second événement est le discours prononcé le 24 août 1958 à Brazzaville par le général de Gaulle sur l'indépendance des colonies françaises. Cet événement provoque la signature par de nombreux congolais d'une motion réclamant l'émancipation.

1. H. BOURGES et C. WAUTHIER : *Les 50 Afriques*, Tome II. Paris, Éditions du Seuil, 1979, p148-149.

2. Pierre DE VOS. : *La décolonisation : les événements du Congo de 1959 à 1967*, Bruxelles, Les Éditions ABC, 1975, p14-16.

Le troisième événement est le congrès panafricain tenu à Accra au Ghana en décembre 1958, où le mouvement national congolais (MNC) de Patrice E. Lumumba représente le Congo et revient avec des conceptions nouvelles sur les mouvements d'indépendance en Afrique³.

Dans son discours du 13 janvier 1959, le roi Baudouin de Belgique, manifeste la volonté d'accorder l'indépendance au Congo, à la suite de l'émeute du 4 janvier 1959 de Kinshasa. Le roi organise la réunion d'une table ronde qui se déroule à Bruxelles du 20 janvier au 20 février 1960. Cette table ronde regroupe les leaders de deux grands partis de l'époque, Joseph Kasa-Vubu pour l'Association des Bakongo et Patrice Lumumba pour le Mouvement national congolais⁴. Le 30 juin 1960, le Congo accède à la souveraineté nationale : une indépendance acquise dans une atmosphère de précipitation et de fièvre.

En juillet et août 1960 interviennent la sécession au Katanga et au Sud-Kasaï, des provinces qui se déclarent indépendantes, puis en 1963, la rébellion au Kwilu et les grands soulèvements de 1964. Les rébellions sont la conséquence des abus de nouveaux dirigeants et du mécontentement engendré par l'effondrement de l'économie coloniale⁵.

Des efforts partiels mais multiples sont faits pour adapter les institutions administratives à une situation d'indépendance politique en vue de parer à des difficultés urgentes. Lorsque les fonctionnaires et agents des services publics belges quittent le Congo, le nouvel état se trouve privé des deux piliers de la gestion publique, l'armée et l'administration. La structure de l'ancienne administration coloniale disparaît physiquement, malgré le retour ultérieur des anciens expatriés. La pression politique et militaire a entraîné très rapidement les finances publiques dans la voie du désordre. Le pouvoir central a été incapable d'établir son ordre et d'imposer ses conceptions sur le fonctionnement et les objectifs de l'état.

3. Jeune-Afrique : No 1280, 17 juillet 1985, p 91-95

4. R. CORNEVIN. : *Histoire de l'Afrique*, Tome 3. Paris, Payot, 1975, p488.

5. J. Philippe PEEMANS : *Le Congo-Zaïre, Au gré du XX^e s.* Paris, l'Harmattan, 1997, p235.

Les véritables artisans de l'indépendance du Congo se trouvent chez les auxiliaires de l'administration, les infirmiers, les employés de bureau, les instituteurs, les agents de poste et le bas clergé. Sur le plan politique et social, dès 1960 beaucoup de nouveaux « experts » avaient pas, ou peu, d'expérience africaine mais simultanément les « conseillers » belges n'avaient plus le monopole des jeux d'influence encore moins de la décision. Ils cherchaient à influencer les différentes factions du nouveau pouvoir congolais dans un sens favorable aux intérêts belges. De nouveaux regroupements politiques se mettent en place à partir de « commissaires généraux » initié par le Colonel Mobutu le 14 septembre 1960, du gouvernement de Cyrille Adoula au régime de Moïse Tshombé⁶.

Pendant le régime colonial, la Belgique a pratiqué une politique paternaliste. Au plan social, d'évidentes raisons politiques avaient amené la puissance coloniale à bloquer les carrières aux Congolais et à leur empêcher tout accès au niveau de l'enseignement secondaire et surtout supérieur. Les peuples congolais furent animés et encouragés par des sectes religieuses à caractère messianique prônant le maintien des traditions ancestrales, le cas de Simon Kimbangu dont le « Kimbanguisme » devint une secte religieuse et politique depuis 1950⁷. Ce même régime colonial a connu la grande bourgeoisie qui comprenait les étrangers occidentaux qui contrôlaient le processus de production, les activités de la métropole et qui employaient des ouvriers sur une grande échelle. La moyenne bourgeoisie était constituée par les colons, présents dans la colonie, qui avaient moins de pouvoir que la grande bourgeoisie. La petite bourgeoisie classique comprenait des petits commerçants juifs, grecs et portugais, des commerçants et des entrepreneurs africains⁸. Après l'indépendance, la nouvelle petite bourgeoisie comptait les employés du secteur commercial, des banques, des compagnies d'assurances, des agents de l'administration publique. Cette classe fut numériquement la plus importante.

6. Elikia M'BOKOLO. *L'Afrique au XX^es*. Paris, Éditions du Seuil, 1985, p215.

Cyrille Adoula et Moïse Tshombé : premiers ministres du Congo respectivement en 1961-1963 et 1964.

7. M. DIENAYAME. *Il y a 20 ans mourait le prophète Simon Kimbangu* dans *Afrique chrétienne*, No 39, XI^eme année. Kinshasa, Éditions Société Missionnaire Saint Paul, 1971, p24.

8. A. NGUVULU LUBUNDA. *L'humanisme négro-africain face au développement*. Kinshasa, Éditions OKAPI, 1971, p60.

La mobilité sociale de cette classe se heurtait à la résistance de la petite bourgeoisie étrangère. La base du pouvoir traditionnel était surtout dans les campagnes et reposait à la fois sur la propriété foncière et sur l'influence de l'église catholique. Celle-ci, autonome, jouait le rôle d'un appareil d'état et contrôlait les systèmes d'éducation et d'assistance aux pauvres. Les dirigeants catholiques contrôlaient les masses rurales à travers un réseau d'institutions scolaires et sociales de type autoritaire et paternaliste⁹.

Sur le plan économique, le régime colonial belge implanta son propre système économique qui comportait les institutions monétaires, de crédit, d'épargne et de financement : soit une économie de marché, d'échange d'exploitation des ressources minières et agricoles en vue d'exportation. L'économie indigène de subsistance, d'essence agricole et artisanale, était destinée à l'autoconsommation pour la presque totalité de sa production. Dans la logique du système colonial, une saine politique économique consistait à intensifier la production pour l'exportation et à limiter les importations pour maximiser le profit. Les bénéfices et l'épargne réalisés, étaient presque exclusivement acheminés vers la métropole. Au jour de l'indépendance la structure économique générale du Congo-Belge était dualiste sur le double plan fonctionnel (économie monétaire et économie de subsistance) et régional (disparité géographique de développement).

L'économie congolaise d'avant 1960 dépendait presque totalement des investissements étrangers belges¹⁰. La colonie laissait la gestion aux groupes financiers privés, la Société générale de Belgique et ses filiales. Une rubrique était réservée à l'impôt indigène individuelle et parcellaire, faisant ainsi ressortir la participation essentiellement autochtone aux charges publiques. Cette distinction procédait d'une part de l'histoire même de l'occupation et d'autre part de l'existence sur le sol congolais de deux structures économiques distinctes : la structure européenne et la structure coutumière.

9. J. Philippe PEEMANS. *Le Congo-Zaïre (...)*, op. cit. p195

10. H. BOURGES et C. WAUTHIER. : *Les 50 Afriques(...)*, p145

Au point de vue administratif, les provinces, les districts, les territoires et les communes étaient dirigés par les gouverneurs de province, les commissaires de district, les administrateurs de territoire et les bourgmestres. Chaque entité gérât ses biens, ses dispensaires, son personnel et le patrimoine de l'état. Après l'indépendance, l'administration coloniale liée à sa structure politique devenait imparfaitement adaptée aux besoins du jeune état. La carence des cadres locaux dans presque tous les domaines a pesé sur les initiatives d'une normalisation de la situation congolaise, malgré l'assistance technique belge en enseignement professionnel¹¹. À la veille de l'indépendance, la dette extérieure libellée en devises s'élevait à \$ 493 millions US dont la moitié était assortie de la garantie de la Belgique et prise en charge par ce pays à partir du 30 juin 1960. L'autre moitié, la dette extérieure non garantie, a fait l'objet d'une consolidation à quarante ans avec un taux annuel de 3,5% et d'un partage des charges entre la Belgique et le Congo. Le Congo recourut principalement aux capitaux étrangers par le canal des emprunts massifs. Le poids de la dette sur l'économie congolaise fut considérablement allégé, tandis que, d'autre part le règlement intervenu avec le gouvernement belge restituait au Congo sa capacité d'endettement vis-à-vis des sources extérieures de financement¹².

Quant à l'agriculture, deux types d'économie agricole subsistent au Congo, l'un traditionnel et l'autre agricole. Dans le système traditionnel qui occupe près de trois quart de la population active, la famille ou le clan assurent toute la production aux moyens des techniques rudimentaires à faible productivité, et la production d'huile de palme, des palmistes et du coton fut intensifiée par des sociétés d'exploitation. En 1959, le Congo était le deuxième producteur mondial d'huile de palme et exportait 86% de sa production alors qu'en 1976 il ne figure plus parmi les plus grands exportateurs et fournit à l'exportation moins de la moitié de sa production (Tableau 1). Les troubles politiques ont occasionné la fraude et ont apporté une solution aux approvisionnements en produits importés¹³.

11. MABIKA KALANDA. *La remise en question*, Collection « Études congolaises » No 14, Bruxelles, Éditions « Remarques Africaines », 1967, p55

12. S. G. SAÏD. *De Léopoldville à Kinshasa. La situation économique et financière du Congo ex Belge au jour de l'indépendance*. Bruxelles, CNEPSI, 1969, 262p

13. Banque nationale du Congo, *Rapport 1967*, p 105 et *Rapport 1969*, p262

Dans le domaine de l'emploi, les travailleurs salariés et travailleurs « libres » dans le secteur de production et services, étaient estimés à 1.473. 000 unités en 1959, à quelque 928 mille en 1977. Le bilan matériel de l'effort sanitaire à l'origine est impressionnant par l'existence de nombreux hôpitaux, maternités et dispensaires à travers le pays. L'administration belge et post coloniale étaient composées des services publics (missions médicales itinérantes), des services médicaux privés (Fondations médicales universitaires) et des fonds d'assistance médicale. Le paludisme, l'hygiène de la maternité et de l'enfance, la tuberculose et la nutrition formèrent les préoccupations prioritaires. L'hygiène publique était considérablement surveillée. La politique de santé visait un double objectif de maîtrise des dépenses et d'amélioration qualitative du système des soins¹⁴.

De 1957 à 1960, Kinshasa et la province du Katanga ont connu une expansion considérable de l'industrie manufacturière, du commerce et des services. C'était une concentration à haute intensité de main-d'œuvre : textile, ciment et assemblage automobile sans oublier les activités de l'agriculture, le tabac, le sucre, le savon et le bois. L'industrie des boissons et de l'alimentation ont répondu jusque vers 1967 aux besoins quotidiens de populations. Les transports étaient assurés par des entreprises publiques fluviales, maritimes, aériennes et par rail. Le fleuve Congo, la rivière Kasai et leurs affluents et certains lacs ont constitué un réseau de 14000 km de voies navigables. Le réseau routier comptait en 1959 quelque 14500 km (dont 100km asphaltés).

Les principaux éléments du contentieux belgo-congolais furent la dette publique, la récupération des droits fonciers et miniers et le porte feuille. Le cas le plus important de la transition revenait à l'Union minière du Haut Katanga (UMHK), fondée en 1906 et devenue plus tard la Gécamines. Le capital initial de l'union minière fixé à 200 000 dollars avait atteint à l'indépendance du Congo 160 millions de dollars¹⁵.

14. R. CORNEVIN. : Histoire du Congo, des origines jusqu'à la République démocratique du Congo. Paris, Éditions Berger Levrault, 1970, p213-214

15. S. G. SAÏD. : De Léopoldville à Kinshasa (...), op. cit. p59

En juin 1960, la société possédait un énorme complexe minier et métallurgique produisant 300 000 tonnes de cuivre métal (7,5% de la production mondiale), 1200 tonnes de cobalt (60% de la production mondiale), 55000 tonnes de Zinc et autres métaux tels le cadmium, l'uranium et le germanium¹⁶. Les deux tiers de la production du cuivre étaient raffinés au Congo par procédé électrolytique. Des routes et des centrales hydroélectriques avaient été installées pour alimenter l'industrie métallurgique. Elle avait créé ses propres entreprises industrielles et de construction dans le but de bâtir ses propres cités minières et d'assurer l'alimentation de la main-d'œuvre. La Gécamines avait donc une administration solide autonome de 1960 à 1965, les moyens de financement n'ont pas constitué des obstacles majeurs au démarrage du développement économique.

Elle avait ses réseaux d'enseignement technique, téléphonique, hospitalier, police et magasins. La société minière se comportait en ville autonome qui avait également des industries alimentaires, d'élevages, de textiles, de brasseries et fabriques pour la population ouvrière. Elle employait 20 000 congolais et 2000 expatriés dans ses activités minières. Considérée du point de vue de l'économie nationale, l'UMHK produisait 50% des recettes d'exportation, un tiers des recettes fiscales et était à l'origine de la moitié environ des transferts de revenus d'investissement à l'étranger. Le conflit entre les intérêts du capital privé et ceux de la puissance publique, aboutit à la nationalisation de l'UMHK le 1^{er} janvier 1967, dont l'état congolais est seul actionnaire¹⁷. Dans l'ensemble, les différentes composantes de la Gécamines n'existent que de nom et les structures productives n'ont pas encore dépassé les niveaux de production des années immédiatement antérieures à 1960. De manière générale, la Gécamines a pu maintenir ses activités dans la plupart des régions entre 1960 et 1964.

16 CONGO, MINISTÈRE DES MINES ET AFFAIRES FONCIÈRES, *Industrie minière de la République démocratique du Congo*, 1969, p153

17. A. HUYBRECHTS et D. VANDER STEEN(sous la direction de J. Vanderlinden). *Du Congo au Zaïre 1960-1980. Essai du bilan*. Les études du CRISP, Bruxelles, 1980, p192

Elle était beaucoup mieux à même de résister à une conjoncture difficile que les petites entreprises. Elle avait des possibilités d'adaptation en matière de commercialisation de ses minerais, surtout le cuivre, malgré la crise profonde croissante des structures coloniales.

Les années 1960 – 1965 furent des années d'une grande instabilité politique. Les structures de l'ancien État colonial s'écroulèrent rapidement alors que les différentes factions de la petite bourgeoisie congolaise se disputaient le contrôle de l'appareil administratif. Cette période de grande confusion vit se mettre en place de nouveaux regroupements politiques, où les éléments ethniques et régionalistes prirent progressivement le pas sur les clivages idéologiques¹⁸.

Le Congo-Belge est entrée dans son ère post coloniale avec des acquis importants et soutenus de l'administration coloniale compte tenu de ses ressources naturelles et minières. Les contradictions internes, résultant du fonctionnement de l'administration belge et du désir de ses administrés en face d'un mouvement général d'émancipation ont motivé aux Congolais un besoin de se construire une société, d'organiser mieux une communauté d'hommes et de mieux employer les ressources disponibles. Le régime colonial belge s'était écroulé au travers d'une succession mouvementée d'événements où les acteurs belges, métropolitains et expatriés, du jeu de pouvoir colonial, avaient souvent fait preuve d'une ignorance profonde des réalités congolaises¹⁹.

18. Jean-Philippe PEEMANS. *Le Congo-Zaïre. Au gré du XX^{es}*. Paris, L'Harmattan, 1997, p213

19. Ibidem, p213-214

Partie 2. La fragilité et l'éparpillement des élites.

Pendant la colonisation, on appelait « évolués », les employés et commis de bureau qui subissaient l'influence du mouvement social blanc. Ce statut supposait chez l'indigène, l'absence des condamnations infamantes, des garanties de vie sociale, la monogamie, l'éducation des enfants et un certain degré d'instruction. Il exigeait en outre la possession correcte d'un métier, des preuves de conscience professionnelles et un certain revenu variable d'après les régions. Les « évolués » étaient tous les scolarisés dans la culture occidentale, ayant fait en moyenne trois ans post primaire, à l'exception de certains séminaristes²⁰. Ils faisaient ainsi partie de ce que l'on pourrait définir « l'Ordre ». Qu'il ait élargi le fossé entre évolués et la masse ou ait été à la base d'une lutte des classes, ce statut fut en général un stimulant d'ascension²¹.

Les évolués, réclamant une certaine considération, constituèrent ce qu'on appela la « Question des évolués ». Ils réclamaient à habiter près des quartiers occupés par les européens, fréquenter les mêmes lieux de divertissement, le même confort selon l'emploi, etc. L'européen hésitait à la leur reconnaître de peur de les amener à briser tous les liens qui les rattachent à la race noire et sur le fait d'avoir une élite perdue pour son peuple²². Le gouvernement colonial en cherchant à définir le « statut d'évolué » avait jugé sage de s'arrêter à une solution transitoire, ne fermant aucune issue : il avait consacré une situation de fait. Le statut de l'évolué visait à être représenté non comme une récompense, mais comme la reconnaissance d'une noblesse.

Avec les années 1960 et après l'indépendance, c'est le terme « intellectuel » qui prend la place. Cette notion se définissait en s'appuyant sur trois critères : la catégorie socio-professionnelle, la culture et le rôle²³.

20. MABIKA KALANDA. *La remise en question (...)* op. cit p55

21. J. ESENS. Le CONGO-BELGE : dans la Revue mensuelle « Missionnaires de la Compagnie de Jésus », No 5, mai 1946

22. Jean ESENS. « Les évolués du Congo-Belge » dans Supplément à la Revue mensuelle « Missionnaires de la Compagnie de Jésus », No 6, juillet- août 1946, p 217-218

23. Paul N'DA. *Les intellectuels et le pouvoir en Afrique noire*. Paris, L'Harmattan, 1987, p8-9

Le mot a désigné tous les titulaires des diplômes universitaires, de l'enseignement moyen ou professionnel qui ne sont pas directement impliqués dans la production matérielle. Parmi les intellectuels, on comptait les employés et les fonctionnaires, les experts (ingénieurs, techniciens, médecins), et les lettrés ou artistes (professeurs, écrivains, peintres). Mais c'est la structure sociale qui spécifiait les intellectuels car le critère socio-professionnel était insuffisant pour qualifier et circonscrire tous les intellectuels. L'intellectuel était enfin défini, et l'est aujourd'hui, par sa culture (universitaire pas forcément) ou par son rôle. C'est l'individu qui parle au nom de ceux qui ne peuvent pas prendre la parole, qui vivent la misère et la peur et peut s'élever à adresser des questions à un ordre établi²⁴. On associe aussi au groupe intellectuel les étudiants pour le fait de participer activement à la vie politique du pays.

Après l'indépendance, ce sont en effet les enseignants et les fonctionnaires de l'administration publique qui étaient intéressés à faire de la politique. Ils formaient un bloc de reconnaissance de leur formation et restaient quasi unis où ils se trouvaient et les moins instruits se tournaient vers eux à leur recherche pour bénéficier de leurs connaissances. La rareté des cadres, à cette époque, a donné lieu au grand besoin des intellectuels pour les hautes fonctions et également a créé des querelles politiques par l'incorporation des petits agents, encore à former, au sein de multiples partis politiques sans expériences pour les leaders. Les premiers regroupements furent ceux des intellectuels sortis des écoles missionnaires, catholiques ou protestantes, qui s'expriment à travers des revues missionnaires telles que Afrique chrétienne, Congo-Afrique, qui soutenaient l'action sociale de développement. Ces intellectuels unis dans l'espoir de développer le pays restaient marqués par leurs idées fraîchement acquises²⁵.

24. Entre les années 1960 et 1965, étaient considérés aussi dans la pratique comme intellectuels, ceux qui avaient la bonne volonté, partisans d'un nationalisme, promettant aux étrangers la protection de leurs biens et de leurs personnes, en compensation de leur « équité » et de leur « générosité ».

L'intellectuel était celui qui jouissait d'un niveau de vie élevé compte tenu des études faites.

25. Après les années 65, ces intellectuels sont envahis par des militaires. Le coup d'État militaire de Mobutu fait peur à certains intellectuels qui se replient, au moment où Mobutu donne un avantage numérique aux militaires.

En 1960, Mobutu alors colonel, neutralise le président Kasa-Vubu et le premier ministre Patrice Lumumba en créant le Collège des commissaires généraux, composés d'étudiants universitaires pour diriger pendant un court terme le pays²⁶. Lorsqu'il prend le pouvoir en 1965, à part les militaires, il s'est appuyé sur des intellectuels civils forcés ou convaincus de leur adhésion au nouveau gouvernement. Une des raisons fut que l'armée présentait un nombre insuffisant d'intellectuels. Le besoin des militaires formés au pouvoir avait commencé à se faire sentir. À cette époque les intellectuels congolais, quelles que soient leur formation ou leur origine ethnique constituaient des regroupements solides et pouvaient parler le même langage. Ce qui a facilité leur entrée au sein du gouvernement. En créant le Mouvement populaire de la révolution et sa doctrine sur le recours à l'authenticité, Mobutu avait voulu s'entourer des cadres universitaires, écrivains et journalistes dans le but de diffuser sa pensée. À son avis, les professions enseignantes offraient un milieu favorable à la réflexion politique. Pendant les années 1967 et 1970 naissent entre les intellectuels et le pouvoir les rapports de conflit qui s'articulent autour des orientations socioculturelle et politique de la collectivité²⁷. Il s'agit du contrôle du changement, du passage de la société d'aspiration démocratique qui existait déjà à l'indépendance, à celle du parti unique : une situation qui inquiète les intellectuels pour l'avenir du pays.

La révolte des étudiants qui suivit la fermeture de l'Université Lovanium de Kinshasa le 4 juin 1969, confirme cette situation qui a jeté les bases de malentendu entre le pouvoir politique et les intellectuels représentés par les étudiants²⁸. Les intellectuels, protégés par leur compétence et leur proximité avec le pouvoir ont mis en cause l'ordre établi et critiqué la nouvelle gestion de la vie sociale en dénonçant le manque de liberté et de justice sociale.

26. Elikia M'BOKOLO. L'Afrique au XX^{es} Paris, Éditions du Seuil, 1985, p214.

27. Paul N'DA. Les intellectuels et le pouvoir en Afrique noire. Paris, L'Harmattan, 1987, p13

28. P. DEMUNTER. : « Analyse de la contestation estudiantine au Congo-Kinshasa (juin 1969) et de ses séquelles ». T.A du CRISP, No 132, 30 décembre 1971 repris dans T.A du CRISP/45 (Études Africaines), Bruxelles , 28 décembre 1972, p20

La visée des intellectuels réunis au sein des associations culturelles et religieuses fut de constituer des mécanismes d'opposition et de négociation de la démocratie classique avec le pouvoir. Sensibles à cette situation, les nouveaux dirigeants du Congo ont développé à leur tour des mécanismes de récupération et de broyage de la volonté. Lorsque l'administration publique devint sous tutelle du parti état et que le pouvoir politique représenté par le parti eut à dominer, les actions politiques sur le terrain furent obstacle entre les élites intellectuelles et le peuple, ainsi leur jonction donna naissance à des associations ethniques et tribales à vocation culturelle. La formule de mutation et transfert des agents de la fonction publique à travers le pays devint le canal par lequel l'éparpillement des intellectuels fut rendu possible.

Ils sont éloignés des centres urbains dans le but d'être isolés, mieux contrôlés et par conséquent bien divisés. L'élite politique tient compte de leur tendance et provenance régionale d'où l'impossibilité de s'unir en vue d'une action collective. Le but majeur n'est pas celui de servir la population mais d'affaiblir le groupe auquel on appartient et de déstabiliser ses projets. La fragilité n'a pas épargné les milieux universitaires. La création de l'Université nationale du Zaïre (UNAZA) créée en 1971 a regroupé les universités de Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani et les instituts supérieurs techniques et pédagogiques : on parla de la « spécialisation des universités »²⁹. La spécialisation fut envisagée dans un but plus politique que scientifique, celui de séparer et de mettre des distances entre les professeurs appartenant à des mouvements politiques et des associations libérales, autres que le Mouvement populaire de la révolution.

La grève des professeurs d'université en 1980 résulte sans nul doute des mécontentements de cette situation. À la suite de ce soulèvement, les professeurs ont bénéficié des avantages matériels et des postes de responsabilité dans le gouvernement. Ce geste les stimule à la recherche du pouvoir et de l'avoir. Mais qu'est-ce que nous remarquons.

29. Dossier de CRISP : La relance de l'implantation de la Jeunesse du mouvement populaire de la révolution dans les écoles (décembre 1971). T.A 145, 28 décembre 1972, p28

Les intellectuels qui paraissent liés au pouvoir sont aussi par la suite parmi les éléments les plus actifs de contestation de ce pouvoir. Ils le deviennent après avoir accumulés les biens financiers et matériels. Le pouvoir, dans ces circonstances, recherche la réintégration et participation des personnes les plus influentes. Les rapports entre les intellectuels et le pouvoir reposent d'un côté sur la recherche par les intellectuels de la participation et de l'intégration au plan politique et social, et de l'autre côté sur la volonté du pouvoir d'exercer son emprise sur la société et le développement économique à travers les intellectuels et sur la volonté de faire d'eux une « classe moyenne »³⁰.

Le manque de liberté, de démocratie, l'injustice sociale et la mauvaise gestion, sont le plus souvent les éléments dénoncés par les intellectuels. Cependant, la mauvaise redistribution des richesses et de revenu d'un chacun est une source de conflit. La détérioration du tissu économique du pays entraîne l'irrégularité et la réduction des salaires à tel point que pour obtenir une quelconque augmentation de salaire, nécessite une intervention du président de la république pour des emplois non classés dans la fonction publique de l'état. En général, pour obtenir un bon salaire, la stratégie d'un intellectuel est de savoir créer un réseau des relations avec les hommes politiques influents et les administrations privilégiées³¹.

Lorsqu'ils ont fait longtemps au pouvoir, les intellectuels ne constituent plus un groupe cohérent. C'est une faiblesse très caractéristique. Ils vivent dans la dépendance du « groupe au pouvoir » et derrière l'idéologie. C'est le cas du mouvement populaire de la révolution. Le manque d'union résulte du fait que leurs compétences sont rémunérées suivant des critères retenus et reconnus par le chef lui-même. Ils sont méfiants les uns envers les autres, par exemple, lorsqu'ils parlent de leurs salaires. La vision de l'autorité politique fut de diviser les cadres en mettant en place de nouvelles formes de participation politique et de répartition des ressources politiques et économiques.

30. Paul N'DA . *Les intellectuels e5t le pouvoir en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1987, p13

31. Jeune-Afrique. : No 1907, du 23 au 29 juillet 1997.

Ce qui avait amené les individus et les groupes à entrer alors en rapport de dépendance avec le pouvoir pour obtenir ses faveurs en lui apportant en même temps son adhésion et appui.

Au Congo, l'élite intellectuelle non au pouvoir et l'élite politique (composée d'intellectuels) vivent séparées. C'est l'élite politique qui a la facilité de s'exprimer à travers la presse télévisée et écrite, la publication des textes étant sous le contrôle du parti au pouvoir. Le mouvement populaire de la révolution a pendant plus de vingt-cinq ans dirigé l'administration au sein de laquelle l'élite intellectuelle est majoritaire. Cette élite intellectuelle est hiérarchiquement commandée par des agents subalternes du parti en majorité non intellectuels. Le pouvoir politique forme une unité historique dont le seul groupe de domination donne des ordres et assure le contrôle de tous à travers des raisons évidentes tribales et régionales.

L'état est clientéliste. Il agit grâce à un système politique où il est possible d'échanger des faveurs, des services, des recommandations et l'emploi contre le soutien politique, la protection, l'allégeance, la loyauté³². Lorsque l'état assure une distribution clientéliste des places et fonctions, ceci a pour conséquence l'hypertrophie de l'appareil de l'état. En retour les favorisés seront les hommes liges du chef suprême³³. Soulignons que chaque dirigeant de l'exécutif ou personnalité politique essaie de se faire aussi sa propre clientèle, le clientélisme faisant partie du système politique et social. Travaillant dans des secteurs où les augmentations sont rares, ils ont une faiblesse d'offrir leur soutenance au régime en place, ce qui par contre diminuait l'efficacité de leurs actions les empêchant de se constituer des groupes d'opposition. Tout au long de ce règne la stratégie du pouvoir fut donc d'empêcher les intellectuels à former un groupe articulé, à leur créer des difficultés sociales et économiques à partir desquelles leur crédibilité serait nulle au sein de la population. Beaucoup d'entre eux avaient compris par la suite que le métier le plus valorisant était la carrière politique pour des raisons financières et de la retraite³⁴.

32. Paul N'DA. *op. cit.* p29

33. Nguz KARL I BOND. *Mobutu ou l'incarnation du mal Zaïrois*. Londres, Rex Rollings, 1982, p178

34. MABIKA KALANDA. : *La remise en question (...)*, *Op. cit.* p66

Au sein de l'Église, les élites ont connu de difficultés à se constituer un groupe stable et uni. Membre signataire du Manifeste de conscience africaine en 1956 et archevêque de Kinshasa en 1964, Joseph Malula avait accordé son soutien au régime de Mobutu. De nombreux prêtres pensaient aussi à un rétablissement de l'ordre au sein de l'enseignement dont ils faisaient partie³⁵. Par ses infrastructures et son potentiel intellectuel, l'Église catholique semble avoir été la seule force sociale susceptible de pousser la classe politique à se soucier avant tout du bien commun. Le conflit datant de 1969 à 1970, entre Malula et Mobutu reproché de sa justice sociale, emporta tout le clergé³⁶.

À la suite de la constitution dans les écoles confessionnelles et dans les grands séminaires des sections de la Jeunesse du parti en 1971, les évêques réagirent en 1972 contre le départ forcé de Malula à Rome devant un régime qui voulait se servir de l'Église pour des fins politiques. Les évêques demandèrent pour l'Église une autonomie totale³⁷. Malula rentra au pays en juin 1972 et fut honoré en tant que citoyen militant du parti unique. L'État interdit l'existence des mouvements de jeunesse catholique et protestante qui rassemblaient pour la plupart l'élite intellectuelle. Les faveurs accordées aux prêtres avaient diminué au sein de l'enseignement. Les jeunes prêtres s'intéressèrent par la suite à lutter contre la domination du pouvoir. Les récentes réactions s'étant produites en février 1992 lors d'une marche de protestation qui connut seize morts et des blessés³⁸.

Des clivages tribaux et ethniques furent ainsi introduits au sein de l'Église malgré à partir de l'interpellation et de l'arrestation de certains prêtres. Au Congo l'Église a constitué depuis l'époque coloniale une force pour l'émancipation de la mentalité publique à partir de l'enseignement chrétien.

35. INFORMATIONS CATHOLIQUES INTERNATIONALES : « Église dans le Zaïre de Mobutu. » No 445, 1^{er} décembre 1973, p11.

36. Joseph MALULA. : L'Église contre « l'Authenticité » dans Jeune-Afrique, N° 580, 19 février 1972

37. F. SOUDAN : « Zaïre, les évêques accusent » paru dans Missionnaires d'Afrique, Montréal, N° 147, 1990, p9-11

38. G. IWELE. : *Mgr MONSENGWO : Acteur et témoin de l'histoire*, Louvain-La-Neuve, Duculot, 1995, p158

Le pouvoir a divisé les intellectuels au sein de l'Église congolaise en favorisant la création des sectes qualifiées d'églises indépendantes ou prophétiques.

La fragilité des intellectuels s'est située aussi au niveau scientifique. Il est souvent interdit de s'exprimer autrement que selon les directives du parti au pouvoir. Le secteur de la recherche fut « marginalisé ». Comme le fait remarquer A. Tevoedgere :

Cette tendance à négliger la recherche équivaut, à la longue, à la disparition de toute volonté de développement autonome et d'indépendance paraît n'effrayer que de gens³⁹.

Le concours de l'état devenant de plus en plus rare, le manque de communication scientifique entre les intellectuels avait découragé et diminué le nombre de chercheurs. Des radios privées gérées par l'Église comme la radio Elikya à Kinshasa, la radiotélévision Amani à Kisangani et la radio rurale Lendisa dans le diocèse de Molegbe avaient apporté une contribution louable mais non soutenue par l'État⁴⁰. Les centres de recherche tels ONRD, IRSAC et INS furent fusionnés (IRS) et sous la tutelle de l'État⁴¹. Toutes ces unités de recherche de style universitaire furent condamnées à partir des mécanismes congolais d'administration à tourner au ralenti et gérer des crises structurelles et le peu de crédits dont elles disposaient.

Le Congo ne recourt pas assez à ses intellectuels. Leur mise en place n'est qu'une simple justification que la présence positive de décision pour un travail productif. La nécessité de regroupement existant parmi les intellectuels universitaires avant les années 1965, a basculé en faveur du regroupement des politiciens. Le pouvoir a découragé les efforts faits par les intellectuels, citoyens de leurs propres régions en considérant leur participation populaire à la vie politique une menace, pour les populations et pour le développement tel qu'ils le concevaient. Le pouvoir handicape une possibilité limitée d'être vraiment travailleur intellectuel et créateur.

39. A. TEVOEDGERE : *La pauvreté, richesse des peuples*, Paris, Editions ouvrières, 1977, p103

40. WAMU OYATAMWE : *Église catholique et pouvoir politique au Congo-Zaïre*, Paris, L'Harmattan, 1997, p191-192

41. ONRD : Office national de recherche et développement, IRSAC : Institut de recherche scientifique en Afrique centrale, INS : Institut national de statistique, IRS : Institut de recherche scientifique

Ainsi l'intellectuel congolais semble insaisissable vu son statut inconfortable d'appartenir à un « groupe » particulier qui s'impose immédiatement dans la société, en dehors de celui du clan ou de la tribu. Il est celui qui contribue à relever les défis de sa société car il est avant tout un « être situé » réfléchissant sur les conditions de son milieu de vie et les possibilités de sa transformation. L'intellectuel congolais ne peut pas s'exprimer efficacement et contribuer au développement de son pays. Il est même parfois présenté comme un improductif. Après avoir accumulé des connaissances, lorsqu'on le met au service de son pays, on a comme l'impression que les responsables politiques n'ont pas besoin de lui. On parle même de « démission » des intellectuels car l'élite intellectuelle fut remplacée par celle du parti⁴²

C'est une des raisons de croire que la présence des universitaires à des postes clés politiques, économiques et culturels (mais sans décision) n'a pas empêché le sous-développement de s'étendre au pays. En 1960, des universitaires sans expériences de travail appelés à des hautes responsabilités avaient la volonté de se rapprocher de commis formés par les Belges, ce fut le contraire pendant la période de Mobutu où les politiciens ont pris des distances vis-à-vis des intellectuels.

La solidarité qui avait existé pendant la colonisation parmi les « évolués » et parmi les « intellectuels » après l'indépendance avait progressivement cédé la place à leur fragilité. La complexité même d'un statut inconfortable et peu stable n'avait pas assuré leur morale. L'intellectuel est présenté comme un improductif, perdu dans les nuages conceptuels qu'il cherche sans jamais trouver. Méfiante à l'égard des intellectuels, l'élite politique congolaise a placé la confiance plus sur sa technocratie que sur les connaissances logiques⁴³.

42. NTUMBA LUMU : « L'intellectuel africain face au développement de son pays » Conférence donnée dans le cadre des activités de « l'Amicale des Zaïrois en Lorraine » à la Faculté des lettres de Nancy II, le 2 avril 1988, reprise dans Zaïre-Afrique, No 249-250. Kinshasa, CEPAS, 1990, p447-452

43. Op. Cit. p452-456

Partie 3. La corruption

La corruption atteint toutes les parties du monde. Les circonstances varient ainsi que les causes. En Occident, la corruption est liée aux grosses affaires et à des activités telles que les manipulations boursières⁴⁴. Dans les pays pauvres, une réglementation excessive et l'absence de mécanismes efficaces pour contrôler les agissements des dirigeants et des fonctionnaires font qu'on recourt à la corruption. Dans bien des pays en développement, la trop forte centralisation, les moyens limités de l'administration, le laxisme des autorités fiscales et les tendances autoritaires sont autant de facteurs offrant un terrain propice à la corruption.

Comment expliquons-nous la corruption dans la vie quotidienne au Congo? La concentration excessive du pouvoir économique entre les mains du gouvernement et des grandes sociétés, la pauvreté, l'insécurité, des fonctionnaires sous-payés, expliquent la présence de ces pratiques indésirables. Cette corruption se présente sous diverses formes d'échange, en nature, en monnaie, en biens matériels ou immobiliers. D'autres facteurs ont aussi encouragé et facilité la corruption : la mauvaise gestion des fonds publics, l'insuffisance des mécanismes qui permettent de contrôler l'action des dirigeants et des fonctionnaires et qui les obligent à rendre des comptes. Il y a aussi le langage ou le discours utilisé par les responsables à chaque niveau lorsqu'ils s'adressent publiquement aux populations.

L'origine sociologique vient des traditions congolaises qui s'expriment à travers le mot « matabisi » dont le colonisateur a francisé par « matabiche »⁴⁵. Cela est parti du commerce de troc, forme d'échange sans mesures géométriques officielles de partage des denrées alimentaires. Le vendeur devait remettre une quantité en plus pour satisfaire son client, marquant par là une forme de solidarité. Sous une autre forme, l'hospitalité reçue chez un frère s'accompagnait d'un cadeau qu'on lui remettait.

44. Bernard LUGAN : *Afrique : bilan de la décolonisation*. Paris, Éditions Perrin'1991, p243, p245

45. Colette BREACKMAN : Op. cit. p253.

De même la visite rendue à un chef traditionnel s'accompagnait d'une calebasse de vin en guise de gratitude⁴⁶. De 1960 à 1963, le « gouvernement de mon frère » ou « Biso na biso »⁴⁷ s'est manifesté à la suite des tensions sociales aggravées par les revendications d'ethnies et de cultures rivales. Les conditions socioéconomiques semblent justifier la pratique de la corruption en l'absence du salaire pendant les rébellions, les traitements payés n'ayant pas permis aux populations de faire face à la hausse incontrôlée des prix des articles de première nécessité.

Lorsque Mobutu prend le pouvoir cette pratique renaît et s'intensifie avec les conséquences de la réforme économique de 1973, appelée la « zaïrianisation ». Pour les hommes du pouvoir, la corruption fut un moyen pour élargir sa base sociale : l'extrême concentration du pouvoir au sommet aurait été depuis longtemps balayée sans cette forme de redistribution parallèle qui défie les statistiques⁴⁸. Dans la vie du Congolais, elle est devenue une manière et une attitude courantes qui caractérisent les comportements. Elle est devenue donc une attitude de redevance qui se fait soit à l'avance soit après avoir obtenu un rang social ou un autre bien matériel en nature ou en monnaie⁴⁹.

Au niveau politique, la corruption se fait par l'achat de la confiance des gens dans le but d'accroître le volume de ses partisans, de ne pas être dénoncé pour les malversations et pour les programmes non exécutés. Recevoir des cadeaux de la part d'un client qui convoite un poste était devenu un phénomène normal dans la vie au Congo. En général pour les gens démunis ou sous payés, recevoir des cadeaux, l'est à cause de leur salaire insignifiant.

46. Jacques MAQUET : *Les civilisations noires*, Paris, Horizons de France, 1962, p12-18

47. BISO NA BISO (en langue congolaise = entre-nous). C'est une boutade qui veut dire en grande intimité ou camaraderie. Elle peut bien signifier que les Blancs sont partis et nous ont laissés Congolais entre Congolais. On va donc régler nos affaires à notre façon, à la bantoue.

48. KANYONGA MOBATELI : « Affaire Litho » dans le journal MISO GAA ,No 44, Kinshasa, novembre-décembre 1978, p8-9

49. MGR KABANGA. : « La dégradation sociale dans les villes » et « la dégradation sociale dans les villages », dans la Revue « Pirogue » Kinshasa, Éditions Saint Paul, 1984, p28

Le recrutement et la promotion au sein de la bureaucratie sont devenues une question politique. Il faut passer par des hauts responsables pour acquérir une fonction sans tenir compte des compétences ou par des agents intermédiaires reconnus par le réseau. Tous les secteurs de la vie publique sont atteints. Le vol a été élevé au niveau de l'état. Dans son discours du 20 mai 1976, Mobutu s'est exprimé en ces termes :

« Soki olingi koyiba, yiba na mayele »⁵⁰

L'armée fut le porte étendard du régime Mobutu. Les cadres subalternes étaient considérés par la population comme la cause de la misère. Au lieu de protéger et de défendre le territoire, les personnes et les biens, elle se détourne contre le peuple. Dans cette situation, les soldats rançonnent la population en maintes circonstances. L'armée convaincue de protéger le chef, par contre se fait rémunérer injustement par ceux qu'elle protège. Le Cardinal Frédéric Etsou, archevêque de Kinshasa, écrit à ce sujet :

« L'application d'un régime préférentiel au sein de l'armée a engendré une minorité vivant dans le luxe et une majorité croupissant dans une misère indescriptible, (...). Mais rien de tout cela peut justifier le comportement sauvage et animal(...). Frère militaire, tu as volé et tu as tué (...) pour un congélateur, pour un sac de riz, que dis-tu de toi-même? Même toi qui te disais l'armée du peuple. Quel démon t'a ensorcelé?⁵¹».

Le recrutement des cadres, particulièrement, a cessé depuis longtemps de s'adresser à tous les congolais sans distinction. Les attributions des postes les plus importants, voire les réussites aux concours de promotion, obéissent souvent à ce critère majeur de régionalisme et de tribalisme. C'est le cas du ministère de la défense nationale⁵².

50. Mobutu SESE SEKO : Discours du 20 mai 1976, Publication de l'École du Parti
En langue congolaise, cette expression signifie en français : Si vous voulez voler, volez malignement, volez intelligemment; Ne volez pas tout à la fois.

51. Cardinal Frédéric ETSOU : Citation parue dans INFO-ZAÏRE, feuillet d'information produit par la Table de concertation sur les droits humains au Zaïre, No 47, Montréal, 2 mars 1993.

52 NGUNZA Karl i Bond : *Mobutu ou l'incarnation du mal zaïrois*, London, Rex Rollings, 1982, p181
secrétaire d'état à la défense nationale : amiral Lomponda (Région = Province Équateur)
chef d'état major-général : général Singa (Haut-Zaïre)
chef d'état-major général adjoint : général Boteti (Équateur)
chef d'état-major de la Force terrestre : général Eluki (Équateur)
chef de la maison militaire du président : colonel Bosange (Équateur)
chef commandant de la brigade spéciale : colonel Nzimbi (Équateur)
commandant de la ville de Kinshasa : colonel Longelo (Équateur)
commandant de la 1^{ère} région militaire : général Esale (Équateur)

La musique populaire, a elle aussi, servi à la corruption de mœurs et à la manipulation des citoyens. Les musiques sont prises en compte pour faire sortir le bon côté du pouvoir et par là endormir les masses pour leur faire ignorer les actions politiques importantes. Le Congo a organisé plus de trois fois l'animation politique nationale (danses et chansons) pour soutenir le parti au pouvoir. Des fonds furent alloués pour le transport, l'habillement et la restauration des participants aux festivals à Kinshasa⁵³. Des motifs imprimés sur des vêtements ont été un des moyens de faire passer le message politique. Soulignons que les animateurs politiques (danseurs et chanteurs) furent incorporés dans le parti comme agents de la fonction publique.

La corruption a gagné également les investisseurs étrangers⁵⁴. Ceux-ci pour installer leurs entreprises, ils sont appelés à signer des contrats avec le gouvernement. L'obtention d'un marché oblige les entrepreneurs à satisfaire les responsables de tutelle et tous les membres du réseau concerné. Cette pratique conduit très souvent à décourager les investisseurs qui n'ont pas encore bénéficié de leur travail. Ce qui est au niveau de recrutement dans les services de l'état, l'est aussi au niveau de programmes. Certains projets et programmes sont soutenus à cause de gros budgets alloués et gérés par des individus particuliers⁵⁵.

Les responsables de service et les agents subalternes se nourrissent des interventions personnelles du chef (à tous les niveaux) dont les montants varient avec la cote d'attachement. Les fonds d'action psychologique en principe prévus pour régler les problèmes à caractère social, les frais de fonctionnement, les reliquats de soldes mensuelles des agents, les effectifs étant délibérément grossis. Dans beaucoup de ministères, les paiements par voie de service de l'informatique sont supprimés, ce qui favorise le vol et occasionne la corruption pour les agents fictifs qui doivent donner des pourboires.

53.C KAMITATU MASSAMBA. *Zaire Le pouvoir à la portée du peuple*. Paris, L'Harmattan, 1977, p59

54.Colette BRAECKMAN. Op. cit. p223

55.Franck MANGARD et N.TENZER. *La crise africaine*, Paris, P.U.F, 1988, p96

C'est une situation où mal agir est devenu la norme et le mode de conduite nécessaire pour toute démarche administrative, puisque les notions de responsabilité publique et de confiance sont devenues l'exception et non la règle. Dans cette situation, tous les rouages de l'administration supportent ce mal faire et pénalisent ceux qui tentent de se conformer aux anciennes normes.

Mobutu a dénoncé cette pratique en ces termes :

« Tel cadre du parti, aussitôt promu à un poste de responsabilité transforme la caisse de son département en portefeuille privé. Deux mois, parfois moins, après sa promotion, il s'empresse de monter, sous le couvert de son épouse ou d'un membre de sa famille un commerce hautement lucratif »⁵⁶.

Telle est la situation pénible du fonctionnement de l'appareil de l'état. Les techniques des remaniements ministériels soulignent la nature du régime politique, les modalités de désignation des membres et les mécanismes de limitation ainsi que le mode de collaboration. La création de plusieurs ministères a toujours occasionné l'affaiblissement ou l'absence de l'efficacité des institutions au Congo. La refonte de la structure d'une équipe par contre met en place des hommes nouveaux et suscitant l'abandon des programmes inachevés par des prédécesseurs. La révocation des agents l'est dans la mesure où se manifeste le souci de partager le pouvoir et souvent pour sanctionner l'immoralité ou dans le but de punir et de voir les clients venir implorer le chef et obtenir des faveurs. Des gouvernements souvent de très courte durée (allant de 1 mois à 1 année) en sont des exemples significatifs⁵⁷.

La corruption a corrompu les esprits en créant un système de valeurs négatives qui ne pouvait amener un peuple à se soucier du bien-être de la population en vue de résoudre les crises. Elle a forcé les individus et les institutions à vivre dans un désordre organisé.

56. MOBUTU SESE SEKO : « Discours d'ouverture du 2^e Congrès ordinaire du MPR, parti état. Publication du MPR. Kinshasa, 25 novembre 1977

57. KANKWENDA MBAYA : *Le Zaïre, vers quelles destinées?* Paris, L'Harmattan, 1992, p54-55

La restructuration a entraîné maintes fois la désorganisation administrative, le manque de suivi. La création de nouveaux ministères et des nominations des fonctionnaires sont des occasions de détournements des deniers publics. Le bon fonctionnement de l'appareil de l'état exige non seulement la connaissance des lois et des problèmes qui se posent à la société mais aussi une certaine stabilité et une volonté de bien agir des hommes appelés à commander.

Partie 4. La culture des élites devient une culture populaire

La fin de la colonisation de la plupart des territoires africains, au cours des années soixante, a ouvert une période des changements politiques intenses. Certains états ont bénéficié d'une grande stabilité comme la Côte d'Ivoire ou le Sénégal, d'autres ont été secoué par des graves événements comme le Nigeria ou le Congo, mais aucun n'est resté identique à ce qu'il était dans les années soixante ou qui a suivi les lignes d'évolution qui avaient été offertes par les observateurs étrangers.

Le Rapport de la Commission Sud définit la culture comme l'ensemble des valeurs, des croyances, des attitudes, des coutumes et des comportements d'une société donnée. Elle souligne que la culture est un moteur essentiel du changement économique et social. La formation du capital et le progrès technique sont certes des éléments fondamentaux du développement, mais la culture d'une société est le contexte qui leur confère leur efficacité⁵⁸. L'idée de culture politique proposée par des chercheurs américains dans le courant des années soixante, issue du fonctionnalisme, impliquait qu'il existât un modèle (la démocratie américaine) auquel le développement politique (lié au développement économique) permettrait d'accéder. Cette conception faisait abstraction aux cultures réelles africaines.

Le Congo, devant son évolution, a entraîné une réorientation telle que la manipulation des partis politiques, la succession de coups d'état, l'enrichissement des dirigeants et l'appauvrissement des masses. Dans la situation de domination, les détenteurs du pouvoir ont éveillé des passions politiques qui sous-tendent l'acceptation par les citoyens du pouvoir, de la manière dont il est exercé et de ceux qui l'exercent. Les langages politiques sont en formation permanente, et relèvent non seulement des codes culturels entre dirigeants et dirigés, mais aussi d'un échange entre dirigeants et dirigés et souvent par brutalité.

58. Rapport de la Commission Sud dans « Défis du Sud » (la négligence de la dimension culturelle), Paris, Éditions Économica, 1990, p45-46

Partout, hommes Congolais et groupes rivalisent pour parvenir à des postes importants, mieux rémunérés. Sous le terme générique de réseau, on envisage des groupements sans règles ni frontières fixes mis en mouvement dans une conjoncture particulière. Les réseaux cherchent à mobiliser les soutiens en faisant jouer les solidarités d'origine au profit d'intérêts. Le réseau suppose un ensemble des membres qui communiquent entre eux, et en tant que telle, chaque action effectuée par l'un des membres insérés dans le réseau se traduit par une interaction avec les autres⁵⁹.

La façon de vivre des autorités dans le luxe sans aucun effort, l'absence de volonté à résoudre les problèmes des concitoyens, la misère de plus en plus grandissante a conduit les dirigés à agir de la même sorte que les gouvernants. La société congolaise ne pourrait exister sans cette culture devenue au cours des temps, un héritage collectif, un mal nécessaire. L'élite politique a créé lentement une culture qu'elle a communiquée et qui a permis aux descendants de ne pas devoir réinventer toutes les solutions. C'est en ces termes que la culture des élites politiques est devenue une culture populaire.

D'où le réseau constitué par les hauts responsables du pays s'est constitué par la suite par des petits réseaux sous la responsabilité de chefs hiérarchiques assurant à leur tour une redistribution des richesses. À travers les masses dans leurs échanges par l'économie informelle, dans le domaine de services publics de santé ou de l'enseignement, les manifestations sociales de cohésion ou d'union sont celles qui orientent plus ou moins consciemment un engagement contre son devoir civique ou social. Le manque de civisme et de respect du bien commun résultent de cette façon de conduire la société⁶⁰. Telles ont les unités élémentaires qui ont constitué la réalité sociale au Congo depuis près de trente ans. C'est cette atmosphère créée dans laquelle les citoyens tirent du réel sentiment que leurs besoins et aspirations ne peuvent plus être satisfaits en l'état présent des choses politiques.

La perte de légitimité entraînée par les tenants du pouvoir a donné naissance à une crise pour les dirigés et témoins de l'émergence de nouvelles formes de valeurs négatives, considérées normales, admises et appliquées par tous.

59. Christian COULON et D. CONSTANT-MARTIN. *Les Afriques politiques*. Paris, La découverte, 1971, p97

60. Zaïre :Conférence nationale souveraine, commission des biens mal acquis, Dossier no 30, 1992

Le Congo d'en bas a donc collaboré par la suite à leur application. Un modèle s'est imposé à tous les niveaux. Cette culture initiée par l'élite au pouvoir a donné naissance à l'impunité. Le bilan de cette transformation culturelle est un affaiblissement du pouvoir, un appauvrissement des citoyens et le dysfonctionnement des institutions du pays. L'élite est prise entre condamner les pratiques populaires en solidarité avec la mission et fermer les yeux sur elle⁶¹.

Au Congo, la « radio-trottoir » est une forme puissante de communication sociale. C'est une radio populaire en marge des canaux officiels d'information. Elle gagne en crédibilité, largement reconnue dans la société, car elle exprime des enjeux économiques et politiques. Ses bruits traduisent les réactions à l'ordre social imposé, un lieu où peut s'entendre un savoir social populaire⁶². La communication se fait de bouche à oreille, d'où une application directe du modèle des dirigeants. Au-delà des faits eux-mêmes difficilement à être restitués isolément, les rumeurs désignent les modes de fonctionnement du pouvoir, des tensions sociales vécues dans les milieux populaires et des problèmes dont ils désirent la solution. Cette radio fournit les matériaux de la lecture de l'histoire quotidienne. Parmi les thèmes favoris de radio-trottoir, on peut noter le détournement de deniers publics par la classe dominante, la mort des hommes politiques, les menaces par le pouvoir politique, la mauvaise conduite des dirigeants.

Le manque d'honnêteté et de conscience professionnelle, l'absentéisme et l'irrégularité, la situation des partis politiques sont aussi des sujets courants sur lesquels les congolais discutent dans les lieux publics où se vendent des journaux. C'est à travers cette radio invisible que se transmet la conduite incivique, après l'exemple d'en haut. La destruction du tissu social est alors très profond car le langage oral est plus dominant et approuvé par les populations étant donné qu'elles n'ont pas toutes accès aux écrits⁶³.

61. Colette BRAECKMAN : *Le dinosaure : le Zaïre de Mobutu* (le Zaïre vu d'en bas). Paris, Éditions Fayard, 1991, p253-254

62. SABAKINU KIVULU : « Pratiques, savoirs et actes du peuple face au politique en Afrique noire contemporaine (sous la direction de Bogumil Jewsiewcki et H. Naniot), Paris, L'Harmattan, 1988, p179-183

63. Idem, p. 179-180

L'élite politique congolaise apparaît comme une nouvelle classe d'hommes d'affaires, citons les « militaires affairistes ». C'est l'élite qui par son « paraître » autant que par les actes contribue à semer dans les masses ce esprit non seulement de matérialisme exacerbé, mais de mercantile qui ramène tout à l'argent facile spolié à son compatriote et qui tend à étouffer les vraies valeurs de la société en faisant de l'argent la seule richesse matérielle, la norme unique de l'honorabilité sociale.

L'administration politisée a fini par être désorganisée, inefficace, et dont les tâches pour la production et le développement ne peuvent pas servir les intérêts de la communauté. Tous s'emploient à se servir de l'état plutôt qu'à le servir. Moralement, personne n'est plus intègre que les interprètes du temps colonial. Tidiane Diakite a souligné à ce sujet que « L'Afrique est malade d'elle-même »⁶⁴ : un nouvel enseignement de la conduite populaire, une atmosphère de l'époque, avec des méthodes de travail toujours inquiétant.

Au Congo, le vocabulaire technique de la « coopération » a envahi tous les domaines de la vie. Il s'accompagne d'autres expressions comme « Kobeta libanga, Nakoliya yo, match ou mission »⁶⁵. Il regroupe des opérations malhonnêtes le plus souvent. Les contextes d'emploi et leurs expressions nous donnent un tableau de la situation actuelle du Congolais, formé pendant trois décennies.

Par exemple :

1. Le médecin qui vous dit : votre maladie serait mieux traitée dans une institution médicale privée (la sienne) que dans un hôpital public (où se trouve le malade), coopère.
2. Ces directeurs et préfets d'école qui demandent en plus des pièces scolaires, des papiers de base (de l'argent), pour l'inscription effective, coopèrent.

64. TIDIANE DIAKITE : *L'Afrique malade d'elle-même*, Paris, Karthala, 1986, p65-67

65. KOBETA LIBANGA (en langue congolaise : lingala) : signifie casser la pierre; NA KOLIYA YO signifie : Est-ce que c'est toi que je mangerai, si tu ne me remets pas quelque chose, comment vivrai-je. Si le bénéficiaire d'un service répondait par un merci, celui qui a rendu ce service répond : Na kolia merci, en d'autres termes, puis-je vivre avec ton merci.

3. Les femmes des militaires qui vendent du carburant volé dans les véhicules réservés aux militaires, coopèrent.
4. Ces gendarmes chargés de la circulation qui vous arrêtent avec ou sans raison et vous exigent de l'argent pour vous relâcher, coopèrent.
5. Ces forgerons qui mettent au point des marmites d'aluminium, aluminium qu'ils obtiennent en arrachant parfois les ailes des épaves d'avion qui ne leur appartiennent pas, coopèrent.
6. Les travailleurs de services publics qui ont trouvé mieux ailleurs et qui continuent à bénéficier de leur revenu avec la complicité de leurs supérieurs ou des agents payeurs, à qui ils remettent un pourcentage donné, coopèrent.
7. Ces avocats et juges qui s'entendent au cours d'un procès pour « couler » X au bénéfice de Y malgré tout, moyennant un grand pourcentage, coopèrent.
8. Ces hommes politiques ou ces administrateurs d'état qui accordent des appels d'offre aux entreprises X,Y,Z moyennant un pourcentage ou une villa, coopèrent.
9. Ces hommes qui contactent des organismes d'aide pour détourner les dons ou les utiliser à leur profit d'abord, partiellement ou totalement, coopèrent.
10. Ces douaniers qui « laissent passer » des marchandises prohibées ou volées moyennant un pourcentage comme ceux qui laissent passer des tonnes de cuivre, ou de diamant en profitant de leur rang politique, militaire ou religieux et empochent à la fin un gros montant d'argent, coopèrent.
11. Ces conducteurs de corbillard qui embarquent deux ou trois cadavres dans leur véhicule pour empocher l'argent qu'exigerait le transport des autres cadavres (à part le premier), coopèrent. Même s'ils demandent le prix qui est inférieur aux prix officiels, ils font une « bonne coopération »⁶⁶.

66. Actes de la deuxième rencontre des moralistes congolais, organisée par l'Association des Moralistes Congolais, à Kinshasa du 11 au 16 novembre 1985. Sous le thème « Crise morale et vie économique au Zaïre », Kinshasa, CERAS, 1986, p38

Cette littérature très impressionnante a caractérisé pendant trois décennies le moral des Congolais et a véhiculé la vie quotidienne. C'est une transformation culturelle, une culture à l'encontre du développement⁶⁷. Ce changement des mentalités d'après la colonisation est celui du négatif et destructif érigé en un système arbitraire. Cette mentalité qui a atteint la classe moyenne à partir de laquelle les Congolais ne se nourrissent plus d'illusions quant à la possibilité de l'amélioration de leurs conditions de vie, les a amenés à être favorables à la pratique de la corruption. Ils ont compris que l'état s'est détourné de la formation des citoyens honnêtes, dignes et respectables⁶⁸. Ce qui démontre l'existence d'un soubassement psychologique. Les masses paysannes imitent la culture des élites, qui incarne le comportement des individus dans l'histoire présente de la société congolaise. Cette culture, en désaccord avec des valeurs spirituelles, s'est accompagnée d'un langage et des termes concrets à partir des dirigeants.

L'institutionnalisation de la corruption n'a épargné personne et aucun secteur de la vie nationale. Ce facteur endogène, à l'origine du mal congolais⁶⁹, est retenu comme un véritable blocage au processus de développement du pays. La culture diffusée ne peut que s'accompagner des conséquences désastreuses qui ne peuvent pas servir à l'homme lui-même, objet de développement.

67. Colette BRAECKMAN. Op. cit. p213

68. Ngunza KARL I BOND. *Mobutu ou l'incarnation du mal Zaïrois*, Londres, Rex Rollings, 1982, p183

69. Ibidem, p145 et p177

CHAPITRE III

Partie 1. Les mesures économiques : la zaïrianisation, la radicalisation et la rétrocession.

Les années 1970 avaient marqué dans les pays d'Afrique noire une vague de nationalisation considérée comme une stratégie de développement. Au Congo la première tentative de nationalisation d'entreprises échoua en 1967 avec les sociétés minières du Kasai et les mines d'or de Kilo-Moto dans l'est du pays. La deuxième tentative intervint le 30 novembre 1973 lorsque Mobutu annonçait la « récupération » des biens économiques détenus par les étrangers : c'était la zaïrianisation¹. Ces mesures se résumaient en trois points : 1. la reprise par des Congolais d'entreprises commerciales étrangères; 2. la récupération des filiales congolaises des sociétés belges; 3. le contrôle de la commercialisation des matières premières et la nationalisation des entreprises de distribution des produits pétroliers. Elles avaient pour but ultime la prise en main de l'économie du pays en vue de l'amélioration du niveau de vie des travailleurs et des paysans, en donnant aux nationaux eux-mêmes la gestion de l'économie².

Qu'est-ce qui s'est passé en pratique sur le terrain? Les mesures étaient bien reçues par les milieux politiques et les commerçants mais l'opinion des populations était partagée : certaines justifiaient cette décision par le « nationalisme congolais », par contre d'autres craignaient le pire en se référant aux conséquences des rébellions de 1963-1964.

Dans son discours du 26 décembre 1973, Mobutu annonça les modalités de distribution : l'état deviendrait propriétaire des plantations et « sociétés stratégiques » tandis que les grandes exploitations agricoles seraient réservées aux membres du bureau politique du parti, du conseil des ministres et aux députés. Les petites boutiques seraient attribuées aux notables locaux et les petits commerces directement vendus aux nationaux.

1. COMITÉ-ZAÏRE : *Le dossier de la recolonisation*, Paris, L'Harmattan, 1978, p12

2. P. ROCHERON : « L'ouverture dans la récupération » dans *Jeune-Afrique* No 684, 16 février 1974, p24

Les entreprises agricoles qui devaient être redistribuées (les minoteries, les sucreries, les huileries), étaient dispersées sur tout le territoire, dans les régions du Bas-Congo, du Haut-Congo, de Bandundu et principalement dans la région de l'Équateur. Les commerces dans les centres urbains étaient occupés par les nationaux et dans les centres ruraux les Portugais, les Grecs, les Libanais et Pakistanais en étaient les propriétaires³.

Les dossiers de candidature à la reprise des affaires par les nationaux devaient être soumis aux ministères compétents et aux autorités régionales. L'administration étant centralisée, l'acheminement des dossiers des candidats habitant Kinshasa, la capitale, était plus rapide par rapport à ceux des candidats de provinces qui devaient passer par les responsables de province, qui à leur tour, les transmettaient au ministère de tutelle à Kinshasa. La concurrence entre postulants fut si vive que des fonctionnaires vendaient des formulaires prévus à cet effet. Les démarches étaient plus compliquées à l'échelle régionale, pour les candidats ordinaires, et impliquaient des soutiens politiques et administratifs. Dans chaque ville ou province, il y eut des listes officielles et non officielles, confectionnées par des autorités centrales, urbaines ou provinciales et dont les critères n'étaient pas les mêmes. Certaines demandes, souvent des candidats sérieux, étaient d'office éliminées sans être étudiées.

À la publication des listes des acquéreurs, il était à constater que priorité fut accordée à l'élite politique, au détriment de certains demandeurs qui avaient de l'expérience et détenaient depuis longtemps quelques petits commerces en milieu rural. À Lubumbashi, par exemple, 35,4% revinrent à des hommes politiques, 4,6% à des fonctionnaires, 34,4% à des hommes d'affaires, 25,6% à diverses autres catégories sociales⁴.

3. Hervé BOUGES et Claude WAUTHIER. Op. cit. p170

4. Jean-François BAYART *L'état en Afrique*. Paris, Fayard, 1989, p115

Les gouvernants s'emparèrent de la grande partie des entreprises les plus profitables. L'exemple le plus frappant fut celui de Mobutu lui-même qui devint actionnaire important de la Banque de Kinshasa et propriétaire de l'entreprise Celza, regroupant plus d'une quinzaine de moyennes entreprises (Annexe 1). Les intérêts locaux de Bell Itt, des concessionnaires des véhicules Renault, Volkswagen et Mazda au Congo furent aussi à sa charge⁵. Les membres de la famille présidentielle ou du cercle Mobutu prélevaient à des fins personnelles des biens stockés aux magasins généraux de l'état, tels que les groupes électrogènes, petites embarcations avec moteur et disposaient à leur guise des devises de la Banque centrale pour leurs affaires⁶.

Les étrangers qui possédaient une petite ou moyenne entreprise (café, thé, tabac, sisal, hévéa, cacao, plantation des palmiers), ou bien un élevage (cochons, poules ou poissons) ou qui possédaient une ferme (une carrière, une briqueterie) reçurent la visite du nouveau propriétaire. Celui-ci exigea l'encaisse mais demanda que l'ancien propriétaire reste en place pour mettre son successeur au courant du fonctionnement de l'entreprise. Les nouveaux propriétaires ignoraient généralement le domaine qui leur était offert. Ils cherchaient non à remplir d'abord une mission mais à tirer un avantage personnel. Ils commencèrent par vendre le stock restant des biens et orientèrent leurs transactions dans des nouvelles banques. Pour de raisons de sécurité, ils confiaient la responsabilité de l'entreprise à un membre de famille ou engageaient de nouveaux travailleurs dans le but de la réorganiser.

. Pendant ce temps beaucoup de petits commerçants grecs, portugais, libanais ou pakistanais qui avaient maintenu l'infrastructure commerciale en milieu rural, quittèrent les pays⁷. Les négociants belges, français, allemands et britanniques, qui avaient fait de grands investissements, ne prirent pas immédiatement le départ.

5. Jean-François BAYART : op. cit. p 115

6. CONFÉRENCE NATIONALE SOUVERAINE (Publication de la) : Commission des biens mal acquis. République Démocratique du Congo. Kinshasa, septembre 1992, p25

7. Hervé BOURGES et WAUTHIER. Op.cit p170

Il y eut donc un fonctionnement « bloqué » au niveau des commerces importateurs des denrées alimentaires et à celui des grandes plantations occupant un bon nombre des travailleurs. Certains acquéreurs éprouvaient des difficultés à importer des biens par ignorance ou par manque de suivi avec les fournisseurs habituels à l'étranger. Au même moment des travailleurs congédiés et les nouveaux engagés, étaient tous à l'attente de leur salaire. Il faut signaler qu'il y a eu un mécontentement général au niveau des populations rurales. Des personnes originaires de la province de l'Équateur avaient bénéficié des biens dans d'autres provinces alors que les biens zaïrianisés de l'Équateur ne furent attribués qu'à ses ressortissants⁸.

Cette étape fut marquée par un tâtonnement concernant le redémarrage des entreprises acquises. Il fallait deux à trois mois de fonctionnement réel. C'est pourquoi les petits commerces nourrissant les populations des milieux ruraux commençaient à manquer les biens de consommation courante ainsi que le matériel de construction ou de production agricoles. La qualité des grands axes de transport routier entre les centres urbains et vers Kinshasa avaient baissé car les principaux propriétaires qui détenaient les transports et entretenaient les routes, avaient quitté. Les routes aussi se détérioraient⁹. Les acquéreurs s'étaient d'abord intéressés à installer un certain standing de vie : un bureau luxueux, un véhicule, une maison. Ceci a reflété l'incompréhension économique des mesures. Ceux qui avaient commencé à produire soit du tabac, du café, ou du raphia se virent bloqués par manque d'acheteurs et exportateurs à Kinshasa, soit que les usines de transformation en produits semi finis étaient fermées, soit qu'elles fonctionnaient au ralenti. Le petit bétail (chèvres, porcs, volailles), les produits de la pêche artisanale nécessaires à l'alimentation locale avaient subi une flambée des prix¹⁰.

8.G. GRAN. Zaïre :The political economy of underdevelopment, Prayer, New-York, 1979, p99

9.G. MUTAMBA LUKUSA. *Congo-Zaïre : la faillite d'un pays*, Cahiers africains, N° 37-38.Paris, L'Harmattan,1999 p75-76.

10. « Le PLAN MOBUTU » in L'entrepreneur, N° 5, de juillet- août 1979, p49

La grande caractéristique est la diminution sur le marché congolais de l'huile de palme produit de consommation, attestant l'abandon du domaine agricole.

La disette s'est installée dans les régions et la pénurie dans les villes. Le Bandundu, le Haut-Zaïre et l'Équateur qui fournissaient les vivres à Kinshasa avaient marqué une rupture de cycle régulier d'alimentation des biens de base. La province de Kivu qui, pendant longtemps, ravitaillait Kinshasa par transport aérien, accusait de lourdes difficultés et les régions servies par Kinshasa en produits manufacturés furent également bloquées. En décembre 1974¹¹. Constatant tous ces échecs, le pouvoir lui-même, c'est-à-dire Mobutu déclencha ce qui fut appelé la « radicalisation ». L'état reprenait le contrôle des grandes entreprises de construction, les grandes unités de production, de distribution et de transport en commun. Ce fut la nationalisation d'une bonne partie des entreprises et des sociétés dans tous les secteurs¹².

Le gouvernement se retrouvait ainsi à la tête d'un immense domaine économique et financier : environ 60% de l'économie nationale étaient ainsi étatisés. C'était dans le but de mettre de l'ordre dans un processus qui avait pris des allures d'une anarchie quand des entreprises étaient contrôlées par des personnes sans compétences et sans scrupules. Pour gérer ces entreprises, le gouvernement nomma environ 98 délégués généraux¹³. Les acteurs retenus pour diriger les entreprises qui devenaient sous le contrôle de l'État, furent les mêmes que lors de la zaïrianisation. Encore une fois, le nouveau passage brusque, ne s'accompagnait d'aucune préparation ni réforme de l'administration sensée gérer ces nouvelles entreprises.

11. J. VANDERLINDEN (sous la direction de). Du Congo au Zaïre 1960-1980. CRISP, Bruxelles, 1980, p200-201

12. COMITÉ-ZAÏRE . « Le dossier de la recolonisation », Paris, L'Harmattan, 1978, p124-134

13. Hervé BOURGES et Claude WAUTHIER. Op. cit. p166

Qu'est-ce qu'on a constaté? Des interruptions de travail, des pouvoirs illimités des directeurs généraux d'entreprises, des augmentations salariales inférieures au coût de la vie, et un affaiblissement continu de la conscience professionnelle. Aucun changement ne s'était manifesté. La radicalisation fut aussi un échec.

Le 25 novembre 1975, Mobutu proposa aux anciens propriétaires de leur rendre le contrôle de leurs entreprises, à reprendre 60% de leur capital : ce fut la rétrocession¹⁴. Dans la pratique certains biens « radicalisés » appartenant aux Congolais ne furent pas rétrocédés telles la Banque de Kinshasa (BK), la Société des transports Kinois (STK), la Société générale d'alimentation (SGA), la Société d'importation d'automobiles de transport (SOCIMAT) etc. Beaucoup d'étrangers rechignèrent, et d'autres revinrent malgré le mauvais état dans lequel se trouvait l'appareil de production.

Cette décision fut prise dans une conjoncture économique inquiétante, décrite par Mobutu lui-même en ces termes:

« La rétrocession économique du Zaïre est causée par la baisse spectaculaire des cours des matières que nous exportons, surtout la plus importante le cuivre, et par l'augmentation du coût du pétrole. ...C'est ainsi que la région du Shaba risque d'être asphyxiée, et par voie de conséquence le pays tout entier, car la région du Shaba intervient pour 60% dans l'économie de notre pays. »¹⁵

14. H. BOURGES et C. WAUTHIER : Les 50 Afriques, Tome II. Paris, Éditions du seuil, 1979, p166

15. BUANA KABWE : Lettre ouverte au président Mobutu S.S. et aux autres.
Paris, L'Harmattan, 1978, p242

Les mesures de rétrocession suivantes, souffraient de beaucoup de lacunes :

1. Les anciens propriétaires qui avaient investi au Congo entre 1965-1974 reçoivent en récompense 40% de participation de leurs anciennes sociétés,
2. Rétrocession totale des biens des anciens propriétaires (des biens radicalisés) ayant accompli 60 ans d'âge et ayant œuvré longtemps au Congo,
3. Rétrocession totale à leurs anciens propriétaires (des biens radicalisés) ayant appartenu en propre aux Congolais, à l'exception de la SGA, l'UZAM, la STK, la BK et la SOCIMAT,
4. Les propriétaires étrangers des entreprises qui ont été ni zaïrianisés ni radicalisés doivent céder 60% d'actions à des partenaires Congolais,
5. Le petit commerce et les plantations qui ne sont pas des unités agro-industrielles sont réservées aux nationaux,
6. Les citoyens Congolais ayant eu des participations dans des entreprises radicalisées reprennent leurs participations à condition d'avoir effectivement libéré leurs parts,
7. Les affaires acquises par les Congolais et frappées par les mesures du 30 novembre 1974, restent radicalisées,
8. Les actionnaires de l'ex SOGEFI, obtiendront par compensation des nouvelles actions dans des sociétés ou des entreprises de leur choix¹⁶

Les conséquences les plus remarquables de l'échec des mesures économiques furent manifestées par les populations avec les pillages de 1990 et 1991¹⁷. Ces pillages avaient traduit le mécontentement de la population à la suite d'un stockage de marchandises par des commerçants ayant constaté la rareté des produits de consommation sur le marché et l'augmentation des prix. Qu'est-ce qui s'était-il produit?

16. BUANA KABWE : op. cit p244-245

17. Le PHARE (Quotidien de Kinshasa), N° 180, 20 octobre 1992

Les populations et les forces de l'ordre avaient envahi les maisons de commerce en emportant avec eux les produits de consommations. Ailleurs, elles avaient détruit et emporté des véhicules et des pièces d'autos comme chez General Motors, Renault et Iveco. Elles pillèrent les brasseries en emportant toutes les boissons. Le mouvement partit de Kinshasa et fut généralisé dans les grands centres du pays. Ces pillages se produisirent aussi dans les écoles où les pillards eurent l'occasion d'emporter des tables, des lits métalliques et autres matériels¹⁸.

Les mesures économiques intervenues au Congo entre 1973-1975 représentaient une louable initiative dans le but d'amener les Congolais et le gouvernement de prendre en mains l'économie de leur pays. L'absence de formation des acquéreurs, l'absence de réforme de l'appareil administratif de l'état, le dysfonctionnement des unités de production malheureusement occasionnèrent l'échec de ces réformes.

Les faits permettent de comprendre que ces réformes économiques eurent pour effet physique la rupture de tous les circuits commerciaux intérieurs du pays et ceux-ci n'ont jamais été restaurés. De là date la chute de la production, la fermeture des petites usines d'appoint installées autour des villes. Ces réformes ont, en plus, engendré une destruction morale, une leçon qui a enseigné au peuple le mépris du travail et du travailleur¹⁹.

18. Le PHARE. N° 180, 20 octobre 1992

19. Emmanuel DUNGIA : *Mobutu et l'argent du Zaïre* Paris, L'Harmattan, 1993 ,p.148

ANNEXE 1. CULTURES ET ÉLEVAGES DU ZAÏRE (CELZA)

Les soussignés :

- Le citoyen MOBUTU SESE SEKO KUKU NGBENDU WA ZA BANGA.
- La citoyenne MOBUTU SESE SEKO née CBIATIBWA GOGBE YE TENE, ont établi ainsi les statuts de la société privée à responsabilité limitée qu'ils sont convenus de constituer.
- Article 5. – Le capital social est fixé à 750.000 zaïres et divisé en 7500 parts sociales de 100 zaïres chacune.
- Le citoyen Mobutu SESE SEKO... fait apport à la société des biens qui lui ont été attribués par application des mesures du 30 novembre 1973 et qui appartenaient aux entreprises ci-après identifiées :
 - 1. Société des plantations d'IPABATA, Zone de Walungu/ région du Kivu.
 - 2. Plantations de COMPO- Zone de Walungu/ Région du Kivu.
 - 3. Domaine de FATALE
 - 4. Société d'élevage au Zaïre/ Zone de Kambaye/ Région du Kasai oriental
 - 5. AGRI-UELE/ région du Haut-Zaïre.
 - 6. ILUBANGI/ région de l'Équateur.
 - 7. SOCIÉTÉ DES GRANDS ÉLEVAGES DU BAS-ZAÏRE/ région du Bas-Zaïre.
 - 8. SOCIÉTÉ J. VAN GYSEL pour l'élevage et culture aux Marungu / région du Shaba.
 - 9. SOCITURI / région du Haut-Zaïre.
 - 10. SOCODIA/ Zone d'Isiro/ région du Haut-Zaïre.
 - 11. ARAMVOGLU/ zone d'Isiro/ région du Haut-Zaïre.
 - 12. VANOS et Cie / zone d'Isiro/ région du Haut-Zaïre.
 - 13. PLANTATIONS BINGA BOSONDJO/ région de l'Équateur.
 - 14. COMPAGNIE DE LUKOLELA / région de l'Équateur.

En rémunération de cet apport évalué forfaitairement à la somme de 500.000 zaïres, il est attribué au citoyen MOBUTU SESE SEKO... cinq mille parts sociales entièrement libérées. Le surplus des parts sociales soit 2.500 parts représentant 250.000 zaïres est souscrit en espèce de la manière suivante :

- Le citoyen MOBUTU... 1.250 parts soit 125.000 zaïres
- La citoyenne MOBUTU SESE SEKO née GBIATIBWA GOGBE YE TENE 1.250 parts, soit 125.000 zaïres¹.

¹ Ngunza KARL-I-BOND : *Mobutu ou l'incarnation du mal zaïrois*, Londres, Rex Collins, 1982, p129-130.

Partie 2. La déstructuration de l'industrie minière : cas de la Gécamines

L'économie nationale congolaise a été étroitement liée à l'activité minière en général, au cours du cuivre en particulier. Pour illustrer l'importance de la plus grande société congolaise, il paraît intéressant de préciser que la Gécamines avait à elle seule couvert 90% de recettes minières en 1970 et que le cuivre avait constitué, en valeur 70%, des exportations congolaises²⁰. Une série des facteurs a provoqué au cours de deux décennies un affaiblissement puis une destruction de l'appareil productif le plus important du pays. L'ordre de ces facteurs pourrait se présenter de la manière suivante :

1. Politique

Jusque fin 1966, l'Union minière du Haut Katanga (UMHK) était une entreprise privée de droit belge. Nationalisée le 1^{er} juillet 1967 par Mobutu, elle devint une entreprise d'état et prit le nom de Gécomin. Au moment de la nationalisation, le Congo avait conservé les installations de l'Union minière extractive installées au Congo. Le Congo se limitait au produit extrait au Katanga tandis que la Belgique transformait et vendait les produits finis. Le gouvernement Mobutu par prudence avait concédé à la société générale des minerais le droit de raffiner et de commercialiser les minerais congolais produit par la Gécamines. Le véritable pouvoir de décision technique était entre les mains d'un personnel expatrié, recruté directement par la société générale des minerais, qui prenait part aux accords de gestion et de coopération et le plus souvent gérât les commissions.²¹

20. Mulumba LUKOJI et D. MU KANDA et al. : *Industrie minière et développement au Zaïre*. Kinshasa, Presses Universitaires du Zaïre, 1976, p15

21. Colette BRAECKMAN. *Le dinosaure. Le Zaïre de MOBUTU* Paris, Fayard 1991, p223

Les métaux rares qui ne pouvaient pas être détectés par les installations de la Gécamines au Congo, étaient récupérés lors des raffinages des métaux de Olen et Hoboken de Belgique. Le Congo avait peu de cadres techniques lorsque la Gécamines était devenue une société de droit public congolais²². L'accord intervenu avait rétabli les échanges entre la Belgique et la Gécomin. Le maintien de cadres belges à la Gécamines n'avait pas donné la chance à Mobutu et à son gouvernement de puiser dans les caisses de la Gécamines, au contraire, il avait permis à celle-ci de fonctionner normalement grâce à la continuité des méthodes de travail. Vue sous l'angle de l'évolution au Congo, la nationalisation s'était quasi bien déroulée.

Le 30 novembre 1973, lors du discours sur la zaïrianisation, Mobutu nomma à la tête de la société un Directeur général congolais, monsieur Umba Kyamitala en remplacement du belge Pierre De Merre. Le nouveau chef devint président du Comité de gestion. La majorité des directeurs hiérarchiques étaient encore des belges. La gestion orthodoxe avait continué. Le programme d'expansion du premier plan quinquennal (1970-1975) de développement qui avait déjà démarré, s'essouffait pourtant, il devait porter la capacité de production à 450 000t de cuivre (Young and Turner, 1980). Le deuxième plan quinquennal (1980-1985) qui intervint après les deux guerres du Shaba en 1977-1978, devait porter cette capacité de cuivre à 600 000t : ce plan avait de nouveau échoué²³.

Sur le plan technique, les équipements de travail ne parurent guère performants car utilisés au-delà de leur durée de vie. Dans les mines et les carrières il y eut de retard de prospection. Sur le plan financier le coût total du deuxième plan était estimé à 700 millions de dollars, à une époque où les cours du cuivre avaient entamé leur chute verticale.

22. Gaston KAPPELLA. : « Le Katanga, un scandale minier » dans *Afrique chrétienne*, No 29, Kinshasa, Société Missionnaire Saint-Paul, 1971, p14-16

23. A. B. MAMADOU. : « Le poumon de l'économie » dans *Jeune-Afrique Bis*, No 13, Novembre 1984, p14-

Au même moment la Banque arabe libyenne retirait ses avoirs à la suite de la reconnaissance d'Israël par Mobutu. Selon un rapport du Fonds monétaire international, l'État zaïrois pratiquait des impositions draconiennes qui en 1981 représentaient 26% des recettes brutes et 77% du revenu avant import²⁴. La Gécamines en voulant restaurer sa capacité en matière d'investissement de maintien s'était heurtée à un autre handicap majeur celui des ponctions et prélèvements effectués par le gouvernement, soit directement, soit via l'agence chargée de la commercialisation des produits miniers zaïrois (Sozacom)²⁵. Ces prélèvements spéciaux furent chiffrés à près de 300 millions\$ pour la seule année 1981. À ces ponctions, il faudrait ajouter les « emprunts » jamais remboursés effectués par la Présidence, l'armée, certains dignitaires politiques, sur la trésorerie de la Gécamines.

Avec la zaïrianisation, le gouvernement avait cédé à la Gécamines plusieurs activités qui ne répondaient et s'intégraient mal avec l'objectif social de la société. Les filiales de la Gécamines qui sous traitaient des services devinrent parties intégrantes de l'entreprise, ce qui alourdit la gestion. Citons les minoteries de Kakontwe qui vendaient la farine de maïs, la société générale de chimie (usine chimique de Chituru), les anciennes usines de l'Atica Cobelcon et l'hôpital Sendwe de Lubumbashi, toutes ces unités passèrent sous le contrôle et la gestion de la Gécamines. Celle-ci fut obligée de mettre sur pied une « seconde administration » pour coordonner les nouvelles activités.

Avec la proclamation du Mouvement populaire de la révolution comme institution suprême du pays en 1970, par le premier congrès extraordinaire du parti, tous les président-directeur généraux des entreprises devinrent des présidents régionaux (dirigeants du parti) au sein de leurs entreprises.²⁶

24. Rapport du FMI , « Le régime fiscal de la Gécamines », 13 mai 1982.

25. Gécamines, « Rapport d'activité pour l'année 1982 » Le chiffre officiel retenu est de 86 millions que le Gouvernement s'engagea à reverser à terme à la Gécamines.

26. Zaïre-Afrique. N°253-254, Kinshasa, CEPAS, 1991, p176-177

Se réfèrent aux structures du parti, les autorités territoriales pouvaient dès lors intimer des ordres aux dirigeants d'entreprises en ce qui concernait l'affectation des outils et du personnel des entreprises. Le plus souvent, c'était au détriment de la production de l'entreprise. La mise en place des structures du parti au sein de la Gécamines avait par conséquent changé la physionomie de la société minière, la société avait acquis un statut plus politique que commercial.

Vers 1982, Umba Kyamitala fut remplacé par le belge Robert Crem qui remit de l'ordre et rétablit une gestion orthodoxe. La tendance à des nominations selon des critères tribaux, céda plus ou moins la place à bon nombre des critères objectifs pour les hauts cadres. Crem nomma Mulenda Mbo en qualité d'administrateur directeur technique, un ancien de la mine de Kamoto, qui avait réussi à mettre en marche toutes les installations, après l'exode massif des cadres européens lors de la guerre du Shaba à Kolwezi. En 1984, on assista à des tensions au sein de l'entreprise à cause d'une gestion trop orthodoxe de Robert Crem. Mobutu fit appel au belge Pierre De Merre, « très vieux » qui redevint à la tête de l'entreprise. Ce dernier ne contrôla plus rien et les anciennes habitudes réapparurent. Mobutu réagit rapidement par la nomination de Mulenda Mbo à la tête de la Gécamines.

Au cours de son discours du 24 avril 1990, Mobutu annonça une africanisation rapide des cadres pour améliorer les salaires des nationaux²⁷. Ce discours fut bien reçu par les cadres congolais. Le responsable de la société avait procédé à plusieurs licenciements parmi expatriés, et par la suite, les cadres congolais et africains connurent des promotions, systématiquement. Dans les milieux « katangais », les gens avaient constaté que la plupart des directeurs ou des cadres nommés étaient de la province voisine du Kasai. C'est dans ce contexte de questionnement sur les critères de promotion qu'était intervenue « la démocratisation ».

Kyungu Wa Kumwanza Gabriel, originaire du Katanga devint gouverneur de province. Un conflit éclata aux allures d'une épuration ethnique, qui défavorisait les ressortissants du Kasai sur base de critères de promotion.

27. MOBUTU SESE SEKO. Discours du 24 avril 1990.

À cette occasion, onze mille ouvriers, techniciens et cadres administratifs furent expulsés de la province du Katanga. Des travailleurs formés et expérimentés furent remplacés par des originaires de la province du Katanga indépendamment de leur formation et expérience entre 1992 et 1993. Ce départ des « vieux techniciens » affaiblit lentement la qualité de la main-d'œuvre ouvrière, surtout chez les mineurs²⁸.

2. Administration

D'abord il y eut la conséquence d'une décentralisation mal comprise par les cadres. Depuis les années 50, la concession Gécamines était divisée en trois groupes : Sud : autour de Lubumbashi et Kipushi; Centre: autour de Kambove, Likasi et Fungurume; Ouest : autour de Kolwezi. Ensuite, compte tenu de la taille prise par l'entreprise et la lourdeur du fonctionnement avec l'arrivée de nouvelles activités, chaque groupe avait été élevé au rang d'une entité décentralisée. Le directeur d'exploitation du groupe devenait le véritable responsable de la fonction technique, administrative et sociale.

Chaque service au sein du groupe entretenait les relations avec une direction technique du siège social à Lubumbashi. Des chicanes intervinrent entre les autorités hiérarchiques des divers secteurs dans le groupe et les responsables des entités techniques établies auprès du président-directeur général à Lubumbashi. Des conflits d'intérêts paralysèrent le processus de prise de décision, même lorsqu'il s'agissait des problèmes importants. Ces conflits augmentaient parallèlement avec les tendances à la corruption et au tribalisme.

28. R. MIAMI, A. MBOKA et al. : « Shaba-Katanga : la racine de la crise » dans INFO-ZAÏRE, Table de concertation sur les droits humains au Zaïre, Entraide missionnaire No 28, Montréal, 6 octobre 1992

Les agents exécutaient fidèlement les décisions administratives qui émanaient des autorités originaires de leur province que celles des responsables hiérarchiques.

3. Gestion opérationnelle

Dans les usines existaient les lignes de production de cuivre, de cobalt, de zinc, et de plomb. En fonction de la concentration des minerais et de la demande, on décidait de privilégier un minerai. À chaque fois il y avait chaque fois un schéma à suivre. La première difficulté fut celle d'optimiser la capacité de production en fonction des besoins que l'opération de ces lignes ne correspondait toujours pas avec les besoins du marché. Lorsqu'un métal montait le prix à cause de problèmes énormes des intrants non disponibles, on ne profitait pas du marché de cobalt par exemple mais on continuait avec le cuivre. À cet effet, aucun avantage n'était tiré des éléments stratégiques. Ce qui attestait en outre que la société avait des difficultés à investir pour optimiser la capacité de production en fonction des besoins.

En 1988, la production avait baissé en déca de 450 000 tonnes et la chute continua jusqu'au cours des années 1990. Quelles en furent les raisons? Au moment où on annonçait une production, la société avait recouru à des astuces pour remplir les critères de performance exigés par le gouvernement alors qu'elle connaissait des difficultés financières. Avec la politique d'africanisation, les cadres étaient presque tous des africains, et les autorités politiques n'avaient aucune peur à prendre l'argent dans la caisse de l'entreprise. Une des conséquences fut que en 1986, la disparition de 450 millions de dollars marqua la rupture entre le FMI et l'état congolais²⁹. Entre temps toutes les réserves en devises dans les banques étrangères s'épuisaient, l'entreprise éprouva des difficultés pour payer le personnel et le programme d'investissement fut arrêté³⁰.

29. TAÏFA, quotidien du Shaba (Lubumbashi) : Où sont partis les \$ 450 millions que réclame le FMI à la Gécamines-exploitation?, Lubumbashi, 3 Août 1990

30. A. B. MAMADOU.: « Zaïre – FMI » dans Jeune-Afrique Économie, No4/92, déc.1986, p52

L'effondrement de la mine de Kamoto la plus importante de la société en début de 1990, qui avait privé celle-ci d'un tiers de sa production, fut une conséquence du manque d'entretien. L'entreprise disposait de la plus forte concentration des techniciens. Pour la Gécamines, les dépenses d'équipements devaient être considérés comme prioritaires : routes, rails, systèmes de communication. Or, dans ce secteur qui relevait de la responsabilité presque exclusive de l'état, les dépenses pour l'infrastructure représentaient entre autre 8% du budget national en 1987-1989³¹. Le schéma technique ne pouvait plus fonctionner de façon optimale par manque de liquidité financière. Les rapports difficiles entre nouveaux cadres et anciens expérimentés expliquaient en outre le départ définitif des expatriés.

4. Opération debout Katanga

Le nouveau gouverneur de la province du Katanga, Gabriel Kyungu Wa Kumwanza avait apporté une autre conception politique en 1992. Pour ce gouverneur, Mobutu avait trompé les congolais en libéralisant le diamant au Kasai, province voisine, sans pour autant libéraliser le cuivre au Katanga. Ainsi Kyungu avait accordé les licences d'exportation de cuivre aux politiciens et commerçants pour la plupart des Katangais, ce qui leur avait ouvert la voie à voler le cuivre dans les entrepôts de la Gécamines pour le vendre à l'extérieur. Les populations, à leur tour, arrachaient et coupaient tout équipement en cuivre, y compris les câbles électriques, pour les vendre aux militaires, qui avaient la facilité de les revendre aux trafiquants. Ce fut la débâcle totale. Étant donné que l'économie au Katanga marchait avec le niveau de la Gécamines, la vie s'était arrêtée là.

31. Colette BRAECKMAN. : *Le dinosaure, le Zaïre de Mobutu*. Paris, Fayard, 1991, p218

5. Financement interne ou autofinancement

La capacité d'autofinancement de la Gécamines dépendait de la capacité à générer des bénéfices, de la politique de répartition du bénéfice de la politique de la pression fiscale. Par sa capacité moyenne d'autofinancement (1967-1970) de quelques 31 millions de zaïres, elle fut capable d'exécuter son plan quinquennal 1970-1975 en deux ans avec ses propres ressources. Mais, à la longue, la société fut amenée systématiquement à recourir à l'emprunt, à cause d'une conjoncture défavorable pour le cuivre, des formes de collaboration des pouvoirs publics (département des finances et Institut de gestion du portefeuille) et du secteur privé, mais surtout à crainte des difficultés de trésorerie³².

Tous les facteurs dénoncés plus haut auxquels on peut inclure la politique des grands travaux caractérisent un véritable système de « prédation »³³ La Gécamines, le plus important moteur au développement du pays, s'était progressivement éteinte à la suite d'une mauvaise application des ordres de haut niveau de l'état et des directives internes, d'une mauvaise gestion des réformes économiques par des dirigeants qui avaient considéré cette société comme leur propre bien en l'absence de contrôle et de l'impunité. La Gécamines ne représente plus depuis lors une place de choix dans le monde (Tableau 2).

32.M. LUKOJI, D. MUKANDA et al. : *Industrie minière et développement au Zaïre*, Vol II. Kinshasa, Presses Universitaires du Zaïre, 1976, p133.

33.Jean-Claude WILLAME : *Zaïre : l'épopée d'Inga*, Paris, L'harmattan, 1986, p205...

Tableau 2
Place du Zaïre dans la production minière mondiale

| | Cuivre en1000 t.m. (m.c.) | Cobalt en t.m. (m.c.) | Zinc en1000 t.m. (m.c.) | Etain en t.m. (m.c.) | Manganèse minerais en1000 t.m. | Cadmium en t. m. (m.c.) | Diamant naturel Joail. Indus.106 carats |
|-----------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|-------------------------|-----------------------------------|----------------------------|--|
| 1960 | | | | | | | |
| % Zaïre | 6,7 % | 60 % | 3,4 % | 6,7 % | 413,8 | 5,8 % | ~50% pour diamant ind. |
| 1969 | | | | | | | |
| Prod. Mondiale | 5959,8 | 17700 (1) | 5389,4 | 229768 | 19800 (2) | 14274 | 43,0 |
| Producteur N°1 | 1992,8 (USA) | | 1170,4 (Canada) | 73300 (Malaisie) | (URSS) | 5738 (USA) | (Zaïre) |
| Zaïre | 364,1 | 10596 | 95,5 | 6647 | 311,4 (4) | 300 | 14,1 |
| % Zaïre | 6,1 % | 59,9 % | 1,8 % | 3,7 % | 1,6 % | 2,1 % | 32,8 % |
| Place Zaïre | 6ème | 1ère | 9ème | | | | 1ère |
| 1970 | | | | | | | |
| Prod. Mondiale | 6332,7 | 21350 | 5530,4 | 235654 | 20284 | 16334 | 44,0 |
| Producteur N°1 | 1401,2 (USA) | 13958 (Zaïre) | 1253,1 (Canada) | 73794 (Malaisie) | (URSS) | 4294 (USA) | (Zaïre) |
| Zaïre | 387,1 | 13958 | 104,3 | 6458 | 346,9 | 316 | 14,1 |
| % Zaïre | 6,2 % | 66,3 % | 1,9 % | 3,5 % | 1,7 % | 1,9 % | 32,0 % |
| Place Zaïre | 6ème | 1ère | 9ème | 9ème | | 12ème | 1ère |
| 1971 | | | | | | | |
| Prod. Mondiale | 6897 | 21800 | 5417 | 187800 (3) | 20950 (2) | | 45,3 |
| Producteur N°1 | 1391 (USA) | 14518 (Zaïre) | 1265 (Canada) | 75445 (Malaisie) | (URSS) | | 12,7 (Zaïre) |
| Zaïre | 407 | 14518 | 108 | 6456 | 329 (4) | 264 | 12,7 |
| % Zaïre | | 66,6 % | 1,9 % | 3,2 % | | | 28 % |
| Place Zaïre | 6ème | 1ère | 8ème | 9ème | | | 1ère |

Un carat métrique = 0,205 gramme; m.c. = métal contenu; (1) Belgique non comprise; (2) Yougoslavie non comprise; (3) Chine et URSS non comprises; (4) 50% environ Mn.

Source : Mulumba Lukoji, D. Mu Kanda et al. Op.cit. p18

Partie 3. La politique des grands travaux : le barrage hydroélectrique d'Inga

Les années 1970 ont connu la réalisation des grands travaux d'investissement industriels qui justifiaient une certaine modernisation et l'espoir de mettre sur pied des infrastructures de production. Le barrage hydroélectrique d'Inga fut un des géants projets. Le site d'Inga avait depuis 1885 attiré l'attention de la Colonie belge et à partir de 1957 celle du Congo pour sa mise en valeur. Son auteur, le géographe Wauters, écrivait :

« ... qui nous dit que ces chutes d'Inga qui sont aujourd'hui un obstacle à la construction du chemin de fer de Bas-Congo, ne deviendront pas un jour une force, un générateur d'électricité dynamique propre à distribuer la lumière et la force motrice dans les provinces riveraines? »³⁴.

Les études menées en 1957 par l'Institut national d'études pour le Bas-Congo (Institut d'Inga), conclurent à une possibilité grande, d'exploiter l'énergie hydroélectrique, grâce à l'immense étendue d'eau du fleuve Congo. Inga permettrait donc d'une part, le développement d'industries de base dans la province du Bas-Congo, des usines de transformation d'aluminium à Tenke Fungurume dans la province du Katanga et l'usine sidérurgique de Maluku à Kinshasa. D'autre part, les effets positifs se résumaient par l'accroissement de la production minière, de l'existence du courant électrique à bon marché et de l'accroissement de la production agricole par la diffusion de l'activité économique³⁵. L'intérêt économique fut donc évident. C'est à travers ce discours économique bénéfique que Mobutu avait décidé la construction du barrage d'Inga.

En 1963, la Sicai (principale société italienne) proposa une stratégie de l'aménagement du site d'Inga par la création d'un pôle de développement industriel orienté vers le marché intérieur au bénéfice des besoins nationaux.

34. Jean-Claude WILLAME . Op. cit p29

35. Mulumba LUKOJI, D. MUKANDA et al. : *Industrie minière et développement au Zaïre*, Vol. II, Kinshasa, Presses Universitaires du Zaïre, 1976, p74

Les rapports de la CEE et de l'IRES (Léopoldville) montraient d'autre part l'énormité de la tâche que devaient affronter les autorités congolaises à travers les particularismes ethniques, la désorganisation administrative, l'anarchie financière ou la baisse de production. Toutefois, en 1965, la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) faisait prévaloir les avantages techniques sur la puissance disponible à absorber par des industries consommatrices locales d'électricité, élément qui avait joué dans l'influence de convaincre les firmes étrangères et les bailleurs de fonds³⁶.

En novembre 1965, dès son entrée au pouvoir Mobutu annonça officiellement qu'il considérait Inga comme une réalisation prioritaire. Parmi les soumissionnaires on retrouvait les consortiums américains, l'Eximbank et la Manufacturer Hanover Trust.

Inga I fut inauguré en novembre 1972 et coûta \$140 millions. Il en appela la création d'une ligne de haute tension de 1800km, la plus longue du monde, reliant le site d'Inga dans le Bas-Congo à la province du Katanga. Inga II était terminé en 1976 et avait coûté \$260 millions. Les financements de la ligne Inga-Shaba coûtèrent au total \$ 850 millions³⁷ (Tableau 3).

La ligne Inga-Shaba fut, malgré la confusion entre le constructeur et l'exploitant, inaugurée officiellement le 24 novembre 1983 dans une relative discrétion : le journal du parti Elima intitula son reportage d'un titre ambigu : « le Zaïre dans le gigantisme »³⁸. Des observations suivantes pendant et après la fin des travaux ont exprimé un résultat négatif de cet investissement de plus de sept ans.

36. Jean-Claude WILLAME. Op.cit. p47.

37. Ibidem p126

38. Elima (Quotidien de Kinshasa) Kinshasa, juin 1983

Tableau 3
Synthèse des financements de la ligne Inga-Shaba
(en milliers de \$)

| | Financement Original | 1^{er} refinancement (avril 1976) | 2^e refinancement (mai 1979) | 3^e refinancement (1979-1980) | Total |
|---------------------------------------|---------------------------------|--|--|---|----------------|
| Eximbank | 102 240 | 34 263 | 46 495 | 62 605 | 245 503 |
| Citybank | | | | | |
| - avec gar. Eximbank | 102 240 | | | | 102 240 |
| - sans gar. Eximbank | 29 400 | | | | 29 400 |
| Manufacturer | | | | | |
| Hanover Trust | | 17 132 | 23 247 | | 40 379 |
| PEFCO | | 17 132 | 23 248 | | 40 380 |
| Banque du Zaïre (acompte Eximbank) | | 7 614 | 16 410 | | 24 024 |
| Crédits fournisseurs italiens | 14 804 | 1 700 | | 110 100 | 126 604 |
| Crédits fournisseurs suédois | 42 055 | 9 428 | 7 238 | | 58 721 |
| Monnaie locale- Citybank | 31 381 | | | | 31 381 |
| Monnaie locale- Zaïre | | 20 106 | 109 530 | | 129 636 |
| Total | 341 091 | 107 411 | 231 968 | 172 605 | 853 075 |

Source :

Jean-Claude WILLAME. *Zaïre : l'épopée d'Inga. Chronique d'une prédation industrielle.*
Paris, L'Harmattan, 1986, p126.

Au niveau technique : D'abord la capacité du réseau de haute tension et de la centrale fut donc largement sous-utilisée depuis 1973 : au lieu de 226Mw demandées, elle était de 126 pour la seule ville de Kinshasa, pour une puissance installée de 350Mw.

En 1976, on s'était aperçu que la Gécamines était déjà en récession, les japonais de la Sodimiza avaient disparu de même que les Américains de Tenke Fungurume qui avaient grandement besoin de cette énergie. Puis, les villes de Boma, Matadi, Kinshasa et les villages environnants connaissaient des ménages sans électricité³⁹. La lampe à pétrole était toujours d'usage. Ensuite, Inga II ne pouvait être utilisé qu'au quart de ses capacités. Jusqu'à 1982, le grand consommateur visé de la ligne de haute tension, avait utilisé la ligne à concurrence de 281Gwh, la ligne n'était plus opérationnelle pour elle.

Enfin, la Gécamines revenait à la solution préconisée en 1972 : la construction du barrage de Busanga dans le Shaba plutôt que de subir les charges financières et de maintenance d'une ligne totalement sous-utilisée. La cimenterie nationale n'avait pas servi le barrage d'Inga, du fait de son entrée en production tardive. Sa situation était dépeinte de la manière suivante :

« En juillet 1979, nous avons interrompu la production par manque de pièces de rechange, l'unité a cessé de produire pendant plus de deux mois. Fin septembre 1979, nous n'aurons plus de gypse, cela signifie que la production du ciment ne sera plus possible. Au niveau du matériel d'exploitation de carrière, la situation est catastrophique »⁴⁰.

Au niveau financier : Les dépenses engagées au total pour les travaux furent plus d'un milliard de dollars. Une concentration des ressources provenant en majeure partie des prêts étrangers orientés dans un seul secteur au détriment d'autres prioritaires. Le budget de fonctionnement d'Inga-Shaba pour les deux premières années 1984-1985 équivalait à 2,7 fois les dépenses annuelles de la Gécamines.

39. Bureau du Gouverneur du Bas-Zaïre. Rapport N° 1266/76 de la SNEL, Matadi , 1976

40 .Lettre de la direction de la CINAT au Commissaire général au Plan, Kinshasa, 17 octobre 1979

À ce sujet, Erwin Blumental, directeur-général à la Banque du Zaïre déclara en 1982 :

« Il y aura certainement de nouvelles promesses de Mobutu et des membres de son gouvernement, et la dette extérieure, qui ne cesse d'augmenter, obtiendra de nouveaux délais, mais il n'y a aucune, je le répète aucune, chance à l'horizon pour que les nombreux créanciers du Zaïre récupèrent leurs fonds »⁴¹.

Ces travaux contribuèrent en outre à alourdir plus tard le niveau de la dette extérieure du Congo qui atteignit 9 milliards de \$ USA vers les années 1989⁴²(Tableau 4). Il faudra tenir compte de nombreux détournements, de la présence de multiples commissionnaires et des dépenses dues à cause de prolongation ou de suspension momentanée des projets qui exigeaient des sommes supplémentaires.

Au niveau social : Il faut d'abord souligner que la main d'œuvre technique fut étrangère, les salaires des travailleurs expatriés coûtèrent au moins \$ 200 millions USA. L'électricité coûtait cher par rapport au revenu mensuel des paysans de la région et beaucoup perdirent leurs habitations et terres qu'ils avaient cédées par force à l'état sans être indemnisés. Les paysans de la région étaient restés dans les mêmes conditions de vie.

Pour tenter de rentabiliser l'investissement consenti, l'état avait décidé la construction des usines sidérurgiques d'aluminium, de manganèse et de nickel: tous les projets avaient échoué. Il n'eut en général pas de recrutement en emploi tel que prévu. Les travaux exigèrent plus une formation technique que professionnelle.

Au niveau administratif et politique : La légèreté avec laquelle l'état fait montre dans l'exécution d'un projet a souvent marqué un blocage d'ordre essentiellement structurel que la conjoncture ne fait que révéler ou aggraver.

41. E. BLUMENTAL. «Zaïre :Rapport sur sa crédibilité financière internationale », texte paru dans La Revue Nouvelle, Bruxelles, novembre 1982, p377

42.OGEDEP (Office de gestion de la dette publique) :Politique d'endettement extérieure du Zaïre. Kinshasa, note technique, 1990, p1.

Tableau 4
Engagements et en-cours de la dette zaïroise
Liée à Inga et à ses investissements périphériques
(en millions)

| | Engagements | En-cours (31/12/1981) |
|---|-------------|-----------------------|
| Dette financière liée à Inga + investissements périphériques | 85 192,2 | 83 513,5 |
| Allemagne | 9 629,3 | 7 367,3 |
| Autriche | 143 435,0 | 95 731,6 |
| Belgique | 64 682,1 | 56 445,4 |
| France | 319 385,9 | 282 411,1 |
| Etats-Unis | 72 534,4 | 51 086,7 |
| Italie | 129 839,9 | 104 860,6 |
| Organismes internationaux | | |
| Total (1) | 824 698,8 | 681 416,2 |
| Total dette financière (2) | 2 854 382,5 | 1 934 628,3 |
| % (1) (2) | 28.8 | 35.2 |
| Dette commerciale liée à Inga + investissements périphériques | | |
| Allemagne | 52 858,5 | 9 543,8 |
| Autriche | 2 569,9 | 1 985,8 |
| Belgique | 46 466,2 | 14 522,4 |
| Suède | 50 431,4 | 42 945,1 |
| Italie | 276 498,6 | 186 005,0 |
| Total (1) | 428 824,6 | 255 002,1 |
| Total dette commerciale (2) | 836 524,1 | 405 587,9 |
| % (1) (2) | 51.3 | 62.8 |
| Dette due aux gouvernements liée à Inga + investissements périphériques | | |
| Belgique | 585,6 | 429,2 |
| Libye | 101 334,2 | 81 014,0 |
| Japon | 165 389,7 | 104 956,5 |
| Total (1) | 267 309,5 | 186 399,7 |
| Total dette due aux gouvernements (2) | 931 104,1 | 650 596,2 |
| % (1) (2) | 28.7 | 28.7 |
| Total dette de Zaïre (1) | 4 622 010,7 | 2 990 812,4 |
| Total dette liée à Inga + investissements périphériques (2) | 1 520 832,9 | 1 122 818,0 |
| % (1) (2) | 20.0 | 27.5 |

Source :

Jean-Claude WILLAME. *Zaïre: l'épopée d'Inga. Chronique d'une prédation industrielle.*
Paris, L'Harmattan, 1986, p206.

Le rapport du professeur Benoît Verhaegen est éclairant à ce point de vue :

« ...Aucune des instances politiques qui participèrent à la décision d'achat n'est réellement concernée par le bon fonctionnement de l'outil et par son impact sur le développement économique. Pour les ministres, c'est la signature du contrat qui marque le point culminant de leurs préoccupations., pour le Président de la République, ce sont la décision initiale et l'inauguration; ... ce qui apparaissait au début comme une décision politique volontariste n'est en réalité que l'expression d'une succession d'intérêts individuels; une fois ceux-ci satisfaits, la volonté étatique est dissoute et l'entreprise abandonnée à elle-même. ... l'effacement de l'État en tant que tuteur de l'entreprise ne supprime pas le caractère bureaucratique et irresponsable de la gestion interne de l'usine »⁴³

Le Congo avait rempli certes sa mission auprès de ses partenaires étrangers à travers les encouragements donnés par des firmes privées et la facilité avec laquelle les banques étrangères ont couvert les risques financiers. Ceux d'Inga-Shaba avaient confirmé le Congo comme un « allié naturel ».

Au cours de la même période 1970-1980 d'autres grands travaux similaires furent entrepris :

1. la construction d'un monument aux héros nationaux à Kinshasa, sorte de tour de 210 mètres de hauteur dont les travaux durèrent six ans avant d'être arrêtés en 1976.
2. l'immeuble d'un centre de commerce international du Zaïre (CCIZ): 30 millions de dollars US, luxueux et sophistiqué, équipements inutilisés du fait des coûts de location et des pannes successives, le bâtiment a été progressivement déserté par les firmes privées pour lesquelles ce centre avait été initialement initié.
3. Une cité de la radio et de télévision à Kinshasa (450 millions de FF).
4. 13 stations de télécommunication par satellite (488 millions de FF).
5. Une ligne des faisceaux hertziens entre Kinshasa et Lubumbashi (42 millions de FF)⁴⁴.

43. B. VERHAEGEN « La Cimenterie Nationale » in « Endettement, Technologies et. Industrialisation au Zaïre (1970-1981), CEDAF, janvier 1983, pp 77-78.

44. J.C WILLAME : Zaïre : l'épopée d'Inga Paris, L'Harmattan, 1986, p26.

Cet amalgame des infrastructures somptuaires fut rendu possible grâce à des investissements extérieurs. Ces travaux soit inachevés, soit inutilisés à ce jour ne permirent pas de sécréter les ressources nécessaires pour faire face à l'économie nationale ni au service de la dette. En effet, en 1970, la majeure partie de la dette publique fut contractée à des conditions commerciales pour financer ces importants projets d'investissements⁴⁵. Une autre vocation fut née, celle de vendre l'électricité à l'Afrique du Sud, le seul débouché possible⁴⁶. Malgré les accords administratifs de principe, cette option n'est pas satisfaite à cause de la situation politique qui ne rassure pas la crédibilité des engagements.

La politique des grands travaux, comme celui du barrage d'Inga, fut une condition nécessaire pour accélérer un processus de développement régional et national au Congo. Malheureusement, l'« industrialisation » qui s'y était produite avait contribué à installer le sous-développement. En termes de planification, cet investissement stratégique au départ, avait provoqué le disfonctionnement d'autres secteurs prioritaires comme l'agriculture, la santé ou l'éducation.. Ces installations qualifiées d'éléphants blancs répondirent à une tendance de plus en plus poussée à des dépenses publiques de prestige.

42. Cléophas KAMITATU MASSAMBA . Zaïre : le pouvoir à la portée du peuple. Paris, L'Harmattan, 1977, p33-35

46. Colette BRAECKMAN. *Le dinosaure .Le Zaïre de Mobutu*. Paris, Fayard, 1991, p227.

Partie 4. Le devenir de l'agriculture de subsistance

À la diversité climatique correspond la diversité des sols cultivables au Congo. Les conditions naturelles permettent aux récoltes de mûrir du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année. Soixante pour cent des congolais habitent la campagne et deux tiers de la population active rurale sont des cultivateurs. Quelles sont donc les difficultés qui ont freiné l'évolution de l'agriculture?

L'agriculture congolaise a été dualiste dès le point de départ : une agriculture traditionnelle et une autre commerciale. L'agriculture traditionnelle comprend des cultures destinées à l'autosubsistance. Elle est extensive, itinérante, sur brûlis. Elle comprend les céréales, les oléagineux, les légumes, les tubercules et les fruits. Les cultures commerciales regroupent le palmier à huile, le coton, le café, la canne à sucre, le tabac et autres⁴⁷. (Figure 1). Seules quelques tribus ont des activités essentiellement pastorales comme les Bakusu et les Bahema.

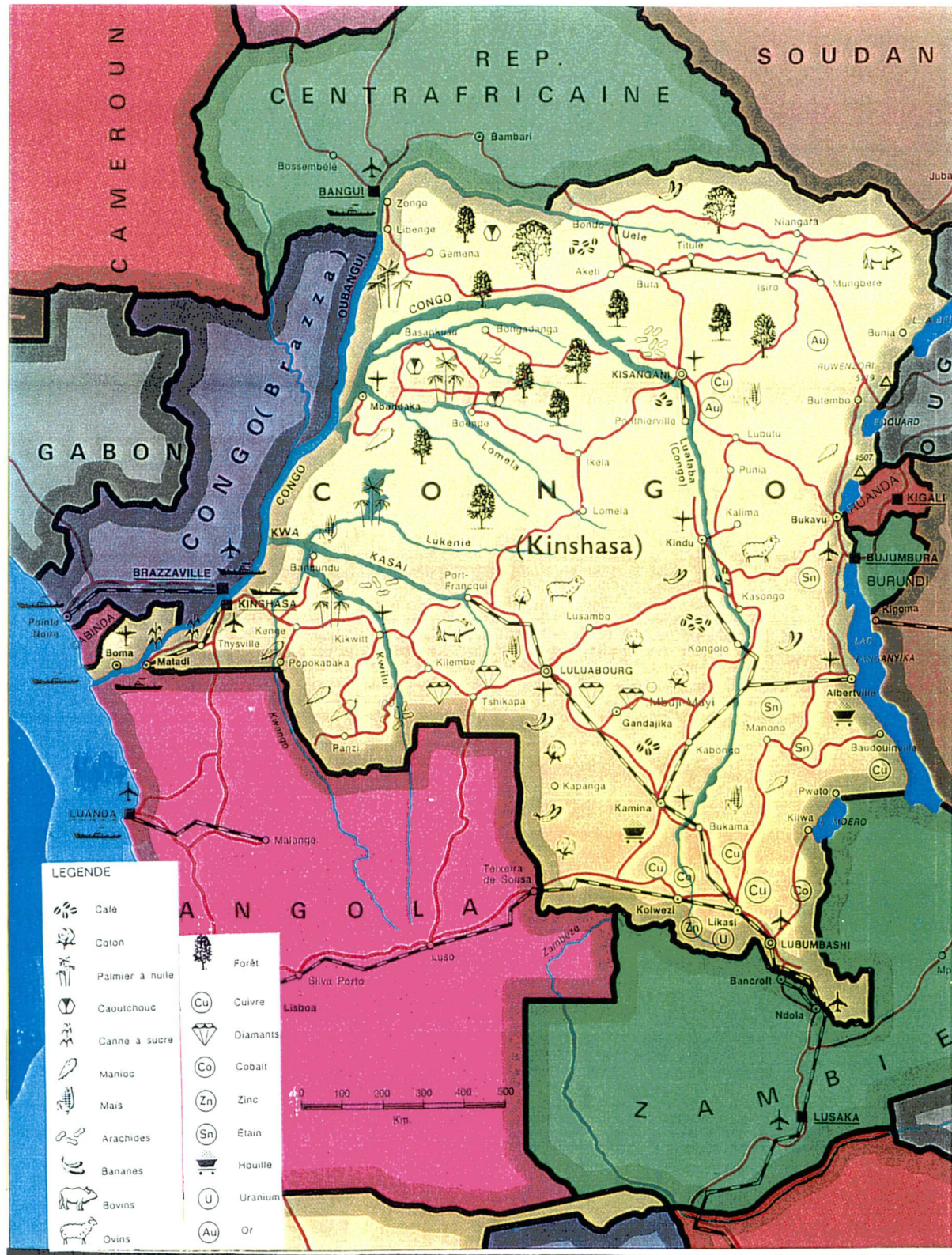
Pendant la colonisation, l'agriculture fut conjointement pratiquée par les colons belges dans les fermes modernes et par les congolais, sous forme, de travaux obligatoires à travers des mesures de coercition principalement pour les cultures de coton, cacao et café. Le secteur agricole rural fut pris en charge par des moniteurs agricoles⁴⁸. Ceux-ci avaient comme mandat de faire des inventaires saisonniers des productions et d'en faire rapport au gouvernement central. Le revenu de l'agriculture couvrait à peu près les besoins de la population et permettait l'acquisition des devises indispensables à l'importation des équipements et à l'entretien du réseau routier et ferroviaire. Le Zaïre détenait un bon palmarès au niveau mondial, ce qui témoignait du bon départ du développement agricole.

Les années 1960-1961, ont connu un exode massif des cadres coloniaux et des colons belges tenant des fermes modernes, vers les grands centres urbains à cause de l'insécurité. La plupart des plantations modernes et des huileries abandonnées furent envahies par la végétation.

47. J. VANDERLINDEN. Op. cit p192-193

48. COMITÉ-ZAÏRE : *Le dossier de la recolonisation*. Paris, L'Harmattan, 1978, p132

Figure 1
CONGO (Kinshasa)
Carte économique¹



1. Afrique 69, N° spécial annuel, publié par Jeune Afrique, p313.

D'une part, les paysans congolais ne voulaient plus entendre parler des travaux forcés, et beaucoup désertèrent les fermes ou les plantations commerciales. Ainsi été compromis le passage des cultures coercitives à l'agriculture « libre ». D'autre part, le travail de bureau semblait attirer les Congolais ayant fait quelques années dans les écoles d'apprentissage professionnel (EAP) ou ayant travaillé aux côtés des blancs. Le dédain vis-à-vis de l'agriculture par certains Congolais « évolués », après le départ des « blancs », eut pour conséquence la disparition des stratégies et de l'organisation des campagnes agricoles. Les premières années de l'indépendance (1960-1965) avaient produit lentement des résultats non négligeables, surtout qu'elles bénéficiaient des structures, projets et équipements agricoles datant de l'époque coloniale.

Lorsque Mobutu avait prit le pouvoir, son discours fut la « révolution-comparaison ». Encouragé par le « Fonds Européens de Développement » (F.E.D), il se lança dans la construction du domaine agro-industriel de la N'sele et proclama 1968 : « année de l'agriculture »⁴⁹. L'« agriculture, priorité des priorités » devint le nouveau thème à partir de 1969. Des tentatives de construction d'autres domaines agro-industriels furent entrepris à Kisanga (Lubumbashi) et à Gbadolite (Équateur). Un effort louable fut initié et entrepris par la production du petit outillage agricole (U.M.A.Z), la vente des semences et des engrais chimiques. La création du parti état en 1967 va attirer l'attention des gouvernants vers la consolidation des structures du parti et la mise en place du personnel affecté à celles-ci. En 1973, la zaïrianisation avait accentué le désordre. La crise s'approfondissait dans l'agriculture où beaucoup d'acquéreurs dont certains qui concentraient souvent deux unités de production ou plus connaissaient mal le travail agricole⁵⁰. Le pays traditionnellement exportateur des produits agricoles, se mit à importer des quantités croissantes de son alimentation (environ un tiers 1975) principalement de l'Afrique du Sud.

49. G. LACLAVERE. : Atlas de la République du Zaïre dans Jeune-Afrique, Paris, 1978

50. COMITÉ-Zaïre. Op. cit. p133

Beaucoup d'acquéreurs étaient intéressés à vendre les restes de stocks invendus par leurs prédécesseurs et ne s'attaquèrent pas à une réorganisation des structures⁵¹. Au point de vue technique, l'agriculture est restée archaïque : la campagne congolaise était restée archaïque tant pour les techniques que pour les plantes. L'arsenal de l'exploitation agricole restait réduit à quelques houes, machettes et haches ne permettant plus la mise en valeur des grandes superficies pour obtenir des forts tonnages. L'archaïsme des méthodes (jachère, sur brûlis) ne pouvait donner que des médiocres résultats⁵².

Le modeste commerce rural organisé pendant l'épisode colonial reposait sur la création d'un réseau des routes quasi toutes carrossables. Les administrations coloniales en avaient besoin pour exercer leur contrôle et pour le commerce. Ces routes, des pistes de terre le plus souvent, pour les entretenir, il avait fallu imposer des corvées aux villageois. À partir de 1979, l'état des infrastructures de communication dont le niveau ne permettait plus à l'approvisionnement de grands centres de consommation, contraignit le pays à recourir aux importations.

Pour la région du Kivu par exemple, qui alimentait Kinshasa en légumes et pommes de terre, les avions petits porteurs n'étaient plus disponibles car ils appartenaient aux petites exploitations des colons qui avaient cessé de produire. La présence de certains fleuves navigables tels le Kwilu, le Kasai ou le fleuve Congo permettait d'atteindre le port de Kinshasa et d'assurer à bon marché le transport des produits agricoles, mais le matériel flottant souffrit du manque d'entretien. Une société d'état, Onatra, assurait au ralenti le transport fluvial⁵³. Le paysan soucieux de rentrer chez-lui avec la récolte n'avait plus d'autre ressource que de la porter sur sa tête. La distance à parcourir aller-retour, la mise à l'abri de sa moisson lui faisait parcourir plus de 100km aller-retour.

51. A. MAAROUF. : Zaïre 1965-1973 (Dossier) dans Jeune-Afrique, No 674, 8 déc 1973, p60-61

52. Hervé BOURGES et Claude WAUTHIER : op. cit p167

53. G. LACLAVERE. : « Le réseau routier » dans Les Atlas Jeune Afrique (République du Zaïre), Paris, Éditions Jeune Afrique, 1978, p60

Le régime foncier traditionnel est l'un des obstacles sociaux à l'évolution de l'agriculture. Le villageois n'est pas détenteur d'un titre de propriété mais d'un droit d'exploitation qui permet de recevoir de la communauté villageoise une parcelle qu'il abandonne au bout de deux ans pour en recevoir une autre.

Ce mécanisme pouvait jouer à l'intérieur d'une large famille, dans des gros villages qui comptent plusieurs familles dont chacune maîtrise un domaine foncier. Un villageois peut défricher une parcelle de brousse ou de forêt, mais cela ne lui confère pas un titre de propriétaire. Après quelques récoltes, il abandonne son défrichement qui appartient toujours au domaine villageois. Le régime de la propriété communautaire garantit l'individu contre l'indigence. Mais il est sûrement un obstacle au progrès technique. Comment un agriculteur pourrait-il investir dans son champ et du travail s'il n'en était pas propriétaire?⁵⁴

Depuis la promulgation de la loi Bakajika en 1973, un seul statut régit théoriquement toutes les terres qui sont la propriété exclusive, inaliénable et imprescriptible de l'État, les exploitations n'en ayant que l'usufruit⁵⁵.

Au point de vue social, l'agriculteur devenait la personne la moins rémunérée par la vente de ses produits. Il manquait de l'argent à acheter les produits manufacturés. Toute la production vivrière était consommée pour assurer l'autosuffisance. On avait donc commencé une agriculture trop peu productrice incapable de répondre à la demande des villes de plus en plus peuplées.

En ce qui concerne les cultures commerciales ou d'exportation, elles sont restées fort au-dessous de ce qu'elles pouvaient produire. L'huile palme, par exemple, est la première huile de consommation au pays. Sa consommation est devenue locale et n'arrive plus à répondre régulièrement au besoin de la population dans son ensemble. Depuis la zaïrianisation, les huileries sont abandonnées et la production d'huile de palme est devenue purement artisanale⁵⁶. Il en est de même pour les plantes sucrières, largement cultivées dans la province du Bas-Congo. La Société sucrière de Kwilu-Ngongo n'en produit une faible quantité.

54. Abdel KADER et F.FAHM. « Agriculture » dans les Atlas Jeune Afrique, Paris 1978, p42.

55. Abdel KADER et F.FAHM. Op. cit. p43.

56. MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL, Rapport de contrôle sur le fonctionnement des plantations d'huile de palme au Kwilu. Cas de Plantations Lever et HPK. Bureau du COMÉTAT Kinshasa, juin 1979.

L'absence de politique officielle des prix sur les marchés avait souvent contribué à déstabiliser les structures de la production agricole locale. L'exemple de ce qui est arrivé en 1985 est très édifiant :

« Des paysans avaient fait une bonne récolte de riz à Bumba (principal producteur), dans la province de l'Équateur. Le riz qui avait été amené à Kinshasa, ne trouva point d'acheteur, car à la même période une aide alimentaire en riz en provenance d'Italie avait inondé le marché. Ce riz d'importation était moins cher et mieux conditionné que le riz local. Le paysan n'a donc pas écoulé son riz et l'année qui a suivi, il a négligé sa production de telle sorte que le riz a manqué sur les marchés. Les produits agricoles étrangers souvent subventionnés font une concurrence déloyale aux produits locaux. Il en est de même du beurre et poulet surgelé d'importation qui coûtent moins cher que la margarine ou le poulet local⁵⁷»

La recherche scientifique était effectuée par l'INÉAC. Elle avait pour mission d'entreprendre la recherche en vue d'assurer la diffusion des techniques nouvelles et fournir des semences sélectionnées dans le but d'augmenter la productivité des exploitations et créer rapidement une classe des petits propriétaires fonciers. Cet établissement et sa vocation avaient disparu. Comment s'attendre donc à des changements? Le manioc, par exemple, tel qu'il était et est cultivé au Congo inspire des inquiétudes. Sa culture obstinée sur des champs non fumés conduit à l'appauvrissement des sols, et la multiplication de virus, bactéries et insectes néfastes à la plante⁵⁸.

L'échec de l'agriculture au Congo est plus attribué au désengagement de l'état. L'importance de l'agriculture à l'indépendance expliquait la volonté des pouvoirs publics de contrôler la production car ils estimaient que l'intervention des opérateurs privés dans la collecte des produits justifiait le souci d'assister et de protéger les masses paysannes relativement pauvres. Cet esprit de travail ne fut pas exploité par la suite.

57. G. MUTAMBA LUKUSA. « *Congo-Zaïre...* », op. cit. p10.

58. J.L. CHALÉARD. « Le manioc, la ville et le paysan » dans *Cahiers des Sciences Humaines*, Bouaké, ORSTOM, 1988, 24, 3 p345-348

Dans le but de contrôler la production et la commercialisation des produits agricoles, des offices furent créés: ONACER (céréales), ONC (Café), ONDE (élevage) et ONCN (caoutchouc).⁵⁹ Le désengagement de l'état s'observait par l'abandon des programmes anciens. L'intervention des offices avait perturbé les circuits de distribution de produits agricoles sans avoir les moyens de s'y substituer: manque de fonds et de moyens de transport. Les chefs d'entreprises étaient devenus plus autonomes par rapport au système congolais. Le choix des priorités internes de ces offices sans une libre collaboration avec les paysans avait imposé un autre fonctionnement agricole. Comme conséquence, en 1974, 63% des quantités de nourriture commercialisée furent importées d'Afrique du sud (viande), de Chine, Italie et des États-Unis (riz), de Zambie (maïs), du Canada (poisson salé), de Belgique (poulets congelés)⁶⁰.

Pour alléger la crise, l'État fit une réactivation du mouvement « Salongo, alinga mosala » dont le but était l'exécution des tâches d'intérêt public par la prestation d'heures de travail gratuites le samedi. Dans les campagnes, ces tâches prirent notamment la forme de travaux agricoles et devinrent un substitut aux cultures obligatoires, principalement parmi les administratifs. Le mouvement salongo s'avéra cependant insuffisant pour mobiliser effectivement les énergies paysannes alors qu'il apparaissait clairement que la zaïrianisation aboutissait simplement à renforcer la position de nouveaux groupes d'intérêts nationaux⁶¹.

La faiblesse du régime Mobutu se remarqua au niveau des crédits agricoles. La banque de crédit agricole (BCA) fut le seul organisme d'état à venir en aide aux agriculteurs.

59. Jean-Philippe PEEMANS. *Le Congo-Zaïre. Au gré du XX^e.s.* Paris, L'Harmattan, 1997, p258

60. COMITÉ-ZAÏRE. *Op. Cit.* p134

61. J.P. PEEMANS. *Le Congo-Zaïre. Au gré du XX^e.s.* Paris, L'Harmattan, 1997, p247-259

Les crédits étaient accordés à des personnes influentes, au détriment de « vrais agriculteurs et paysans » qui exerçaient qu'une influence très limitée sur les politiques nationales. La faillite était dû au non remboursement des crédits par les emprunteurs⁶². De là résultèrent également des difficultés d'encadrements sociaux et isolement des paysans. Il faut reconnaître que sans les crédits agricoles, le paysan congolais fut incapable de faire face aux grandes entreprises spécialisées dans les cultures d'exportation. Les efforts des organisations non gouvernementales consistaient à proposer des modifications des techniques de production, des améliorations sanitaires mais savaient qu'il était imprudent de s'attaquer aux encadrements, de prôner la propriété privée, de combattre le rôle des chefs de terres. Elles ne disposaient pas de moyens d'intervenir dans l'organisation sociale.

Le délaissement du milieu rural productif en faveur de la concentration à Kinshasa, était évidente à cause du désengagement de l'état. Dans une interview que Mobutu avait accordé à un journaliste de Washington Post, on pouvait lire cet aveu :

« Il est vrai que, malgré nos efforts pour relancer l'agriculture, 90% des importations réalisées par le pays restent à Kinshasa et n'atteignent pas l'intérieur »⁶³

C'est pourquoi on remarqua d'intenses activités de culture des légumes, par les femmes, dans un rayon de cinquante kilomètres autour de Kinshasa. Mais elles ne furent pas en mesure de réduire la crise alimentaire qui avait attaqué Kinshasa et le pays en général en plus du chômage qui avait atteint des proportions inquiétantes. En 1988, la Banque mondiale estimait que 42% de la population souffraient d'insécurité alimentaire et qu'une malnutrition globale de 30 à 40% des cas (surtout chez les femmes et enfants) était révélée (World Bank, 1988).

62. CONFÉRENCE NATIONALE SOUVERAINE. République du Zaïre « Commission des biens mal acquis », septembre 1992, p52.

63. Washington Post du 1^{er} juillet 1976, repris par Herald Tribune du 9 juillet 1976.

Parlant de l'agriculture dans les pays en voie de développement, les recommandations de René Dumont en 1962, devaient être utiles pour l'agriculture congolaise. L'auteur avait insisté sur l'application d'un développement agricole décolonisé à trois dimensions: 1. la réduction des importations des denrées alimentaires, 2. L'amélioration de l'alimentation et 3. L'expansion des cultures industrielles, indispensables à l'accession progressive des pays africains à l'économie d'échange⁶⁴.

Les stratégies se multiplièrent pour relancer l'agriculture. On peut citer le « Plan Mobutu » de 1978 à 1979, le PAM (programme agricole minimum) en 1980 ou encore le programme d'investissement agricole en 1982-1984. Dans le plan Mobutu de relance économique de 1981-1983, le budget alloué à l'agriculture était de 950 millions de Zaïres sur 6867 millions de Zaïres⁶⁵. Ces projets se succédèrent sans succès, ayant répondu le plus souvent à résoudre uniquement chaque crise et ses caractéristiques. Les fonds alloués par des organismes internationaux étaient généralement utilisés à d'autres fins.

L'agriculture et le développement agricole au Congo ont donc souffert pendant plus de trois décennies d'une incapacité à adapter les moyens aux objectifs, d'organiser efficacement les activités des paysans. Le secteur agricole autochtone a été pendant longtemps moins intégré au secteur commercial, avait fonctionné dans contraintes administratives et financières. L'échec était de plus en plus prévisible à partir des conditions techniques et administratives internes incohérentes. Les conditions sociales de l'agriculteur, qui lui-même ne fut pas au centre du « développement », se dégradèrent au même rythme que la crise agricole.

64. René DUMONT. *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Éditions du Seuil, 1969, p101-104

65. « Plan Mobutu de relance économique » paru dans Jeune-Afrique Spécial, No 1168, du 25 mai 1983, p176

Partie 5. Le sous financement des services : cas de la santé publique

Lorsque nous parlons de santé, nous voulons parler d'abord du fonctionnement de l'appareil médical, du fonctionnement des établissements hospitaliers et de la nature des soins administrés aux malades.

Avant l'indépendance, les systèmes de santé belges étaient équipés pour fournir des soins cliniques à une petite fraction de la population. Les hôpitaux avaient été construits pour servir l'administration coloniale et les dispensaires ruraux avaient pour la plupart été établis dans le cadre des activités missionnaires protestantes, catholiques. Le régime belge s'était soucié de lutter contre les maladies endémiques telles la tuberculose, le paludisme, la trypanosomiase et la lèpre qui formèrent la catégorie des questions prioritaires pour les autochtones⁶⁶. L'éducation sanitaire et la nutrition figuraient au rang second. En quoi avait consisté le bilan belge de l'effort sanitaire? À la veille de l'indépendance, il existait 2500 hôpitaux, maternités et dispensaires, un médecin pour 20000 habitants, un auxiliaire médical européen pour 11000 personnes et un auxiliaire médical africain pour 3000. L'effort financier se traduisait par 12% du budget du Congo affecté à la santé publique⁶⁷

Le fonctionnement de la santé publique était composé des services parastataux, des instituts pour la recherche scientifique, et des services médicaux privés relevant pour la plupart des fondations médicales des universités belges telles FORÉAMI, FOMULAC, CEMUBAC⁶⁸. Dans les milieux ruraux, le service médical de l'état était sous le contrôle des œuvres missionnaires qui avaient la facilité de se rendre à courte et longue distance et dans des endroits difficilement accessibles. C'est dans les villages favorables aux cultes que les missionnaires installaient les dispensaires.

66. Robert CORNEVIN *Des origines à la République démocratique du Congo*. Paris, Berger Levrault, 1970, p214-215

67. « Les Services de santé au Zaïre » paru dans « LE ZAÏRE EN QUESTION » Entraide missionnaire, La Table des concertations des Droits Humains au Zaïre, Montréal, janvier 1991.

68. Robert CORNEVIN. Op. cit . p215

Jusqu'en 1963, la politique belge de santé a pu obtenir des résultats satisfaisants car le système de santé était décentralisé, chaque centre étant pourvu des médicaments, et assurant le salaire des infirmiers. Les populations rurales étaient attirées et motivées à recevoir des soins de santé primaires (vaccinations) et dans des milieux enclavés, les villageois parcouraient des distances car ils en étaient sûrs⁶⁹. Des agents transportaient les médicaments et accompagnaient les infirmiers itinérants dans leur tournée entre les « cercles médicaux ». On a pu dire que c'était dans un but intéressé, quant à la Belgique, pour se procurer de la main-d'œuvre. Les structures du système de santé n'étaient pas toutes adéquates mais le résultat était tout de même le bien-être et la santé des Congolais.

Comment est-ce que la situation s'était-elle détériorée?

Les années 1962 à 1964 ont connu une rébellion interne à caractère tribal entre partis politiques à caractère tribal. En l'absence d'un maintien d'ordre suffisant en campagne, des dispensaires furent saccagés et des matériels des hôpitaux vandalisés ou pillés. Les malades avaient déserté les hôpitaux et des missions médicales furent empêchées d'exercer leur métier. Les assistants médicaux étrangers avaient quitté la campagne pour se réfugier en ville.

En 1977, les statistiques présentaient : 318 hôpitaux avec 52000 lits environ 68 hôpitaux d'état, 95 de missions et 63 de sociétés privées. On comptait également 391 maternités et 3881 dispensaires, 86 léproseries, 8 sanatoriums et 4 hôpitaux psychiatriques. Au niveau régional, des disparités furent très remarquables déjà à partir de 1970. La ville de Kinshasa rassemblant 7% de la population congolaise regroupait 45% des médecins de l'ensemble du pays. La province du Bas-Zaïre et du Shaba représentaient largement un effectif élevé par rapport à d'autres⁷⁰.

69. L. KALONJI. « Vanga : un grand village communautaire » dans *Afrique Chrétienne*, No 31, Éditions Missionnaires Saint Paul, Kinshasa, 1971, p14-15

70. Siradiou DIALLO. *Le Zaïre aujourd'hui*, Éditions Jeune-Afrique, 1977, p153.

Les ressources financières accordées par l'État à l'action sanitaire n'ont cessé de diminuer. En 1980, on accordait 2,5% du budget total à la santé. En 1988, on n'en accordait plus que 0,7%. En 1985, le budget du ministère de la santé équivalait à une dépense de 0,50 \$ / habitant / an. Les médecins du Congo soulignèrent, au début de 1990, que ce budget n'allouait plus à chaque zaïrois que 0,30 \$ par an, alors que la moyenne en Afrique était de 2,00\$. Le budget alloué à la santé publique était insignifiante: en 1990 les dépenses publiques pour la santé avaient représenté 0,8% du PNB contre 2,4% en 1960 alors que le budget alloué au président de la République était de l'ordre de 18% du budget total de l'état⁷¹.

Dans les hôpitaux on déplorait le manque d'équipements de laboratoire, la sous-utilisation des lits : les médecins demandaient à leurs patients de faire souvent appel aux hôpitaux privés et certains installaient dans le cabinet médical leur propre équipement. Les malades étaient obligés d'apporter leur propre matériel : médicament, sérums, bistouris, fil, aiguille, seringues et outils nécessaires en cas d'opération.

La situation était critique dès 1990 dans le milieu rural. Les dispensaires d'état ne fonctionnaient plus par manque de médicaments et par découragement des infirmiers. Seuls les centres sous contrôle du clergé continuaient à assurer les soins aux malades. L'état a fallu à l'organisation du fonctionnement de son réseau médical, par l'irrégularité des approvisionnements. Les maladies qui exigeaient des soins de longue durée et des médicaments coûteux n'étaient plus soignés compte tenu de la pauvreté des villageois. Le salaire des agents médicaux était une des conditions d'existence des centres hospitaliers. Un médecin ne pouvait pas vivre avec son salaire, encore moins un infirmier⁷². Une conséquence de l'insuffisance des salaires fut que des services importants tel celui de l'hygiène était devenu un moyen de taxer la population: on ne s'y préoccupait pratiquement plus d'hygiène mais de récolter de l'argent pour survivre.

71. LE ZAÏRE EN QUESTION, Les services de santé au Zaïre, Op. cit. Chap. IV, p6

72. Ibidem, p6-7

Avec le système de gouvernement central, la transmission des listes de paie du ministère des finances à Kinshasa pouvait prendre deux à trois mois avant d'atteindre le milieu rural. Cette irrégularité de paiement des agents médicaux avait conduit certains médecins de campagne à payer leurs agents et à se considérer plus tard autonomes.

Guillaume NGEFA précise à ce sujet :

« ...À l'hôpital général de Kikwit (province de Bandundu), il est enregistré en moyenne cinq indigents par jour, parmi lesquels des fonctionnaires de l'État incapables d'acquitter la facture des soins. Environ 1825 indigents sont signalés chaque année dans cet hôpital qui enregistre en outre 5 à 10 cas de « fuite » par semaine, c'est-à-dire des malades se soustraient de l'hôpital par faute d'argent après avoir bénéficié des soins »

« ... Les recettes à cet hôpital se chiffrent en moyenne à 700000 NZ (monnaie locale) par mois, dont la totalité est immédiatement distribuée, sous forme de « primes » au personnel de l'hôpital : un administrateur, 4 agents, 2 médecins et 200 infirmiers. Seuls ces primes font maintenir à leur poste les membres du personnel dont le salaire est dérisoire. Dans ces conditions, il ne reste pratiquement plus rien pour les frais d'administration ou d'entretien »⁷³.

Au point de vue administratif, le système de santé comportait de nombreuses lacunes en matière de fonctionnement. En campagne, un hôpital était géré de manière autonome par un médecin. Celui-ci payait son personnel en cas de crise et se « servait » lui-même en plus de son salaire. En ville, le médecin était payé directement par l'état, ne bénéficiant pas des mêmes avantages que ses collègues de régions. Cette situation poussait les médecins non pas à aller en campagne mais à augmenter le tarif des honoraires en tenant compte du rang social des malades. L'autofinancement des hôpitaux était difficile à envisager. Le système de paiement non informatisé, ou sur « liste » mensuelle, avait permis d'insérer des noms d'agents fictifs, par la complicité des médecins, les agents des ministères et les comptables d'état.

73. Guillaume NGEFA, « Droits à la santé : les hôpitaux de la misère » dans Information- AZADHO (Association Zaïroise des droits de l'homme), Kinshasa, janvier 1996, No19

Les sommes allouées aux agents fictifs pouvaient être égales ou supérieures à l'ensemble du personnel d'une entité médical. Il faut souligner ici que souvent les frais d'hospitalisation des malades n'étaient souvent ni enregistrés ni versés au bon endroit. La santé publique jugeait à son tour inutile de financer le service médical pour lequel il n'y avait pas de recettes financières.

Par contre à partir des années 1975, compte tenu du niveau de barème salarial accordé aux agents de la fonction publique, le gouvernement zaïrois avait instauré le système de la carte d' « ayant-droit » (une sorte d'assurance maladie) qui accordait la gratuité des soins médicaux (évidemment pris en charge par l'état). Pendant les années où cette carte fut en vigueur, les hôpitaux furent vidés de quelques médicaments qui s'y trouvaient car les administrations responsables confectionnaient cette carte pour tous les « zaïrois » agents de la fonction publique ou d'entreprises privées. Cette fraude généralisée fut aussi à l'origine d'un désordre caractérisé.

Le système administratif colonial était marqué par une décentralisation régionale ou provinciale, mais avec un contrôle soutenu par le gouvernement central. Le système centralisé en vigueur pendant le régime Mobutu fut un handicap pour les services médicaux régionaux relativement à certaines épidémies qui nécessitaient une étude urgente et un financement immédiat. Souvent, la mise en doute des compétences régionales amenaient les médecins ruraux à attendre l'arrivée des délégations de Kinshasa après plusieurs mois alors que l'épidémie avait déjà pris de l'ampleur⁷⁴.

En ce qui concerne l'approvisionnement en produits pharmaceutiques, tous les hôpitaux d'état et des missions dépendaient du dépôt central du matériel pharmaceutique (DCMP) et de deux autres centres reconnus officiellement Pharmaf et Cophaco⁷⁵.

74. Toengaho LUKUNDO. : « La gestion des agents de la fonction publique dans le Haut-Zaïre » dans Zaïre-Afrique, No 252, Kinshasa, CEPAS, février 1991, p90.

75. Jean LAGRAULET. « Santé » dans le Zaïre aujourd'hui, 1975

La distribution « politisée » rendait difficile l'accès aux hôpitaux de campagnes où les besoins étaient plus nombreux et urgents. Lorsque, par exemple, un centre médical était implanté dans la région d'un « responsable politique », celui-ci jouissait de sa fonction pour accélérer ou donner un ordre de livraison rapide de médicaments ou matériel d'hôpital. Le plus souvent, les zones urbaines et industrielles (Kasaï, Katanga) où les habitants avaient généralement des revenus plus élevés étaient favorisées. Dans bien de circonstances, les produits pharmaceutiques étaient servis aux cliniques privées des médecins influents dont le coût des soins médicaux des patients était plus élevé que dans les hôpitaux d'état.

À l'époque coloniale, les recherches médicales étaient très encouragées pour découvrir les moyens efficaces à faire face à certaines épidémies et les informations à donner aux populations. La rougeole, la dysenterie, la variole furent combattues grâce à de nombreuses études. Le régime Mobutu avait donné peu d'importance au financement de telles activités. Dans les grandes villes, seules les « cliniques universitaires » ou privées pouvaient présenter un suivi intéressant de malades. À l'exemple de la seule ville de Kinshasa, le Centre d'études biomédicales de l'université de Kinshasa fonctionne au ralenti par manque de fonds. L'institut national de recherches biomédicales (INRB) à caractère privé, est le seul viable. La médecine préventive, la protection maternelle, infantile et l'éducation sanitaire ont jusqu'aujourd'hui trouvé leur place uniquement dans les centres de santé appartenant aux services des missions religieuses⁷⁶.

Le sous-financement de la santé publique avait en outre contribué à la multiplication des cabinets et cliniques privées, créés par des médecins avec cumul des fonctions. Le plus souvent ces installations n'étaient pas équipées. Ce qui était déplorable fut l'ambiguïté des critères de délivrance des documents officiels, l'absence de vérification des titres universitaires et d'ancienneté dans le métier. Le privé était compris comme un relèvement miracle pour le service médical en ville alors que les paysans le qualifiaient d'une entreprise d'exploitation au niveau des tarifs.

76. MUTEBA TSHITENGE . *Zaire : Combat pour la deuxième république*. Paris, L'Harmattan, 1985, p11

D'autre part la crise de la santé publique a provoqué officiellement l'évolution et l'implantation de la médecine traditionnelle et de la pharmacopée. Pour des raisons de coût et d'attente sans limites dans les hôpitaux publics, de nombreux patients ont préféré se faire soigner à l'aide des plantes venant directement de la forêt⁷⁷. Certaines maladies ont pu y trouver temporairement de solution. Les guérisseurs ont le plus souvent un bas niveau de scolarité. Le dosage, la durée des soins, le manque d'inspection médicale appropriée, sont aussi parmi les difficultés rencontrées par la médecine traditionnelle. Quant aux frais exigés, ils sont relatifs au statut social ou à l'appartenance ethnique. L'état pourtant, reconnaît et encourage l'exercice de la médecine traditionnelle alors que les guérisseurs traditionnels n'ont aucune représentation juridique.

L'habitat est un des facteurs important à la santé des populations au Congo. Beaucoup de personnes vivent dans les bidonvilles construits le long des cours d'eau urbains et des terrains glissants pour éviter au contrôle de l'état. Jadis, il y avait les services d'hygiène pour le contrôle mensuel des toilettes. Celles-ci sont construites le plus souvent derrière la maison et ne sont reliées à aucun système d'évacuation publique. C'est dans ces agglomérations que naissent et se propagent de nombreuses maladies.

Les observations qui précèdent ont démontré combien la politique de santé après l'indépendance n'a pas apporté des transformations positives au sein des populations. La politique de santé en vigueur, difficile à décrire, n'avait pas pris en considération le facteur économique ni l'évolution démographique du pays. La santé n'était plus retenue parmi les préoccupations de gouvernement. Les malades s'occupaient des outils et matériel d'hospitalisation⁷⁸ Son administration centralisée avait freiné le plus souvent l'exécution des programmes régionaux d'urgence.

77. SIRADIOU DIALLO : « Docteur authentique » (Médecine traditionnelle) dans *Le Zaïre aujourd'hui*, Éditions Jeune Afrique, 1975, p85

78. Colette BRAECKMAN : Op.cit. p271

Partie 6. Le secteur informel

Le centre chrétien d'action pour dirigeants et cadres d'entreprises au Congo (Cadicec, Zaïre), souligne que le développement du secteur informel, d'économie non enregistrée, non officielle ou illégale, date des années 1970. Le zaïrois a commencé à sentir la dégradation de son niveau de vie à la suite d'une augmentation de chômage qui pesait sur les milieux urbains, entre autre à cause de l'exode rural. Les entreprises s'avèrent insuffisantes pour procurer l'emploi aux jeunes gens.

Les études de De Herdt et Marysse avaient estimé que la part de l'informel dans le PIB commercialisé global était passée de 10% en 1968 à 50% en 1990. L'enquête réalisée par l'Institut national de statistique (INS) avait révélé, entre 1988 et 1989, que 54% des biens industriels et 12% des services étaient produits de manière informelle. Le secteur informel avait crû durant 1984-1989 et que le nombre d'entreprises de ce secteur aurait augmenté de 485 environ, soit une augmentation de 3%⁷⁹. Par son étude menée dans le secteur artisanal, Marc Pain avait révélé que les tailleurs des ateliers de confection et les cordonniers représentaient 2905 unités soit 58,0% de tous les ateliers. Dans l'industrie alimentaire les moulins et boulangeries atteignaient 446 unités, soit 7 % du secteur artisanal et commercial. Les garages et ateliers de carrosserie représentaient 23,3% et 27,5% de l'ensemble du secteur artisanal⁸⁰.

Les résultats des enquêtes ont conduit à déduire que l'équilibre du système social congolais était en grande partie directement ou indirectement assuré par le secteur informel.

79. Tom DE HERDT et S. MARYSSE : L'économie informelle au Zaïre : (sur)vie et pauvreté dans la période de transition, No 21-22. Paris, L'Harmattan, 1996, p 92-93

80. Op. cit . p24

Ce secteur informel zaïrois, peut être divisé en trois groupes : le premier est constitué d'activités économiques organisées au sein de la famille étendue (commerçants ambulants, personnel domestique), le second groupe comprend des activités artisanales qui reposent sur des technologies très peu avancées (cordonnier, tailleur, boulanger du quartier) et le troisième comprend des activités non contrôlées par l'état, rentables et qui favorisent l'accumulation économique au niveau individuel. Les rémunérations devenues furent complétées par des revenus complémentaires à partir des occupations et commerces occasionnels de l'épouse et des enfants, des cultures familiales, des apports de la famille élargie restée en milieu rural, et par la solidarité familiale urbaine, etc. Le secteur informel a constitué et est devenu le monde économique le plus important dont vit la majeure partie de la population congolaise⁸¹.

Comment ce secteur s'est-il formé jusqu'à s'implanter et devenir une forme de commerce et survie. Après les réformes économiques de 1973-74 : des emplois étaient tombés, la ville fut envahie par les ruraux à la recherche du travail. Le petit commerce avait pris place le long des rues, chaque famille exposait des pains, bananes, légumes, des cossettes de manioc en détail ou des arachides dans le but de pourvoir à ses besoins. Partout dans les centres urbains s'installaient des tailleurs, des coiffeurs, des cireurs de chaussures. Le prix fixé était le plus souvent le moins cher que celui des magasins officiels. Ces économies de type familial n'étaient pas frappées par des mesures administratives de paiement de taxes.

Janet Mac Gaffey écrit à ce propos :

«...Presque personne ne gagne le minimum vital. À Lubumbashi, en 1982, il fallait 1000 zaïres pour acheter les produits de première nécessité pour un mois, mais un commis ne gagnait que 115 zaïres et un administrateur de rang élevé, par exemple un directeur régional ou un chef de division, gagnait seulement 832 zaïres. Pour ne pas mourir de faim, il est nécessaire de trouver des sources de revenu autres que celles fournies par le secteur formel salarié. On gagne sa vie en occupant un ou deux postes rémunérés et en participant à une activité quelconque de la 'deuxième économie'»⁸²

81. Caroline DUMAY : « Vide politique à Kinshasa » dans LIBÉRATION, Kinshasa, 27 sept. 1991, p133.343

82. Janet Mac GAFFEY : On se débrouille : Réflexions sur la « deuxième économie ». Traduit de l'anglais par A. Mullings, dans *Le Zaïre à l'épreuve immédiate* de J. Tshonda Omasombo, Paris, Karthala, p151.

D'autres activités qui exigeaient des installations fixes se sont développées : les salons de coiffure, de confection, de cordonneries, etc (Tableau 5). Il est frappant de constater qu'un cireur de chaussures pouvait gagner jusqu'à 200\$ par mois, tandis qu'un colonel n'en gagnait officiellement que 50\$ (situation de 1990). Si le colonel vivait cependant beaucoup mieux que le cireur de chaussures, c'est qu'il utilisait sa position formelle pour accaparer de l'argent dans le secteur informel⁸³. Il en est de même des constructeurs de maison, des tailleurs ou des cordonniers. Ces domaines ont fourni des rémunérations égales ou parfois supérieures au salaire minimum en vigueur. Le secteur informel est approvisionné par des entreprises qui lui fournissent la viande, les poissons salés, les appareils ménagers et autres articles les plus courants vendus à travers les petits marchés. C'est ce circuit de commerce au détail qui alimente les populations, le commerce officiel ayant des difficultés d'importations de marchandises.

Le secteur informel a englobé par la suite bon nombre d'entreprises privées de commerce. Tous ces commerces travaillent dans l'illégalité, ne payent ni taxes ni impôt et échappent au contrôle de l'état. La corruption des agents de services responsables de contrôle avait abouti à être considérée comme la meilleure façon de maintenir son petit commerce. L'incapacité de l'état à prendre de mesures publiques correctives avait favorisé son inefficacité sur le terrain⁸⁴. S'il y avait des activités qui ne rapportaient pas grande chose comme les petites économies familiales, par contre d'autres obéissaient à un processus de développement de type évolutif où l'accumulation du capital et le revenu moyen évoluaient sensiblement⁸⁵.

Des responsables politiques, ont aussi trouvé dans l'économie informelle un moyen de s'enrichir par le biais des véhicules de transport de personnes et de marchandises, des hôtels, des débits de boissons, des étalages d'articles de bureaux ou de matériel électrique qu'ils ont activé le secteur informel. Le salaire est un minimum qui vient compléter leur revenu mensuel.

83. Tom De HERDT et S. MARYSSE. Op. cit p33, p75

84. Goran HYDEN et M. BRATTON. *Gouverner l'Afrique*. Manille, Nouveaux Horizons, 1993, p351

85. Tom De HERDT et S. MARYSSE. Op. cit, p29

Tableau 5

Capital initial des entreprises du secteur non structuré de Kinshasa 1984

| | Capital initial (FB) | % entr. Capital < 8000 | % entr. Capital 8000 – 16000 | % entr. Capital 16000 – 48000 | % entr. capital >48000 | Nombre d'entreprise |
|-------------------------|-------------------------|------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------|------------------------|
| PRODUCTION | 15700 | 52 | 25 | 16 | 7 | 282 |
| Tailleurs | 16877 | 46 | 27 | 18 | 8 | 190 |
| at. métalliques | 2559 | 44 | 24 | 20 | 12 | 25 |
| Boulangers | 47981 | 0 | 0 | 0 | 100 | 2 |
| Briqueteries | 7997 | 100 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Cordonniers | 7997 | 100 | 0 | 0 | 0 | 17 |
| Imprimeries | 17326 | 33 | 33 | 33 | 0 | 3 |
| Menuiseries | 10972 | 72 | 19 | 9 | 0 | 43 |
| RÉPARATION | 10577 | 82 | 10 | 6 | 2 | 62 |
| Garage | 8157 | 96 | 4 | 0 | 0 | 25 |
| at. réparation | 11796 | 79 | 11 | 5 | 5 | 19 |
| Chargeurs batterie | 10796 | 80 | 10 | 10 | 0 | 10 |
| Quado | 14994 | 50 | 25 | 25 | 0 | 8 |
| SERVICES | 34305 | 21 | 110 | 11 | 58 | 157 |
| Hôtels | 46105 | 2 | 2 | 2 | 94 | 49 |
| Boulangers | 31132 | 24 | 14 | 14 | 48 | 21 |
| Moulins | 43412 | 0 | 0 | 29 | 71 | 35 |
| Restaurants | 7997 | 100 | 0 | 0 | 0 | 20 |
| Coiffeurs | 15232 | 33 | 48 | 14 | 5 | 21 |
| Studios photo | 43255 | 0 | 9 | 9 | 82 | 11 |
| ARTISANATS D'ART | 18278 | 71 | 0 | 7 | 21 | 14 |
| Artisans d'art | 7997 | 100 | 0 | 0 | 0 | 10 |
| Impressarios | 43983 | 0 | 0 | 25 | 75 | 4 |
| TOTAL | 20854 | 47 | 17 | 13 | 23 | 515 |

* Tout le capital initial a été calculé en zaïres constants de 1984, et ensuite converti en FB au taux de change 36.129 Z = 1 \$ US et 57,784 FB = 1 \$ US (IMF 1992).

Source :

Tom De HERDT et Stefaan MARYSSE : *L'économie informelle au Zaïre : Sur(vie) et pauvreté dans la période de transition*. Paris, L'Harmattan, 1996, p100.

Toutes les transactions commerciales passent désormais sous la table. C'est de cette façon que ce secteur s'est développé en devenant plus actif que l'« économie officielle » car il a bénéficié de la complicité même de ceux qui font la loi. Dans son discours du 25 novembre 1977, Mobutu a souligné ces pratiques en ces termes :

« ... de retour d'un voyage lucratif à l'étranger, entièrement payé et souvent *surpayé* par les deniers publics, tel cadre du Parti arrive à l'aéroport de N'djili avec la valise et les malles pleines d'objets de luxe importés et brandissant ses titres pour échapper aux formalités douanières »⁸⁶.

L'informel s'est étendu aussi au réseau de vente et d'exportation des minerais. Après les mesures de 1973-1974 et la fermeture de certaines mines de diamant dans la région du Kasai par exemple, à cause des difficultés financières, les ouvriers mis en chômage s'adonnèrent à l'extraction artisanale de diamant et de l'or et à la vente illégale du café le long des frontières. Ceci avait occasionné de façon intensive la fraude et aboutit à la création des comptoirs d'achat et de vente des minerais précieux. Dans son étude à ce sujet, De Herdt avait souligné que pour la période de 1975-1979, on estimait la contre bande de café à \$ 300 millions par an tandis qu'en 1990 elle représentait \$ 56 à 112 millions⁸⁷.

Cette pratique se généralisa à travers la santé, l'éducation et créa en leur sein toutes pratiques relatives au secteur informel, plus rémunératrices que par la voie « officielle ». Mobutu l'avait précisé en ces termes lapidaires :

« Tout se vend et tout s'achète dans ce pays. Et dans ce trafic, le moindre accès au pouvoir public constitue un véritable instrument d'échange, convertible dans l'acquisition illicite de monnaie ou d'autres biens, dans l'évasion de toutes sortes d'obligations »⁸⁸.

Les activités non enregistrées ont donc supplanté l'économie formelle ou nationale. Elles sont parties de la sphère domestique jusqu'à une dynamique « macro-économique ». Elles représentent pratiquement le type de fonctionnement de la société congolaise.

86. MOBUTU Sese Seko : Discours du 2ème Congrès ordinaire du MPR, Publication du MPR, Kinshasa, République du Zaïre, 25 novembre 1977, p12.

87. Tom De HERDT et S. MARYSSE : Op. cit p30.

88. MOBUTU Sese Seko : Op. cit. p12.

L'économie informelle était devenue un facteur de « sécurité sociale » pour les démunis et les salariés, sans pour autant apporter des changements spectaculaires ni remplacer la véritable économie⁸⁹. Cette façon de faire a retiré à l'état tout moyen d'organisation vers une « croissance économique ». Cette économie informelle a contribué pourtant à l'accumulation du capital mais non comptabilisé dans les finances de l'état. C'est toute une manipulation qui a emporté et désorienté le système de production ou de vente plus au bénéfice des individus que d'une nation.

À court terme et sur le plan interne cette économie illégale a satisfait aux exigences de la société, mais à long terme, elle a constitué une véritable source d'appauvrissement et de désintégration de l'économie congolaise. C'est une fraude qui s'associe aux caractères de pillage, sans aucun critère de rentabilité pour le seul bénéfice des trafiquants⁹⁰

Les responsables, à tous les niveaux, ont donc encouragé la mise sur pied des facteurs négatifs au développement pendant des décennies: marginalité, pillage, commerce au noir etc. Dans le contexte de croissance rapide, le secteur informel était vu comme le repère de prédilection du sous emploi, caractérisé par des faibles revenus qu'il fallait résorber. Son appréciation était basée sur les besoins de l'individu et non sur l'activité économique.

Pour son décollage économique, le Congo ne peut pas compter sur le secteur informel. Mais il est tout autant vrai et réaliste qu'aujourd'hui, considéré comme un secteur marginal, le secteur informel est devenu un obstacle certain à résoudre pour activer les engrenages au développement. La capacité de promouvoir à long terme un groupe de petits entrepreneurs répondant aux besoins d'une population croissante a été paralysée. Perpétuer le système informel, c'est entretenir un développement négatif. C'est le cas du Congo.

89. Tom De HERDT et S. MARYSSE. Op. cit. p26

90. Goran HYDEN et M. BRATTON. Op. cit. p355-357

Conclusion et diagnostic personnel

À la proclamation de l'indépendance en 1960, le Congo avait connu un gouvernement de type parlementaire jusqu'en 1965, qui avait bénéficié des structures administratives coloniales et d'une gestion de pouvoir recherchant l'ouverture économique en dépit des troubles politiques. De 1965 à 1990 et au-delà, le régime Mobutu a été caractérisé par une multitude de «compositions ministérielles». Leurs membres allant jusqu'à exercer leur fonction pendant trois mois, six mois ou plus.

Des changements qui interviennent à chaque matin ont multiplié les nouveaux programmes, des hommes nouveaux, les nouveaux investissements. Comme conséquence, l'unité nationale prônée à l'indépendance a déjà commencé à s'effriter vers le milieu du règne de Mobutu.

Les faits ne permettent pas de parler d'un « take-off » (décollage) de développement au Congo. L'action même de développement est sérieusement remise en question. La classe dirigeante congolaise croit nécessaire, pour justifier ses pouvoirs et privilèges de tenir un discours, qui ne correspond pas à la réalité, et de poursuivre une destruction au nom des nécessités du développement. Cette classe dirigeante étouffe les initiatives des populations.

Un constat amer s'exprime à travers les facteurs suivants non exhaustifs qui ont caractérisé l'état congolais pendant trois décennies : le non respect du bien public, la mauvaise gestion des finances publiques, des programmes commencés et inachevés, la politique des travaux très coûteux et luxueux, la corruption, le vol et le détournement des biens publics.

Ces facteurs ont engendré, par leur usage, un ensemble d'«inégalités sociales» entre les responsables politiques et les populations. À mon avis, la cause la plus profonde qui a joué un rôle majeur dans l'affaiblissement et la destruction des institutions est le moral (très bas) des responsables qui poursuivent leurs intérêts personnels d'une part, et d'autre part celui des populations très touchées par le comportement des élites dont cet «état d'esprit » a conduit à imiter les élites, à agir comme eux tout en affichant un sentiment de vengeance accès sur la destruction des biens publics.

Le développement au Congo doit évoquer à la fois un idéal et une attitude. Comme idéal, il signifie un état de changement, de bonheur voulu et désiré par la communauté. Comme attitude, il doit traduire le comportement que les membres de la communauté doivent avoir pour matérialiser l'idéal de bonheur qu'ils se sont fixé. C'est à partir de ces éléments que le développement pourrait être défini dans un contexte socio-culturel déterminé. Le sous-développement (le développement négatif) est le résultat de la façon dont « les libertés ont été matérialisées ».

Le développement doit se faire à partir d'organismes historiques existants, avec leur échelle des valeurs, leurs traditions, leurs institutions, leur structure morale et leur support spirituel. Le sous développement découle donc d'un projet de société soit non entretenu soit inexistant. Les pillages, la crise alimentaire, les soulèvements populaires, de la corruption des inspecteurs des finances en sont des exemples.

La « modernisation » du pays par un ensemble des grandes constructions a révélé un effort effectif. Malheureusement ces monuments somptuaires très coûteux ont été adaptés aux conditions prévalant en occident qu'à celles existant au Congo. De cette forme d'industrialisation, l'initiative locale n'a pas trouvé de relais ou d'appui dans l'industrie moderne. C'est qui est important à nos jours, ce n'est pas le volume du cuivre extrait mais sa commercialisation sur le marché mondial. Les Congolais oublient cette politique de travail.

Les pays du sud-est asiatique furent au même niveau que le Congo vers les années 1960 et vécurent des régimes autoritaires comme celui du Congo de 1965 à 1997. Ces pays, par contre, ont mis leurs dictatures au service des populations. Ils sont présents partout au monde avec les articles manufacturiers. Avec des ressources naturelles et minières insignifiantes par rapport au Congo, ils détiennent aujourd'hui le monopole manufacturier au monde.

Des modèles modernes comme la Suisse, les États-Unis ou le Canada prouvent que la solution pluraliste, plus souple et représentative de toutes les couches de la population n'empêche pas la naissance d'un sentiment national très vif. Bien au contraire le tribalisme et le régionalisme ont perpétué l'originalité irremplaçable d'une collectivité nationale

élargie. La réorganisation de la société s'impose par une volonté au changement, par le respect des lois, de l'État absolu vers les collectivités autonomes. Ceci semble être la piste de réussite. Politiquement Mobutu a réalisé une synthèse, une construction de réseau de pouvoir africain dont l'enveloppe est occidentale. Son modèle politique n'a pas ni permis ni favorisé le développement économique : une population subsiste mal, mais subsiste.

Le Congo indépendant est-il mûr pour choisir et réussir son choix comme l'ont fait la Chine et le Japon? Peut-il réussir et progresser véritablement? C'est un problème vital, qu'il soit une option extérieure ou une voie qui serait tracée par lui-même. Il manque la rigueur dans la planification des programmes et des choix économiques, un remède jusqu'à là exclu.

Que faire? Quelles solutions peut-on envisager? Il faut déterrer les racines du mal développement. Les origines du mal sont pour la bonne part de nature structurelle et non conjoncturelle. Il ne s'agit pas de surmonter seulement les handicaps mais il faut que des objectifs traduisent les aspirations profondes des populations. Les dirigeants doivent renaître le sens du bien commun, du bien public et agir en ce nom. C'est là la base de l'amour patriotique, du vrai nationalisme qui lutte pour l'intérêt de la communauté. Les stratégies favorisant l'émergence de la société congolaise seraient les suivantes:

1. Introduire une culture de transparence : la bonne gouvernance de la chose publique.
2. Mettre en place des structures souples de prise de décision collective et exécutoire.
3. Combattre la corruption et former des élus locaux en gestion transparente et participative.
4. Maîtriser le train de vie de l'état et de la nation et le conformer aux ressources disponibles.
5. Réaliser les infrastructures de bien-être (santé, hygiène, transport, éducation, eau).
6. Mettre en place une mode de gestion décentralisée des secteurs publics.
7. Redéfinir et prévoir des débats publics sur les priorités de développement.
8. Faire participer les populations dans les décisions politiques et promouvoir les droits humains

9. Mettre en place des mécanismes d'information et des consultations sur une base régulière
10. Contribuer à l'élaboration des mécanismes pour le partage du pouvoir.

Y a-t-il de l'espoir pour le processus au développement?

La prospérité économique et sociale du Congo, le bonheur de ses habitants, ne sont pas une question des richesses naturelles ou des relations extérieures. C'est une question d'hommes, des qualités humaines de comportement individuel et social des Congolais, d'aptitude à bâtir et à faire fonctionner une société. Ces qualités découlent d'un certain type de gouvernement et engendrent ce gouvernement.

Le regard sur la situation actuelle du Congo indique l'exigence de la restauration de l'autorité de l'état. Ce dernier doit garantir les droits de l'homme et les libertés du citoyen, rétablir la confiance et la conscience des populations. Devant le dysfonctionnement des organes de l'état, la sagesse populaire est portée à croire que l'état est mort. Pour rétablir le moral des populations, la «justice sociale» est un élément indispensable qu'il faut restaurer.

La pire crainte de renforcement du développement négatif au Congo depuis 24 juin 1990¹ est celle de voir d'année en année l'absence d'une réelle volonté politique, d'une remise en question des ententes et accords de paix (Accords de Lusaka)² depuis la vague des rébellions. Le dialogue inter congolais est loin d'être certain. Cette précarité d'esprit est un obstacle majeur à toute entreprise ultérieure pour le développement au Congo. Le sentiment d'unité et d'appartenance à une même nation persiste : un élément positif pour la lutte au développement. Le salut doit venir de l'intérieur. Le développement du Congo est une action avant tout interne dont les Congolais sont les premiers acteurs.

1. Discours de Mobutu Sese Seko sur la situation politique et économique du Congo. Bilan de 25 ans de pouvoir. Annonce officielle de l'ouverture au multipartisme.

2. 6 Chefs d'état des pays impliqués dans le conflit au Congo, soit la Rép. Dém. du Congo, le Zimbabwe, la Namibie, l'Angola, le Rwanda, l'Ouganda ont signé un accord de paix le 10 juillet 1999 à Lusaka (Zambie). Paru dans INFO-CONGO-Kinshasa, Entraide missionnaire, N°152, Montréal, 31 août 1999, p1.

Aussi longtemps que les Congolais ne comprendront pas que leurs stratégies de développement reposent sur la résolution des tensions, conflits et contradictions internes, leurs ressources naturelles et l'aide extérieure resteront des apports insuffisants.

L'histoire économique et sociale a montré, à travers les secteurs retenus par notre étude, l'écart qui n'a cessé de s'élargir entre l'idée de développement et la réalité congolaise. Les systèmes de travail institués par la tradition ainsi que ceux dont les efforts de développement ont tenté d'implanter ont mis en évidence les différents types de modernisations qui ont accentué les contradictions. Pendant plus de trois décennies, les gouvernants d'abord et les populations ensuite ont créé un ensemble des comportements, des normes et des conduites qui ont ruiné toute possibilité de production. Ces «blocages mentaux» ont empêché à chaque instant la mise en œuvre d'une politique efficace. Les dirigeants ont pris l'habitude de se considérer comme au-dessus des lois et les citoyens se sont résignés à ce comportement. En se créant un cercle des partisans personnels et en leur dispensant des faveurs pour s'assurer leur silence, les hommes au pouvoir ont réussi à occulter la face de leur système de direction et à la protéger de tout contrôle public adéquat.

BIBLIOGRAPHIE

1. OUVRAGES D'ÉCONOMIE:

AMIN, Samir. *Le développement du capitalisme en Côte- d'Ivoire*,
Collection « Études Tiers Monde », Paris, Les Éditions de Minuit, 1967, 331p

AMIN, Samir et C. VIDROVITCH. *Histoire économique du Congo, 1888-1968*.
Collection Études africaines, 2^e éd., Paris, Éditions Anthropos, 1969, 204p.

AMIN, Samir. *L'Afrique de l'Ouest bloquée*,
Paris, Les Éditions de Minuit, 1971, 322p.

ARON, Raymond. *Dix huit leçons sur la société industrielle*, Paris, Gallimard, 1986, 378p

BEZY, Fernand. *Problèmes structurels de l'économie congolaise*,
Louvain (Belgique), Éditions E. Nauwelaerts, 1957, 283p.

De HERDT, Tom et Stefaan MARYSSE : *L'économie informelle au Zaïre : sur(vie) et pauvreté dans la période de transition*, Collection « Cahiers africains », Paris, L'Harmattan, 1996, No 21-22, 194p.

DUMONT, René : *Pour l'Afrique, j'accuse. Le journal d'un agronome au Sahel en voie de destruction*, en collaboration avec Charlotte Paquet, Paris, Plon, 1986, 457p.

HOSTELET, Georges : *Le problème capital au Congo et en Afrique noire*,
Bruxelles, Études africaines/ Institut de sociologie de Solvay, 1959, 251p.

NDONGALA, Tadi Lewa : *Structure agro-économique du développement au Zaïre : choix d'une stratégie*, Louvain (Belgique), Bibliothèque internationale des sciences du développement, 1982, 339p.

PARTANT, François : *La guérilla économique. Les conditions de développement*, Paris, Éditions du seuil, 1976, 219p.

RAYNAULD, Jacques et Y.STRINGER : *Problèmes et politiques économiques*, Sainte Foy (Québec), Presses de l'Université du Québec, 1988, 509p.

SAÏD, Gérard Shafik : *De Léopoldville à Kinshasa. La situation économique et financière au Congo ex Belge au jour de l'indépendance*, Bruxelles, CNEPSI, 1969, 262p.

2. OUVRAGES DE DÉVELOPPEMENT

AMIN, Samir : *L'Afrique de l'ouest bloquée*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1971, 322p.

AMIN, Samir : *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Paris, Économica, 1988, 585p.

BERTRAND, Hugues : *Le Congo. Formation sociale et mode de développement économique*, Paris, François Maspéro, 1975, 283p.

BRAECKMAN, Colette. : *Le dinosaure : le Zaïre de Mobutu*, Paris, Fayard, 1991, 375p.

ELA, Jean-Marc : *Quand l'état pénètre en brousse : les ripostes paysannes à la crise*, Paris, Éditions Karthala, 1990, 268p.

GIRI, Jacques : *L'Afrique en panne, vingt cinq ans de développement*, Paris, Éditions Karthala, 1986, 204p.

GODFRAIN, Jacques : *L'Afrique, notre avenir*, Paris, Éditions Michel Lafon, 1998, 304p.

GUNDER, A.F. : *Le développement du sous-développement, l'Amérique latine*, 2^{ème} édition, Paris, François Maspero, 1972, 399p.

KABOU, Axelle : *Et si l'Afrique refusait le développement?* Paris, L'Harmattan, 1991, 207p.

Ki-ZERBO, Joseph : *La natte des autres. Pour un développement endogène en Afrique*, Paris, Karthala, 1992.

LAVOIE, Jean-Yves : *La gestion étrangère du développement de l'Afrique*, Presses de l'Université du Québec, 1986, 203p.

OUALI, Kamadini : *Intégration et développement*, Paris, Éditions Économica, 1990, 350p.

PEEMANS, Jean-Philippe : *Le Congo-Zaïre, Au gré du XX^e s.* Paris, L'Harmattan, 1997, 250p.

PISANI, Edgar : *Pour l'Afrique*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1988, 245p.

SCHIMITZ, Gérald et D. GILLIES : *Le défi du développement démocratique. Comment entretenir la démocratisation dans les sociétés en développement*, Ottawa, Institut Nord-Sud, 1992, 155p.

De HERDT, Tom et S. MARYSSE. : *L'économie informelle au Zaïre : Sur(vie) et pauvreté dans la période de transition*, Paris, L'Harmattan, 1996, 194p.

3. OUVRAGES DE POLITIQUE

AKINDÉS, F. Augustin : *Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne francophone*, Dakar/Paris, Codesria/Karthala, 1996.

AMIN, Samir : *La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers-monde*, Paris, L'Harmattan, 1989, 373p.

GERVAIS, Myriam : *La dimension politique des ajustements au Niger*, dans *Revue canadienne des études africaines*, No 2, 1992, pp. 228-235.

CORNEVIN, Robert : *Histoire du Congo-Léopoldville Kinshasa. Des origines à la République Démocratique du Congo*, Paris, Éditions Berger Levrault, 1970, 391p.

DE VOS, Pierre : *La décolonisation : les événements du Congo de 1959 à 1967*, Bruxelles, Éditions ABC, 1975, 306p.

DUMONT, René : *Démocratie pour l'Afrique. La longue marche de l'Afrique noire vers la liberté* avec Charlotte Paquet, Collection Histoire immédiate, Paris, Seuil, 343p.

MABIKA, Kalanda : *La remise en question. Base de la décolonisation mentale*, Collection « Études congolaises », No 14, Bruxelles, Éditions «Remarques africaines », 1967, 305p.

MASSAMBA, Kamitatu : *Le Zaïre : le pouvoir est à la portée du peuple*, Paris, L'Harmattan, 1977, 203p.

MAUREL, Auguste : *Le Congo, de la colonisation belge à l'indépendance*, Paris, L'Harmattan, 1992, 352p.

MONGA, Célestin : *Anthropologie de la colère, société civile et démocratie en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 97-119.

ZIEGLER, Jean : *Le pouvoir africain*, Nouvelle édition, Paris, Éditions du Seuil, 1979, 253p.

4. ORIENTATIONS MÉTHODOLOGIQUES

CAIRE-JABINET, Marie-Paule : *Introduction à l'historiographie*, Paris, Nathan, 1994, 127p.

RANO Barbolan, Jean-Claude : *L'Histoire, aujourd'hui*, Paris, Éditions des Sciences Humaines, 1999, 473p.

RIST, Gilbert : *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1996, 426p.

ROSTOW, W. W. : *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Éditions du Seuil, 1963, 252p.

ROSTOW, W. W. : *Les étapes du développement politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1975, 492p.

5. SOURCES

Actes de la première rencontre des moralistes congolais du 1^{er} au 4 novembre 1978

Actes de la deuxième rencontre des moralistes congolais du 11 au 16 novembre 1985.

Actes de la 4^{ème} session du Congrès international des études africaines de Kinshasa du 12 au 16 décembre 1978

Association Congolaise des Droits Humains (AZADHO)

BLUMENTAL, Edwin : Zaïre : Rapport sur sa crédibilité financière internationale, dans la Revue Nouvelle, Bruxelles, novembre 1982, p377.

BUANA, Kabwe : Lettre ouverte au président Mobutu et aux autres, Paris, L'harmattan, Paris, L'Harmattan, 1978, p42.

Conférence nationale souveraine : Commission des biens mal acquis, septembre 1992

GÉCAMINES : Rapport d'activité pour l'année 1982

Mémorandum des Évêques du Zaïre au Président Mobutu Sese Seko, Conférence épiscopale du Congo, CEZ/ PR/LMP/868 , Kinshasa, 9 mars 1990.

Ministère du développement rural: Rapport de contrôle sur le fonctionnement des plantations d'huile de palme au Kwilu (cas de Lever et HPK) Bureau du Cométat, Kinshasa, juin 1979.

MOBUTU Sese Seko : Discours du 2^{ème} Congrès Ordinaire du MPR, Congo, Kinshasa, 25 novembre 1977.

MOBUTU Sese Seko : Discours du 24 juin 1990.

Le «Plan MOBUTU » dans l'Entrepreneur, No5, juillet-août 1979, p49.

OGEDep(Office de gestion de la dette publique) : Politique d'endettement extérieure du Zaïre, Kinshasa, Note technique, 1990, p1.

Plan Mobutu de relance économique, Jeune Afrique spécial, No1168, 25 mai 1983, p176.

Rapport FMI : Le régime fiscal de la Gécamines, 13 mai 1982.

ARTICLES ET ÉTUDES

BRAECKMAN, Colette. : « Les Zaïrois en état de survie » dans Monde diplomatique, No 24, Mai 1988.

CHALÉARD, J.L. : « Le Manioc, la ville et le paysan » dans Cahiers des Sciences Humaines, Bouaké, ORSTOM, 1988, p345-348.

DUMAY, Cécile. : « Vie politique à Kinshasa » dans Libération, Kinshasa, 27 septembre 1991, p133.

DE HERDT, Tom. : « Politique monétaire et informalisation de l'économie Zaïroise (travaux présentés au colloque sur le secteur informel), Kinshasa, du 24-26 mai 1995.

DE VILLERS, G. : (dirigé par) « Économie populaire et phénomènes informels au Zaïre et en Afrique, Cahiers du CEDAF, No 3 et 4, Bruxelles, CEDAF, 1992.

DIALLO, Siradiou. : « Docteur authentique » dans Le Zaïre aujourd'hui, No éditeur 1131/1, Éditions Jeune Afrique, 1975, p85.

KAPELLA, Gaston. « Le Katanga, un scandale minier » dans Afrique Chrétienne, No 29, Kinshasa, Éditions Saint-Paul, 1971, p 14-16.

KALONJI, L. « Vanga : un grand village communautaire » dans Afrique Chrétienne, No 31, Kinshasa, Éditions Saint-Paul, 1971, p14-15.

KOFFI, Mabele. « Matabiche et Cie » dans Afrique-Asie, No 390, du 29 décembre 1986 au 11 janvier 1987, p31-32.

LUKUNDO, Toengaho. « La gestion des agents de la fonction publique dans le Haut-Zaïre » dans Zaïre-Afrique, No 252, Kishasa, CEPAS, février 1991, p90.

MAMADOU, A. B. : « Le poumon de l'économie » dans Jeune Afrique Bis, No13, novembre 1984, p14-16.

MANWANA, Mungongo « Appauvrissement et crise économique de l'Afrique noire : résultat de l'inversion des valeurs et des mentalités de l'élite dirigeante négro-africaine » dans Congo-Afrique, No336, juin-juillet-août 1999, p112.

MIAMI, R., A. MBOKA et al. « Shaba-Katanga : la source de la crise » dans INFO-Congo, Table de concertation sur les Droits Humains au Congo, Entraide missionnaire, Montréal, 6 octobre 1992.

NGEFA, Guillaume . « Droits à la santé : les hôpitaux de la misère » dans AZADHO, Kinshasa, janvier 1996, No19.

ROCHERON, P. « L'ouverture dans la récupération » dans Jeune Afrique, No 684, 16 février 1974, p24.

SHEBUJA, Uhira. « L'Afrique face au sacré » dans *Zaire-Afrique*, No 252, Kinshasa, CEPAS, février 1991, p 112.

SOUDAN, François. : « Zaire, les évêques accusent » dans *Jeune Afrique* No 1527, 9 avril 1990, p18-20

VERHAEGEN, B. « La cimenterie nationale » in « Endettement, Technologies, et industrialisation au Zaire (1970-1981), Kinshasa, CEDAF, janvier 1983, p77-78

WENDA, Tshitalu, K. MABELA et al. « L'attitude des enseignants zairois vis-à-vis de la corruption » dans *Zaire-Afrique* N° 228, octobre 1988, p479.

6. RAPPORTS

Tradition et modernisme en Afrique, Rapport sur la Rencontre internationale de Bouaké (Côte-d'Ivoire). Paris, Éditions du Seuil, 1965, 317p.

Banque Mondiale / World Bank : World development Report, 1994, 1995, 1996, 1997.
ONU : Situation économique et sociale dans le monde 2000, Tendances et politiques actuelles, Nations Unies, NY 2000

7. DICTIONNAIRES

Afrique, continent méconnu,
Sélection du Reader's Digest, première édition, Paris, 1979, 319p.

Dictionnaire Black
Jacques Grancher (éditeur), Paris, 1979, 527p.

Mac Donald's Encyclopédia of Africa, An alphabetical guide to famous Africa personalities, London, EC2, 1976, 223.p

Panorama du Continent africain, Jeune Afrique, 1968, 1969, 1970.

G. Laclavère, *Atlas de la République du Zaire*, Jeune Afrique, Paris, 1978, 72p.

Le Million: Afrique occidentale, centrale, équatoriale et australe, Vol. XI, Bruxelles, Éditions Kister, 1973, 552p